

**BULLETIN DES STATISTIQUES MONÉTAIRES,
FINANCIÈRES ET EXTÉRIEURES
2020**

DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR



BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DES STATISTIQUES
DIRECTION DES STATISTIQUES ET DE LA BALANCE DES PAIEMENTS



**BULLETIN DES STATISTIQUES MONÉTAIRES, FINANCIÈRES
ET DE BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINÉE**

2020

DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR



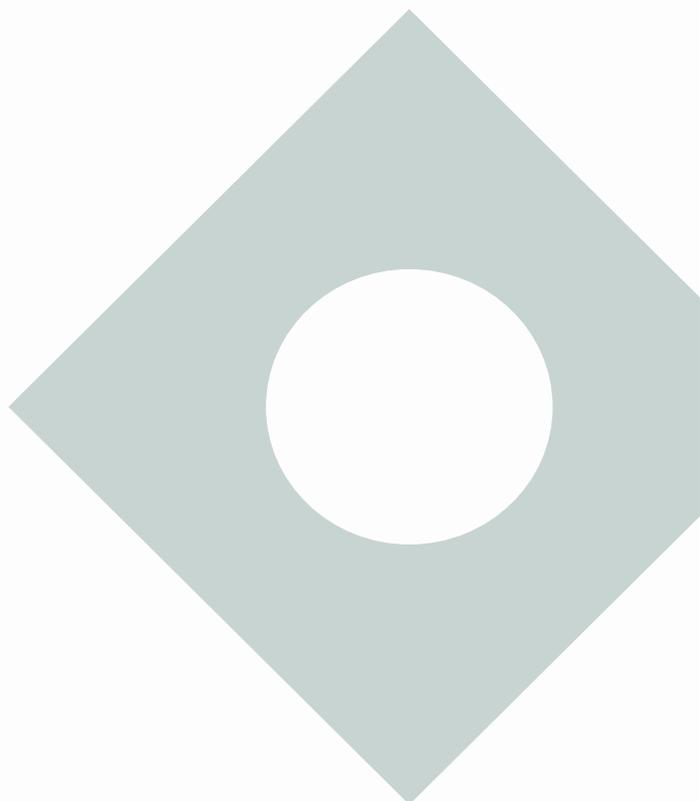
SOMMAIRE

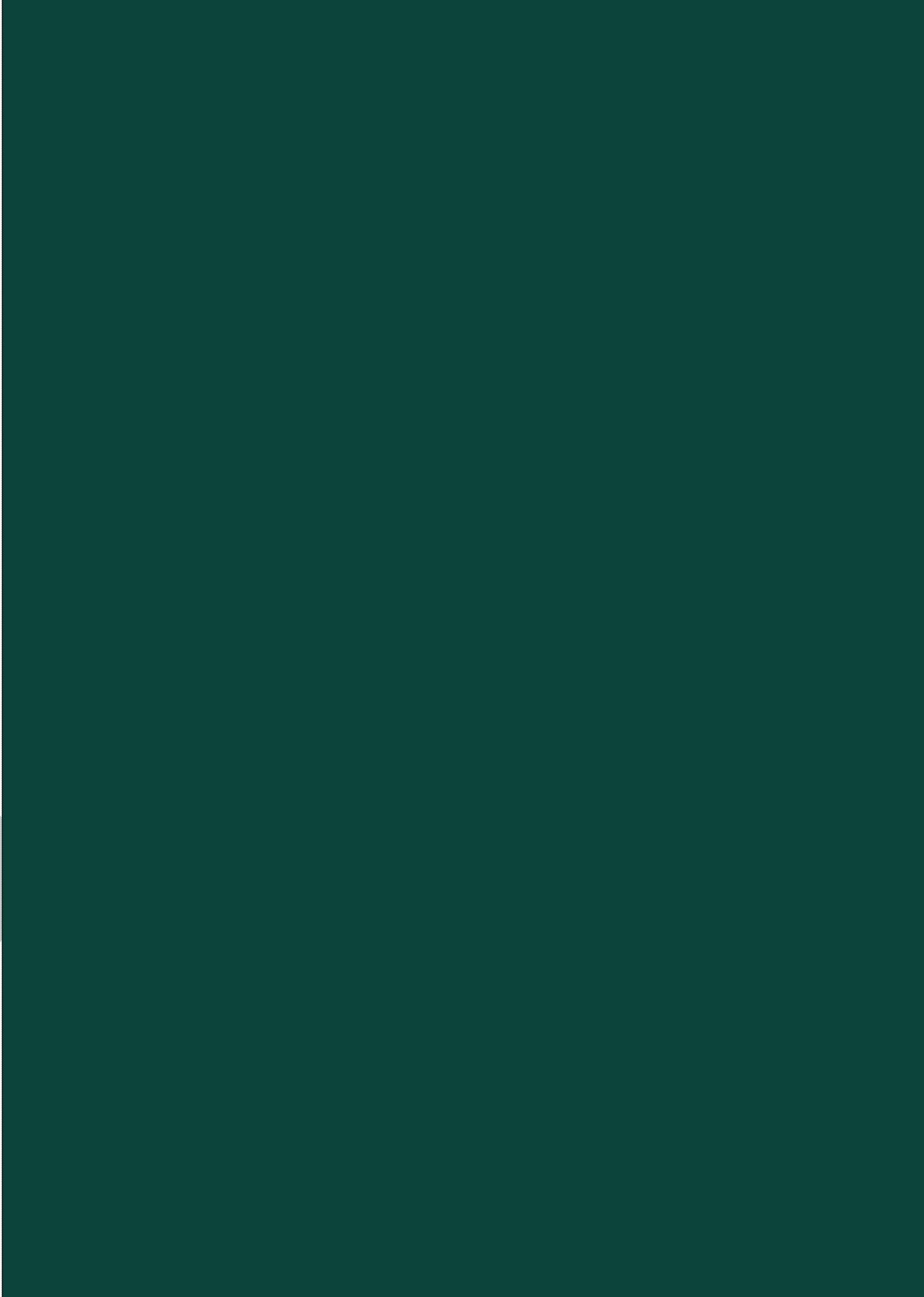
SOMMAIRE	ii
SIGLES ET ABREVIATIONS	iii
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES DE LA GUINEE EN 2020	6
I- Évolution des principaux agrégats monétaires en 2020	7
I-1- Masse monétaire et composantes.....	7
I-2- Contreparties de la masse monétaire.....	11
II- Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration des statistiques monétaires.....	19
II-1- Présentation du système financier guinéen.....	19
II-2- Cadre réglementaire et procédures.....	22
II-3- Principes comptables applicables aux statistiques monétaires	23
DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINEE EN 2020	24
I. Évolution des principaux indicateurs en 2020.....	25
I-1- Accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles.....	25
I-2- Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF).....	28
I-3- Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance.....	30
II- Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI).....	33
TROISIEME PARTIE : INDICATEURS DE SOLIDITE FINANCIERE DE LA GUINEE EN 2020	34
I- Cadre d'élaboration des Indicateurs de Solidité Financières	35
II-1- Couverture institutionnelle des Indicateurs de Solidité Financières	35
II-2- Métadonnées des Indicateurs de Solidité Financière.....	38
II-3- Valeur analytique des ratios.....	43
QUATRIEME PARTIE : LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2020	45
I- Évolution des principaux comptes de la balance des paiements.....	46
I-1- Compte des transactions courantes et composantes	46
I-2- Compte de capital	54
I-3- Compte financier.....	54
II - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements.....	58
II-1- Cadre institutionnel et réglementaire	58
II-2- Conventions d'enregistrement des transactions.....	59
II-3- Sources des données.....	61
CONCLUSION	63
ANNEXES	65

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANAMIF : Agence Nationale de la Microfinance
APIMG : Association Professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée
BCE : Banque Centrale Européenne
BCEAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCRG : Banque Centrale de la République de Guinée
BDP : Balance Des Paiements
BDT : Bons du Trésor
BTP : Bâtiment Travaux Public
CAF : Coût Assurance Fret
CCT : Crédits à Court Terme
CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CF : Circulation Fiduciaire
CITI : Classification Internationale Type par Industrie
CMLT : Crédits à Moyen et Long Termes
CTHBP : Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements
DAT : Dépôts à terme
DAV : Dépôts à vue
DCH : Direction des Changes
DD : Dépôts en Devises
DGCC : Direction Générale du Crédit et des Changes
DGD : Direction Générale des Douanes
DGEEM : Direction Générale des Études Économiques et Monétaires
DGES : Direction Générale des Études et des Statistiques
DGNF : Dépôts en francs guinéens
DNP : Direction Nationale du Plan
DOC : Direction des Opérations de Change
DPMC : Direction de la Politique Monétaire et du Crédit
DSA : Direction de la Supervision des Assurances
DSB : Direction de la Supervision des Banques
DSBP : Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements
DSIFI : Direction de la Supervision des Institutions Financières Inclusives
DTS : Droits de Tirage Spéciaux
ECID : Enquête Coordinée sur les Investissements Directs Étrangers
EME : Émetteurs de Monnaie Électronique
FAB : Franco A Bord
FEC : Facilité Élargie de Crédit
FED : Réserve Fédérale Américaine
FMI : Fonds Monétaire International
GNF : Franc Guinéen
IDE : Investissements Directs Étrangers
IG : Inflation en Glissement
IMF : Institution de Microfinance
INS : Institut National de la Statistique
ISF : Indicateur de Solidité Financière
M2 : Masse monétaire au sens large
MBP6 : Sixième Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
MIC : Marché Interbancaire des Changes

MPDE : Ministère du Plan et du Développement Économique
MSCI : Emerging Markets Index
MSMF 2000 : Manuel de Statistiques Monétaires et financières, publié en 2000
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique
OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PEM : Perspectives Économiques Mondiales
PER : Perspectives Économiques Régionales
PIB : Produit Intérieur Brut
PNT : Position Nette du Trésor
PPTE : Pays Pauvres Très Endettés
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
RE : Réserves Excédentaires
RO : Réserves Obligatoires
RT : Réserves Totales
SBP : Service Balance des Paiements
SDMX : Statistical Data and Metadata eXchange
SNFI : Stratégie Nationale de Finance Inclusive
SSMF : Service des Statistiques Monétaires et Financières
TD : Taux Directeur
TMCE : Taux Moyen sur les Comptes d'Épargne
TMCT : Taux Moyen sur les Comptes à Terme
TMD : Taux Moyen Débiteur
TMP : Taux Moyen Pondéré
USD : Dollar des États-Unis d'Amérique







INTRODUCTION

INTRODUCTION

Environnement économique international en 2020

En 2020, l'environnement économique international a été caractérisé par une crise économique, engendrée par la pandémie de Covid-19.

Les perspectives de l'économie mondiale du FMI publiées en avril 2021 estiment une contraction de l'économie mondiale de 3,3 % en 2020 contre une croissance de 2,8 % en 2019, dans un contexte mondial marqué par la pandémie de covid-19.

Dans les pays avancés, la croissance passe de 1,6 % en 2019 à -4,7 % en 2020. Aux Etats-Unis, la croissance s'établit à -3,5 % contre 2,2 % en 2019. Dans la zone euro, l'économie se contracte de 6,6 % en 2020 contre une croissance de 1,3 % en 2019.

Dans les pays émergents et économies en développement, le taux de croissance passe de +3,6 % en 2019 à -2,2 % en 2020. La Chine avec une croissance de 2,3 %, est l'un des rares pays émergents à connaître une croissance positive en 2020.

En Afrique subsaharienne, la production s'est contractée de 1,9 % en 2020 contre une croissance de 3,2 % en 2019, cette évolution est liée aux perturbations de l'activité économique provoquées par la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement qui s'en sont suivies. Le PIB de l'Afrique du Sud, où l'activité écono-

mique était déjà morose avant l'arrivée de la COVID-19, a diminué de 7,0% au cours de l'année 2020 contre une croissance de 0,2 % en 2019. Quant à l'économie nigériane, elle a reculé de 1,8 % en 2020 contre une croissance de 2,2 %.

Dans ce contexte de crise économique sans précédent, les principales Banques Centrales des pays avancés ont mené des politiques monétaires particulièrement accommodantes en baissant leurs taux directeurs et en renouant avec les politiques de quantitative easing. La Banque centrale européenne a, ainsi, mis en place dès mars, un plan massif d'achats de titres, consistant à injecter des liquidités au sein du système financier afin notamment d'assouplir les conditions de crédit aux entreprises et aux États.

La Réserve fédérale des Etats-Unis, en plus d'avoir mis en œuvre un tel programme d'achats de titres, a adopté un changement majeur dans la conduite de la politique monétaire. Elle favorise désormais davantage l'objectif de plein emploi. Elle a réduit son taux directeur de 150 points de base en une année pour le ramener à 0,25 % à fin 2020.

La Banque d'Angleterre a baissé son taux directeur de 65 points en le ramenant à 0,1 %. La Banque du Japon a maintenu son taux directeur à 0,10 %.

Sur l'année 2020, les marchés financiers ont lourdement chuté à la fin du premier trimestre pour se redresser progressive-



ment jusqu'en fin d'année. L'indice mondial des actions MSCI World a clôturé l'année en hausse de 14,1% en dollars. L'indice S&P 500 du marché américain est parvenu à atteindre un sommet historique en progressant de 16,3% sur l'ensemble de l'année, tiré essentiellement par les valeurs technologiques et soutenu par un dollar plus faible. A l'inverse, les bourses européennes, ont terminé l'année en ne récupérant que partiellement du krach boursier causé par la première vague du Covid-19: -5,1% pour l'indice européen Euro Stoxx 50, -14,3% pour les valeurs anglaises du FTSE 100 et +0,8% pour l'indice suisse SMI.

Sur le marché des capitaux, les rendements obligataires souverains ont baissé pratiquement dans toutes les monnaies suite aux mesures de stimulation monétaires sans précédent. Le rendement sur les obligations de l'Etat américain à 10 ans est passé sous la barre de 1% tandis qu'en Europe, les rendements gouvernementaux à 10 ans ont baissé à quasiment zéro pourcent, voire négatif en Suisse, Allemagne, France et au Pays-Bas.

Sur les marchés des changes, le dollar s'est davantage déprécié vis-à-vis de l'euro pour s'échanger à 1,1 413 pour un euro à fin 2020, contre 1,1 196 pour un euro au terme de l'année précédente. La monnaie européenne s'est aussi appréciée vis-à-vis du yuan chinois (+1,8 %) et de la livre sterling (+1,4 %). Par contre, l'euro s'est légèrement déprécié vis-à-vis du yen japonais (-0,2 %).

Sur le marché du travail, les Etats-Unis

connaissent une reprise du chômage, avec un niveau de 6,7% en 2020. Ce recul est la conséquence logique de la reprise de la pandémie de Covid-19 et des reconfinements plus ou moins durs imposés à travers les Etats-Unis en fin d'année. En décembre 2020, 498 000 emplois ont été perdus dans le secteur des loisirs, de la restauration et de l'hôtellerie. Les restaurants et les bars sont particulièrement touchés, suivis des casinos et des magasins de paris.

Dans la zone euro, le taux de chômage est ressorti en hausse en s'établissant à 8,3% en 2020 après 7,4% en 2019.

En 2020, les prix à la consommation dans la zone euro ont baissé de 0,3% en se maintenant négatif pour le cinquième mois d'affilée avec la chute prolongée des prix de l'énergie. Au niveau mondial, l'inflation a connu une évolution identique qu'en 2019.

Sur les marchés des matières premières, le cours du pétrole Brent a poursuivi sa baisse qui s'est établi en moyenne à 44,2 dollars le baril. Cette baisse est en lien avec l'évolution inquiétante de la situation sanitaire dans le monde et avec la faiblesse de la demande de pétrole.

Le cours moyen de l'or a été de 1 770,2 dollars l'once en 2020 contre 1 392,5 dollars l'once en 2019, soit une hausse de 27,1 % qui s'explique par la création de nombreux produits financiers indexés sur l'or. Il est à noter que pour la première fois de sa longue histoire, le cours de l'or a dépassé les 2 000 dollars l'once en

s'établissant à 2 075,5 dollars le 7 août 2020, un nouveau record historique.

Le cours moyen de l'argent s'est chiffré à 20,5 dollars l'once contre 16,2 dollars l'once en 2019, soit une hausse de 26,6 %. Le métal gris a profité en 2020 de l'intérêt des investisseurs pour les métaux industriels, alors que les vaccins promettaient une reprise de la demande avec une offre perturbée par la pandémie.

Le cours de l'aluminium a enregistré une baisse de 5,0 %, passant de 1 794,5 USD/tonne en 2019 à 1 704 USD/tonne en 2020, cette évolution est en lien avec les perturbations causées par la pandémie de covid-19 et découle d'une surcapacité mondiale de production combinée au ralentissement économique qui tire la demande à la baisse.

Sur l'année 2020, l'indice FAO des prix des produits alimentaires (riz, sucre et oléagineux), a été en moyenne de 98,0 contre une moyenne de 95,0 points en 2019, soit une hausse de 3,2%.

Perspectives de l'environnement économique international en 2021

Selon les prévisions du FMI, l'économie mondiale connaîtra la reprise en 2021. La croissance mondiale sera de 6 %, pour l'année 2021. Cette évolution serait le résultat des mesures de soutien budgétaire prises par les grands pays, des anticipations de reprise tirée par la vaccination et l'adaptation continue de l'activité économique à une mobilité réduite.

Parmi les principaux pays avancés, la croissance de l'économie américaine s'établirait à 6,4% en 2021, en lien avec la mise en place du nouveau plan de soutien de grande envergure de 1 900 milliards de dollars.

Dans la zone euro, une croissance de 4,4% est attendue en 2021.

Dans les pays émergents et pays en développement, la croissance devrait s'établir à 6,7 % en 2021.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait rebondir en 2021 pour atteindre 3,4 %.

Par-delà des prévisions à court terme, ces perspectives restent très incertaines, notamment en ce qui concerne l'évolution de la pandémie, l'efficacité des mesures prises par les autorités pour assurer un retour à la normale grâce à la vaccination, et l'évolution des conditions financières.

Environnement économique national en 2020

Au plan national, l'activité économique en 2020 a été marquée par l'impact négatif des mesures de confinement et de fermeture de frontières prises par le gouvernement pour endiguer la propagation de la Covid 19. Malgré ce contexte, l'économie a été résiliente en enregistrant une croissance du PIB estimé à 7 %¹. Cette croissance s'explique par le dynamisme du secteur minier avec l'accroissement

¹ Source : Cadrage macroéconomique du 03 mai 2021



des productions exportées de bauxite, de fer, d'alumine et d'or suite à l'entrée en production de nouvelles sociétés.

S'agissant de l'inflation, elle s'est accélérée pour ressortir à deux chiffres (10,6 % en moyenne annuelle) en 2020 contre 9,5 % un an plutôt. Cette hausse résulte entre autres de la hausse du coût des transports maritimes, des mesures de riposte prises par le Gouvernement pour freiner les effets de la pandémie sur l'économie guinéenne combinées avec la fermeture des frontières avec les pays voisins, de la dépréciation du franc guinéen, de la dégradation et des travaux de reconstruction des infrastructures routières.

Sur le plan monétaire, la Banque Centrale a mené une politique monétaire marquée par la baisse des conditions monétaires dans le but de soutenir le plan de riposte économique à la crise sanitaire de la Covid-19 prise par le Gouvernement. La Banque Centrale a abaissé son taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires d'un point de pourcentage en les ramenant respectivement à 11,5 % et 15 %.

Sur le marché officiel, le franc guinéen s'est déprécié de 5,9 % par rapport au dollar et de 13,5 % par rapport à l'euro. La prime de change s'est fixée en moyenne à 0,64 % à fin décembre 2020, par rapport au dollar USD et à - 0,28 % par rapport à l'euro.

La situation des finances publiques s'est traduite par un accroissement du déficit

budgétaire, résultant de la hausse des dépenses publiques. Le solde budgétaire base engagement dons compris est ainsi déficitaire de GNF 4 098,2 milliards en 2020, contre un déficit de GNF 1 076,4 milliards en 2019. Le déficit du solde de base en pourcentage du PIB est ainsi passé de 0,6 % en 2019 à 2,3 % en 2020.

Perspectives de l'environnement économique national en 2021

En 2021, la croissance économique devrait se situer à 5,2 %. Cette évolution serait soutenue par le dynamisme du secteur minier, de la construction, de l'énergie et de la reprise au niveau du commerce et de l'agriculture.

Sur le plan des finances publiques, les recettes sont projetées à GNF 21 366,2 milliards en hausse de 24,3 % par rapport à 2020. Quant aux dépenses, elles se situeraient à GNF 24 408,9 milliards, en hausse de 4,9 % par rapport à 2020.

Le budget dégagerait un solde de base (hors dons) déficitaire de GNF 3 043,6 milliards, soit une réduction du déficit de 50 % par rapport à 2020.

La coordination des politiques budgétaire et monétaire permettrait d'inverser la tendance de l'inflation qui est à deux chiffres actuellement pour le ramener à un chiffre à fin 2022.

Sur le plan monétaire et des changes, la BCRG continuerait sans préjudice à l'objectif de stabilité des prix, de soutenir la croissance économique.



PREMIÈRE PARTIE :

DONNÉES MONÉTAIRES DE LA GUINÉE EN 2020



PREMIERE PARTIE : DONNEES MONETAIRES DE LA GUINEE EN 2020

I- Évolution des principaux agrégats monétaires en 2020

I-1- Masse monétaire et composantes

I.1.a. Masse monétaire et inflation

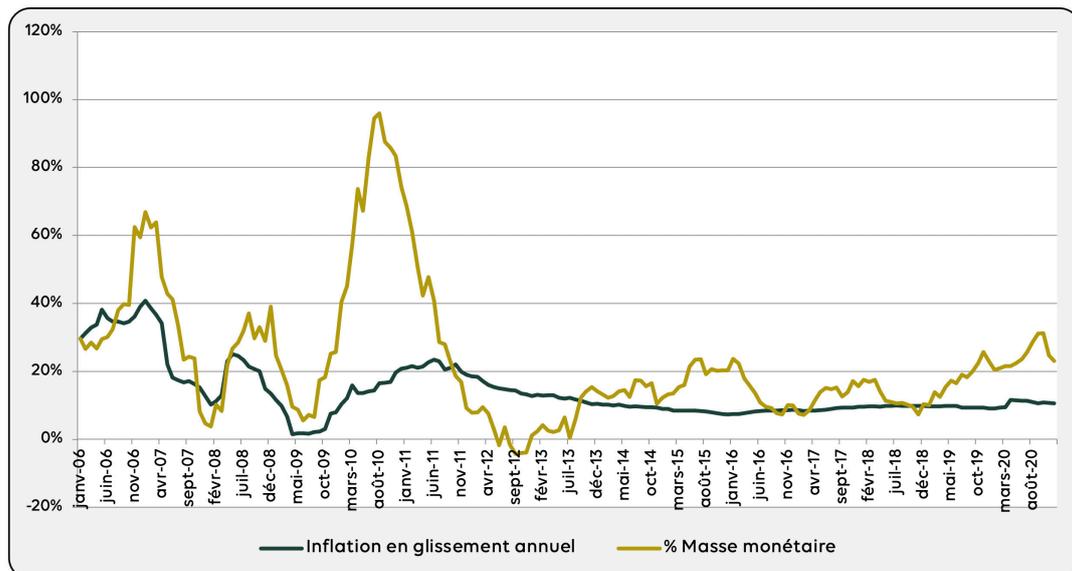
Au 31 décembre 2020, la masse monétaire se chiffre à GNF 37 420,34 milliards contre GNF 30 416,16 milliards au 31 décembre 2019, soit une hausse de 23 %. Cet accroissement résulte de la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets de 27,4 % et des avoirs intérieurs nets de 21 %.

Sur la période sous revue, l'inflation en glissement annuel s'établit à 10,6 % contre 9,1 % en 2019, soit une hausse de 1,5 point de pourcentage. En moyenne annuelle, l'inflation s'établit aussi à 10,6 % contre 9,5 % en 2019, soit une hausse de 1,1 point de pourcentage et

l'inflation sous-jacente représentée par l'indice hors énergie et produits frais se situe à 10,1 % contre 4 % en 2019, soit une hausse de 6,1 points de pourcentage.

Entre décembre 2019 et décembre 2020, les prix des produits alimentaires, ayant une contribution de 91,4 % à la hausse globale du panier de la ménagère, ont augmenté de 12,2 % en glissement annuel. Les principaux sous- groupes qui ont marqué cette hausse sur la période sont : « pain et céréales » (9 %), « huiles et graisses » (4,3 %), « poissons » (13,6 %), « sel et épices » (27,7 %), « lait, fromage et les œufs » (10,4 %), « légumes » (11,8 %).

Graphique 1 : Évolution de l'inflation et de la masse monétaire en glissement annuel



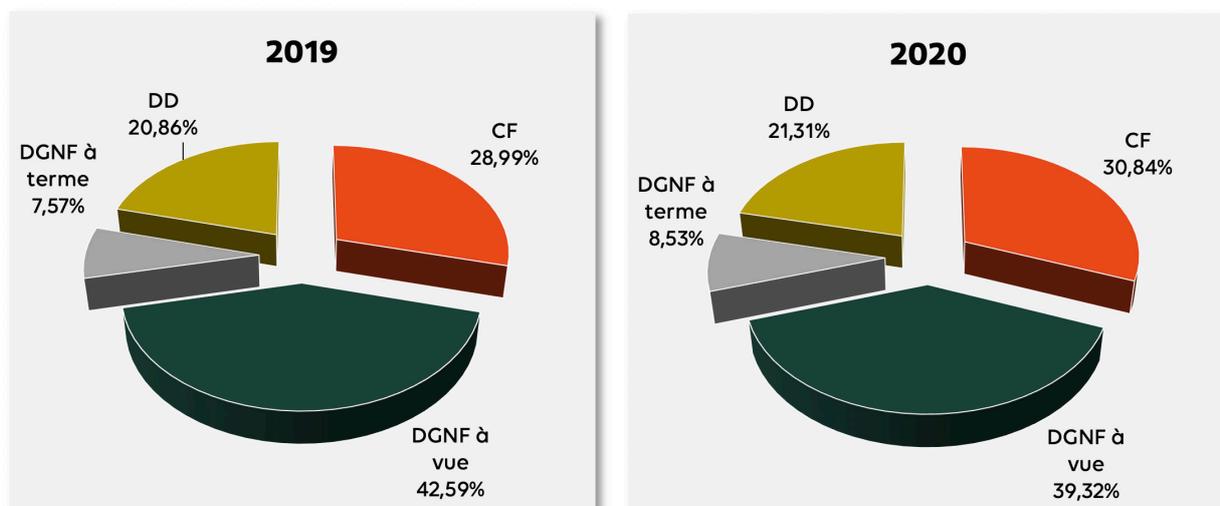
Source : BCRG/DGES/DSBP et MPDE/INS

1.1.b. Composantes de la masse monétaire

Au 31 décembre 2020, la structure de la masse monétaire reste dominée par les dépôts à vue en francs guinéens comme en 2019, sa part ayant chuté de 3,27 points de pourcentage en un an. En effet, ils représentent environ 39,32% contre 42,59 % un an auparavant. Quant

aux dépôts en devises, ils représentent 21,31 % de la masse monétaire en décembre 2020 contre 20,86 % à fin 2019. La part de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire s'est accrue de 1,86 point de pourcentage, passant ainsi de 28,99 % en 2019 à 30,84 % en fin de l'année 2020.

Graphique 2 : Structure de la masse monétaire (répartition de M2 en %)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

❖ Circulation fiduciaire

La circulation fiduciaire atteint GNF 11 541,59 milliards au 31 décembre 2020, en hausse de 30,9 % par rapport à son niveau de décembre 2019. Cette évolution est essentiellement imputable à l'augmentation des avoirs extérieurs nets et à la détérioration de la position nette du Trésor dans le système bancaire.

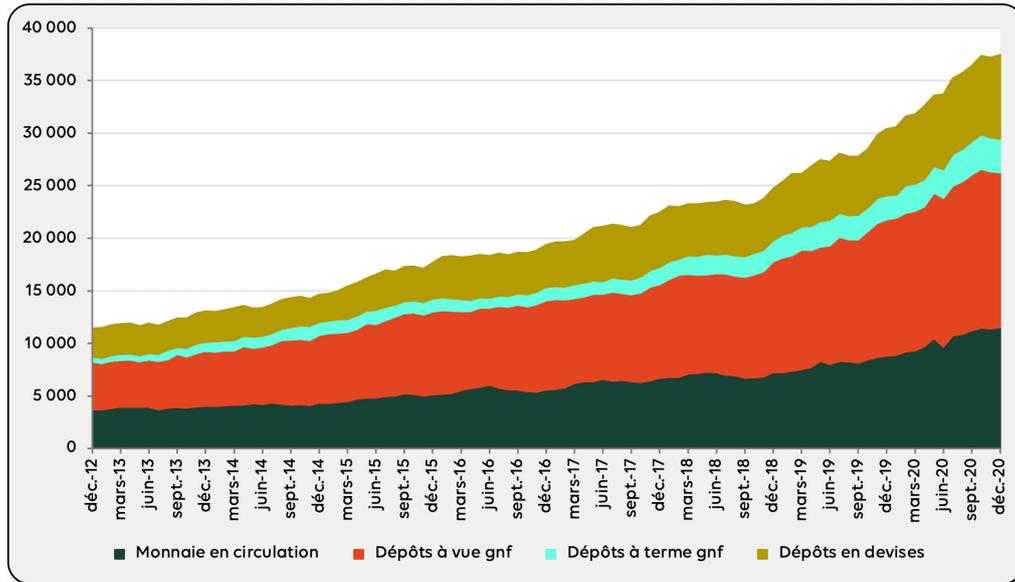
❖ Dépôts en devises et en GNF

Entre fin décembre 2019 et fin décembre 2020, les dépôts en francs guinéens augmentent de 17,4 %, en liaison notamment avec la hausse des crédits au secteur

privé, le relèvement des taux sur les dépôts à terme et l'ouverture de nouveaux points de service. Quant aux dépôts en devises, ils progressent de 25,7 % suite à l'augmentation des dépôts des clients évoluant dans les secteurs minier, pétrolier, énergétique et des BTP.



Graphique 3 : Évolution des composantes de la masse monétaire (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

Encadré 1 : Indicateurs d'analyse économique tirés des agrégats monétaires

1. Vitesse de circulation de la monnaie

La vitesse de circulation de la monnaie est le nombre de fois en moyenne qu'une unité monétaire est utilisée dans des transactions au cours d'une période donnée. Elle est mesurée par le rapport entre le PIB nominal et la masse monétaire.

Rubriques	Années					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Masse monétaire (M2) en milliards de GNF (1)	17 644,34	19 394,66	22 434,24	24 747,38	30 416,16	37 420,34
PIB nominal en milliards de GNF (2)	50 474,90	77 087,89	93 833,88	106 845,29	124 110,63	149 992,59
Vitesse de circulation de la monnaie (2) / (1)	2,86	3,97	4,18	4,31	4,08	4,00
Taux de liquidité de l'économie (1) / (2)	35%	25%	24 %	23%	25%	25%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPDE/DNP

2. Le taux de liquidité de l'économie

Le taux de liquidité de l'économie correspond à l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie, autrement dit c'est le rapport entre la masse monétaire et le PIB nominal. Il traduit le niveau de développement de la sphère financière dans la mesure où un faible degré de monétisation de l'économie serait la résultante d'un niveau de sophistication élevée du système financier qui permet aux individus de détenir moins de monnaie.

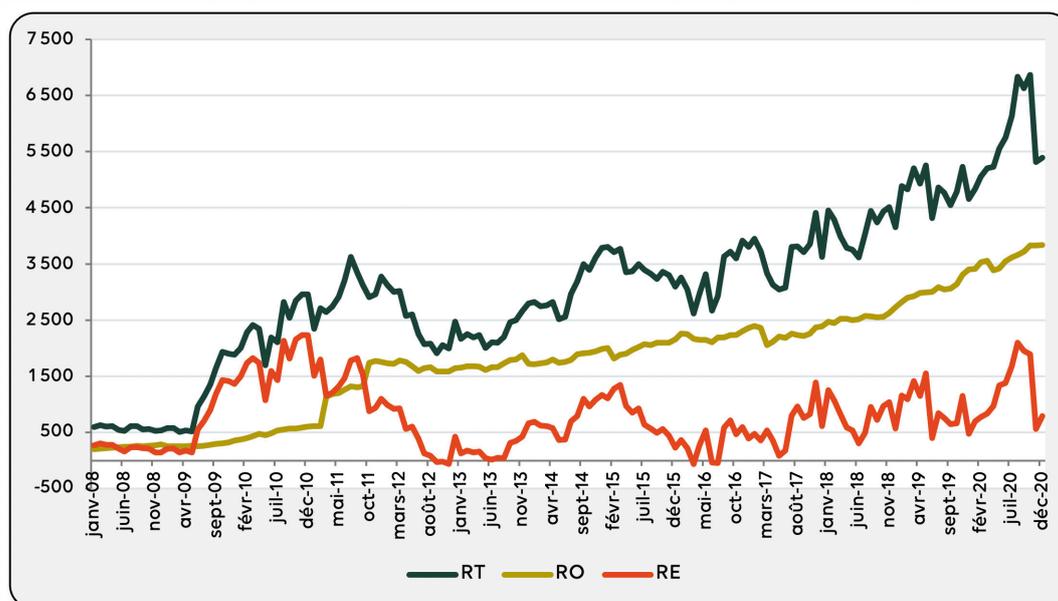
Sur la même période, le taux de liquidité de l'économie est stable pour se situer à 25% entre 2019-2020.

1.1.c. Base monétaire

Comparativement à son niveau de fin décembre 2019, la base monétaire a progressé de 19,2% pour atteindre GNF 16 454,69 milliards au 31 décembre 2020. Cette évolution est essentiellement tirée par l'accroissement de la monnaie en circulation (30,9%).

Sur la période, les réserves des banques ont baissé de 1,3% en raison de la chute à la fois des dépôts (1,1%) et des encaisses des banques (2%). Cependant, les réserves obligatoires et excédentaires se sont accrues respectivement de 12,7% et 68,5%.

Graphique 4 : Évolution des réserves des banques (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

Encadré 2 : Indicateurs d'analyse économique tirés des agrégats monétaires (suite et fin)

1. Le multiplicateur monétaire

Le multiplicateur monétaire (de crédit) est la théorie qui explique quel montant de crédit (de masse monétaire) peut être distribué par les banques à partir de la base monétaire créée par la Banque Centrale. Il est mesuré par le rapport entre la masse monétaire et la base monétaire.

En 2020, un franc guinéen de monnaie centrale donne lieu à 2,27 GNF de crédits contre 2,20 GNF en 2019.

Rubriques	Années					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Masse monétaire (M2) en milliards de GNF (1)	17 644,34	19 394,66	22 434,24	24 747,38	30 416,16	37 420,34
Base monétaire en milliards de GNF (2)	8 738,90	10 096,61	11 113,38	11 838,85	13 804,92	16 454,69
Avoirs extérieurs bruts de la BCRG en milliards de GNF (3)	3 689,22	5 723,15	6 502,74	8 764,29	11 710,99	13 545,44
Multiplicateur monétaire (1) / (2)	2,02	1,92	2,02	2,09	2,20	2,27
Taux de couverture de l'émission monétaire (3) / (2)	42,2%	56,7%	58,5%	74%	84,8%	82,3%

Source : BCRG/DGES/DSBP

2. Le taux de couverture de l'émission monétaire

Le taux de couverture de l'émission monétaire est le rapport entre les avoirs extérieurs bruts et la base monétaire.

Le taux de couverture s'est dégradé de 2,5 points de moins, pour s'établir à 82,3 % en 2020 contre 84,8 % un an plus tôt. Cette dégradation est liée à une hausse plus marquée de la base monétaire par rapport à celle des réserves de change.



I-2- Contreparties de la masse monétaire

En 2020, l'accroissement de la masse monétaire résulte de la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets (27,4 %) et des avoirs intérieurs nets (21 %).

I.2.a. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets passent de GNF 9 570,48 milliards à GNF 12 189,81 milliards entre décembre 2019 et décembre 2020, soit une hausse de 27,4 % correspondant à GNF 2 619,33 milliards. Cette évolution s'explique par l'accroissement simultané des réserves de change et de la position extérieure nette des banques primaires.

❖ Réserves de change

Entre décembre 2019 et décembre 2020, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale passent de GNF 7 787,23 milliards (USD 864,77 millions) à GNF 8 757,55 milliards (USD 972,52 millions), soit une hausse de 12,5 %. Cette progression s'explique par le renforcement des avoirs en or monétaire et les encaissements des recettes en devises contenus par les dépenses en devises au cours de la période sous revue.

α-1. Les recettes en devises de la Nation

À fin décembre 2020, le cumul des recettes se chiffre à USD 1 363,66 millions contre USD 992,21 millions en décembre 2019, soit une hausse de 37,4 %. Cette évolution s'explique essentiellement par

l'augmentation des assistances extérieures reçues par l'État, les rapatriements des recettes d'exportation des orpailleurs artisanaux à la BCRG et les dépôts des banques.

En effet, les appuis extérieurs reçus par l'État passent de USD 91,49 millions à fin 2019 à USD 341,12 à fin 2020, soit une progression de USD 249,63 millions due à l'encaissement des aides budgétaires (FMI : DTS 107,10 millions ; Banque Mondiale : USD 82,45 millions ; Banque Africaine de Développement : USD 29,52 millions ; Union Européenne : EUR 18,94 millions) et les décaissements obtenus par le Gouvernement au titre des trois revues de l'accord FEC (DTS 51,64 millions).

S'agissant des rapatriements, ils augmentent de USD 276,59 millions pour s'établir à USD 329,52 millions à fin 2020. Cette évolution s'explique principalement par le niveau élevé des exportations de l'or artisanal.

Quant aux dépôts des banques, ils se situent à USD 343,77 millions en décembre 2020 contre USD 276,58 millions à fin décembre 2019, soit une hausse de 24,3 %, en liaison avec les rapatriements de fonds de l'extérieur et les versements espèces en USD qu'elles ont effectués dans les guichets de l'Agence Principale de la Banque Centrale.

En revanche, sur la période sous revue, les recettes minières et les autres re-

cettes de l'État baissent de 43,4 % et 40,7 % respectivement entre fin 2019 et fin 2020. Ces baisses sont liées au non encaissement de certaines taxes minières sur la période et au faible niveau des subventions reçues par l'État en 2020 à cause de la pandémie de COVID-19.

α-2. Les dépenses en devises de la Nation

À fin décembre 2020, le cumul des dépenses s'établit à USD 1 433,77 millions contre USD 1 023,88 millions à fin décembre 2019, soit une hausse de 40% qui s'explique en grande partie par l'augmentation des mises à disposition en faveur des orpailleurs artisanaux et les transferts au profit des banques.

Les mises à disposition en faveur des orpailleurs artisanaux s'élèvent à USD 273,90 millions à fin décembre 2020 contre USD 26 millions à fin décembre 2019, soit une augmentation de USD 247,90 millions, en liaison avec le niveau élevé des rapatriements des recettes d'exportation.

En ce qui concerne les transferts au profit des banques, ils s'élèvent à USD 668,30 millions contre USD 472,15 millions à fin 2019, soit une hausse de 41,5 %. Cette situation s'explique essentiellement par le dynamisme des activités du secteur bancaire et du Marché des Enchères Bilatérales de Devises (MEBD).

Par contre, les remboursements de la dette extérieure et les autres dépenses courantes de l'État chutent de 48,6 % et 9,5 % respectivement entre fin 2019 et fin 2020. Ces baisses s'expliquent par les mesures de soutien que nos partenaires ont apporté à notre pays dans le cadre de la riposte contre la pandémie de COVID-19 et la maîtrise des dépenses en devises de l'Etat.

α-3. Le solde du budget en devises

À fin décembre 2020, le solde de l'exécution budgétaire en devises est ressorti déficitaire de USD 70,11 millions contre USD 31,67 millions un an auparavant, soit une détérioration de USD 38,44 millions. Cette dégradation est essentiellement imputable à une forte hausse des mises à disposition en faveur des orpailleurs artisanaux et les transferts au profit des banques.



Tableau 1 : Évolution de l'exécution du budget en devises (en millions USD)

	2019	2020	Variation	
			Valeur	%
1- Solde du budget en devises (2-3)	-31,67	-70,11	-38,44	121,4
2- Recettes en devises	992,21	1 363,66	371,45	37,4
dont : Recettes minières	243,90	138,01	-105,89	-43,4
Appuis extérieurs	91,49	341,12	249,63	272,8
Autres recettes de l'Etat	169,36	100,41	-68,95	-40,7
Dépôts des banques	276,58	343,77	67,19	24,3
Rapatriements de devises	52,93	329,52	276,59	522,6
3- Dépenses en devises	1 023,88	1 433,77	409,89	40,0
dont : Dette extérieure	115,92	59,62	-56,30	-48,6
Autres dépenses courantes de l'État	168,25	152,29	-15,96	-9,5
Mise à disposition des orpailleurs	26,00	273,90	247,90	953,5
Transferts au profit des banques	472,15	668,30	196,15	41,5
dont: Opérations pour EDG	175,88	214,57	38,69	22,0

Source : BCRG/DGCC/DOC

α-4. Le marché des enchères bilatérales de devises et le taux de change

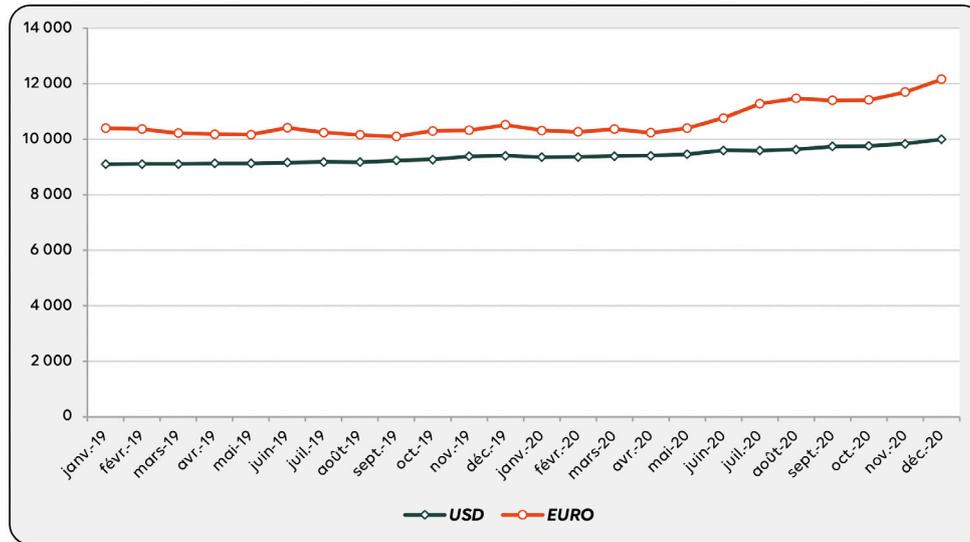
En 2020, sur le MEBD, la BCRG a cédé aux banques un montant cumulé de USD 202,1 millions contre USD 137,18 millions en 2019. Toutes les quinze (15) banques en activité ont proportionnellement bénéficié des montants adjugés pour le compte de certains de leurs clients. Dans ce sillage, l'année 2020 a été marquée par le renforcement des réserves de change et la relative stabilité de la valeur du franc guinéen (GNF) par rapport aux principales devises notamment le dollar US.

Sur les deux (2) compartiments du marché des changes, le franc guinéen s'est déprécié par rapport aux principales devises (dollar, euro).

En effet, le cours de change du dollar US par rapport au franc guinéen s'est établi à 9 990 à fin 2020 contre 9 400,82 à fin 2019 sur le marché officiel, soit une dépréciation de 5,9 %. Sur le marché des bureaux de change agréés, il s'est établi à 9 925,83 contre 9 500 à fin 2019, soit une dépréciation de 4,3 %.

En ce qui concerne l'euro, le cours sur le marché officiel est passé de 10 518,58 à 12 153,84; soit une dépréciation de 13,5 %. Sur celui des bureaux de change, il passe de 10 550 à 12 106,67 soit une dépréciation de 12,9 %.

Graphique 5 : Évolution du taux de change (fin de période)



Source : BCRG/DGCC/DOC

➤ **Position extérieure nette des banques**

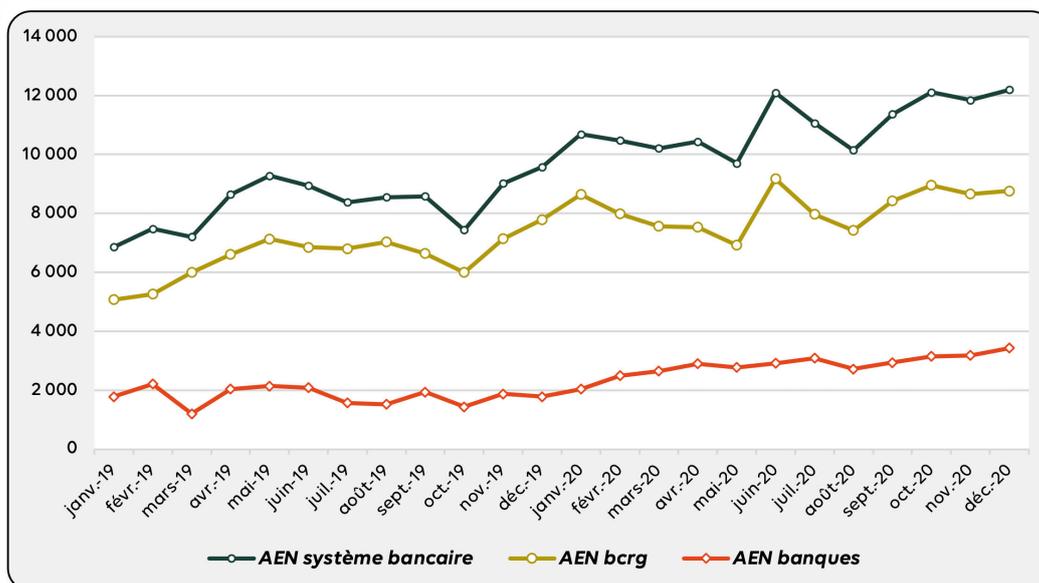
A fin décembre 2020, la position extérieure nette des banques s'établit à GNF 3 432,25 milliards (USD 189,69 millions) contre GNF 1 783,25 milliards (USD 343,57 millions) à fin décembre 2019, soit une hausse de 92,5 %. Cette évolution s'explique par l'effet combiné de la hausse des avoirs extérieurs bruts et la baisse des engagements extérieurs.

En effet, sur la période sous revue, les

avoirs extérieurs bruts augmentent de 40,3 % pour se situer à GNF 4 348,25 milliards, en liaison en grande partie avec le rapatriement des recettes d'exportation des sociétés minières et des orpailleurs artisanaux, et le recours au MEBD.

Par contre, les engagements extérieurs baissent de 30,4 % pour s'établir à GNF 916 milliards, en raison du remboursement des avances faites par les correspondants étrangers dans le cadre de l'ouverture des lettres de crédit.

Graphique 6 : Évolution des avoirs extérieurs nets (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF



1.2.b. Avoirs intérieurs nets

À fin décembre 2020, les avoirs intérieurs nets s'établissent à GNF 25 230,54 milliards contre GNF 20 845,69 milliards à fin décembre 2019, soit une hausse de 21 %. Cette progression s'explique essentiellement par la dégradation de la position nette du Trésor auprès du système bancaire et la hausse des crédits au secteur privé.

❖ Position Nette du Trésor auprès du système bancaire

La position nette débitrice du Trésor auprès du système bancaire augmente de 35,5 % pour s'établir à GNF 20 179,24 milliards à fin décembre 2020 contre GNF 14 889,25 milliards à fin décembre 2019.

b-1. Position Nette du Trésor à la BCRG

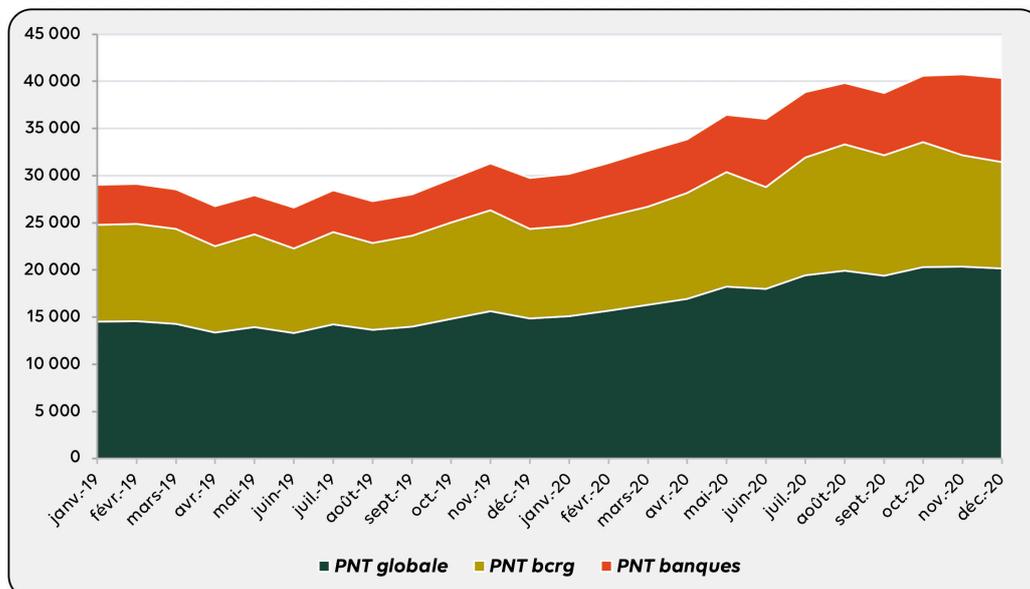
L'endettement net du Trésor à la Banque Centrale progresse de 18,9 %, pour se

situer à GNF 11 268,50 milliards à fin décembre 2020 contre GNF 9 478,74 milliards un an auparavant. Cette dégradation de la position nette débitrice du Trésor dans les livres de la Banque Centrale est imputable à une progression plus marquée des dépenses de l'Etat par rapport aux recettes publiques.

b-2. Position Nette du Trésor dans les banques

Au 31 décembre 2020, la position nette débitrice du Trésor dans les banques commerciales s'établit à GNF 8 910,75 milliards contre GNF 5 410,51 milliards à fin décembre 2019, soit une progression de 64,7 %. Cette évolution résulte essentiellement des souscriptions nettes aux bons du Trésor (GNF 2 052 milliards) et aux emprunts obligataires (GNF 643,01 milliards) sur la période.

Graphique 7 : Évolution de la position nette du Trésor auprès du système bancaire (en milliards GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

❖ *Crédits à l'économie*

b-3. Les taux d'intérêts

Le 30 avril 2020, le taux directeur de la Banque Centrale, maintenu inchangé à 12,5 % durant la période d'avril 2016 à mars 2020, a été réduit de 1 point de pourcentage pour le fixer à 11,5 %. Cette mesure des Autorités de l'institution monétaire devrait permettre aux banques de consolider et d'accroître leurs financements en faveur des entreprises et des particuliers en cette période de la pandémie de COVID-19. A la même période, le taux de pension livrée de la BCRG qui joue le rôle de plafond est passé de 16,5 % à 15,5 %. Ces actions ont conduit le système bancaire à réajuster ses différents taux.

Les taux d'intérêt se sont détendus sur les guichets de refinancement. Le taux moyen pondéré des opérations d'injection de liquidités s'est établi à 11,5 % à fin décembre 2020 contre 16,50 % à fin décembre 2019.

Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti en baisse, en s'établissant à 9,56 % contre 9,75 % un an plus tôt.

Par contre, les taux des bons de Trésor, toutes maturités confondues, se sont orientés à la hausse au cours de l'année 2020, après avoir été en baisse durant les périodes précédentes, en raison notamment de la hausse des besoins de l'Etat pendant la pandémie de Covid-19.

En effet, le taux moyen pondéré des BDT à 364 jours est passé de 11,54 % en 2019 à 12,86 % en 2020. Le taux moyen pondéré des BDT à 182 jours s'est établi à 10,60 % à fin 2020 contre 9,94 % à fin 2019. Le taux moyen pondéré des BDT à 91 jours s'est situé à 9,62 % à fin 2020 contre 7,97 % à fin 2019.

Au cours de la période 2020, les taux de rémunération des dépôts du système bancaire se sont inscrits en hausse alors que les taux des prêts se sont assouplis.

En effet, pour un niveau du taux directeur de 12,5 %, le taux d'intérêt moyen sur les comptes sur livret pratiqué par les banques s'est fixé à 2,60 % à fin décembre 2019 avec un minimum de 2,57 % et un maximum de 3,13 %. Pour un taux directeur de 11,5 %, le taux d'intérêt moyen sur les comptes sur livret pratiqué par les banques s'est fixé à 2,76 % à fin décembre 2020 avec un minimum de 2,67 % et un maximum de 3,12 %.

Pour un niveau du taux directeur de 12,5 %, le taux sur les DAT s'établit en moyenne à 5,59 % à fin décembre 2019 avec un taux minimum de 3,34 % et un taux maximum de 7,24 %. Par contre, pour un taux directeur de 11,5 %, le taux sur les DAT s'établit en moyenne à 5,75 % à fin décembre 2020 avec un taux minimum de 3,49 % et un taux maximum de 7,25 %.

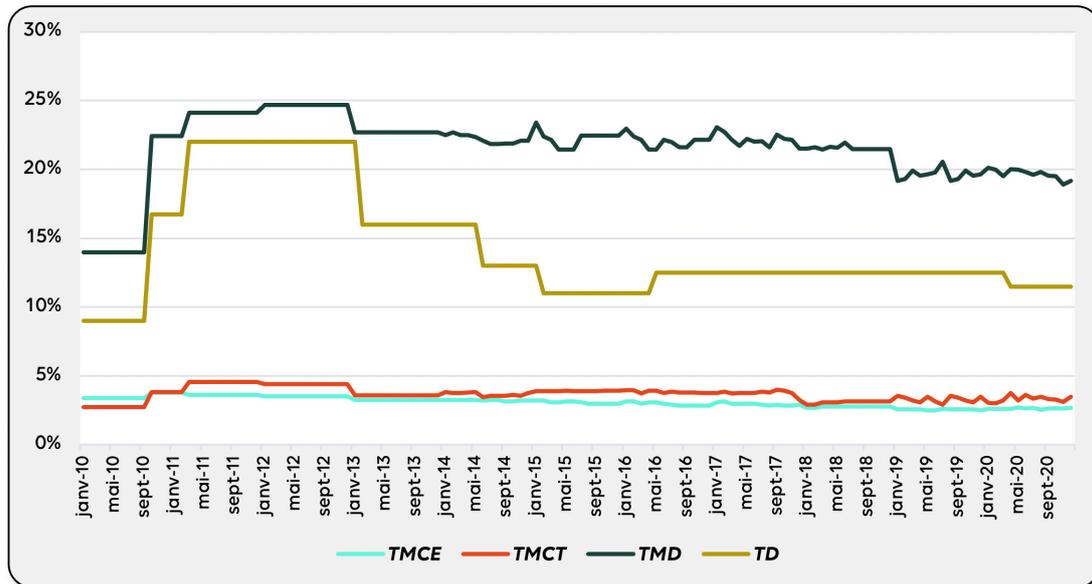
Le taux débiteur moyen est ressorti à 15,54 % à fin décembre 2020 avec un minimum de 8,32 % et un maximum de



19,19 % dans le système bancaire contre 15,96 % à fin décembre 2019 avec un mi-

nimum de 10,20 % et un maximum de 20,39.

Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêts



Source : BCRG/DGCC/DPMC

b-4. L'encours et la maturité des crédits à l'économie

L'encours des crédits à l'économie à fin décembre 2020 atteint GNF 13 009,13 milliards contre GNF 12 043,96 milliards à fin 2019, soit une hausse de 8 %. Le ratio des crédits à l'économie sur le PIB s'établit à 11,3 % en 2020 contre 11,5 % en 2019, soit une baisse de 0,2 point de pourcentage.

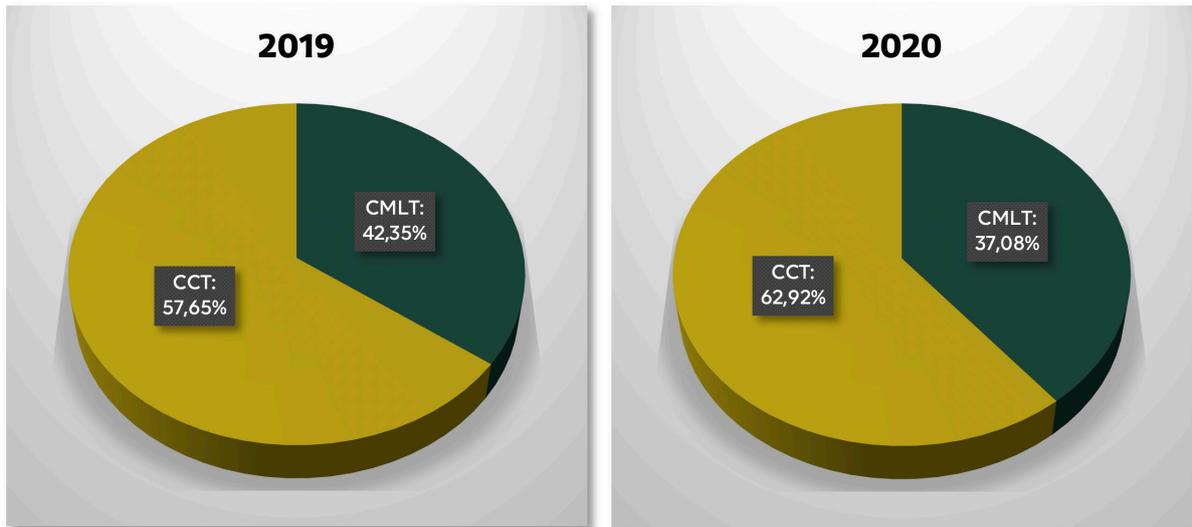
La progression des crédits à l'économie s'explique principalement par l'escompte des titres publics et la mise en place des lignes de crédits en faveur des entreprises évoluant dans les secteurs des mines, de la distribution des produits pétroliers, de l'énergie, de l'industrie, du commerce et des BTP.

Les crédits à l'économie sont essentiellement tirés par les crédits à court terme qui représentent 60,8 % du total des crédits à fin 2020 contre 64,9 % en fin 2019. Ils s'établissent à GNF 7 909,81 milliards à fin décembre 2020 contre GNF 7 818,98 milliards, soit une hausse de 1,2 %.

Quant aux crédits à moyen et long termes, ils progressent de 20,7 % pour se situer à GNF 5 099,32 milliards à fin décembre 2020. Ils représentent 39,2 % du total en 2020 contre 35,1 % en 2019.

La prépondérance des crédits à court terme s'explique par le fait que les dépôts effectués par la clientèle sont en général des dépôts à vue.

Graphique 9 : Structure des crédits à l'économie par maturité



Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

b-5. L'orientation des crédits à l'économie

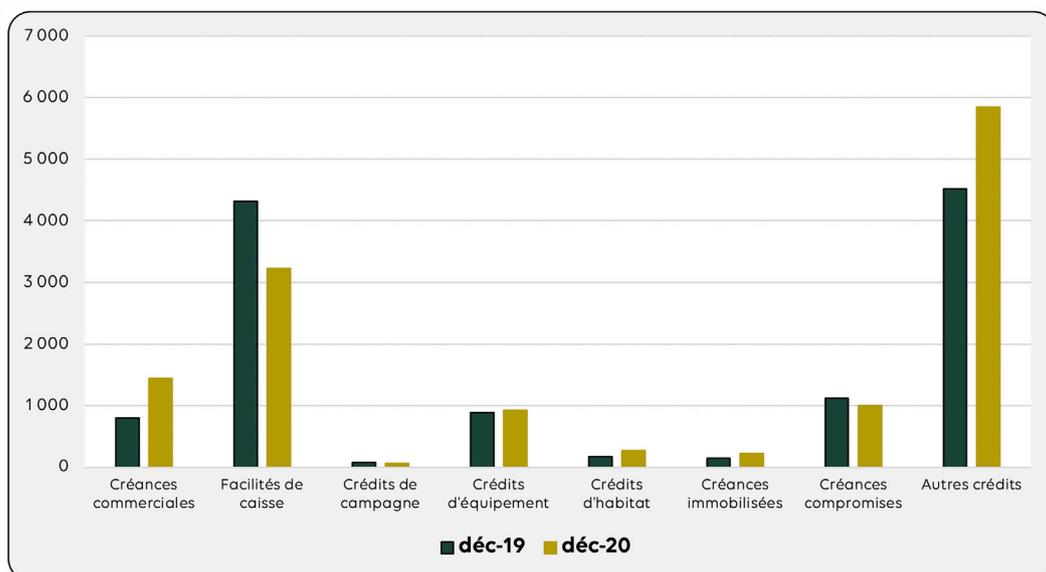
En 2020, la hausse de l'encours des crédits à l'économie concerne essentiellement les créances commerciales et les autres crédits. Ils augmentent respectivement de GNF 645,58 milliards et GNF 1 325,98 milliards entre fin 2019 et fin 2020.

Quant aux crédits d'équipements, les crédits d'habitat et les créances immobili-

lisées, les augmentations restent modérées de GNF 40,79 milliards, GNF 97,81 milliards et GNF 73,91 milliards respectivement sur la période.

Par contre, les facilités de caisse, les crédits de campagne et les créances compromises baissent de 25,3 %, 23,8% et 10,4 % pour se situer à GNF 3 224,81 milliards, GNF 62,85 milliards, et GNF 1 001,77 milliards respectivement entre 2019 et 2020.

Graphique 10 : Évolution par catégorie de crédits à l'économie en milliards de GNF



Source : BCRG/DGCC/DPMC



II- Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration des statistiques monétaires

II-1- Présentation du système financier guinéen

Le système financier guinéen comprend une Banque Centrale, des établissements de crédit, des compagnies d'assurance, des institutions de microfinance, des sociétés de transfert d'argent et des bureaux de change.

II-1- a- La Banque Centrale de la République de Guinée

Elle joue le rôle d'Institut d'émission, conduit la politique monétaire, gère les réserves de change de la Nation, effectue les opérations avec le Fonds Monétaire International en tant qu'agent financier de l'Etat et assure la surveillance du système financier.

II-1-b- Présentation du système bancaire guinéen

Au 31 décembre 2020, le paysage bancaire guinéen compte dix-huit (18) banques agréées dont seize (16) en activité, soit une banque nouvellement créée (CORIS BANK). Ces banques entretiennent un réseau de 184 agences et 189 distributeurs automatiques de billets pour 24 270 nouveaux clients et 2 264 agents et cadres. Au cours de l'année, quatre nouvelles agences et six nouveaux distributeurs automatiques ont été ouverts.

Les banques en activité sont :

1. Banque Islamique de Guinée (BIG) ;

2. Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée (BICIGUI) ;
3. Société Générale de Guinée (SGG) ;
4. ORABANK GUINEE ;
5. Banque Populaire Maroc-Guinéenne (BPMG) ;
6. ECOBANK GUINEE ;
7. Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce de Guinée (BSIC) ;
8. Banque pour le Commerce et l'Industrie de Guinée (BCI) ;
9. Banque Nationale de Guinée (BNG) ;
10. FBNBANK GUINEE;
11. VISTA BANK GUINEE;
12. United Bank for Africa (UBA);
13. Skye Bank-Guinée;
14. NSIA BANQUE GUINEE ;
15. Afriland First Bank de Guinée ;
16. Banque de Développement de Guinée (BDG).

Toutefois, le secteur bancaire guinéen est dominé par trois « grandes banques » (ECOBANK, SGG et BICIGUI), représentant 48,9 % du total bilan du secteur ; 49,4 % des dépôts collectés et 52,3 % des crédits distribués.

Sur le plan réglementaire, plusieurs textes ont été pris courant 2020 portant notamment sur : l'agrément d'une banque, l'agrément d'un établissement

financier, l'agrément de dirigeants et commissaires aux comptes de banques et établissements financiers, des autorisations et notifications préalables ainsi que des instructions, notes circulaires et lettres circulaires de la Banque Centrale.

II-1-c- Les compagnies d'assurance

Le secteur de l'assurance a connu une évolution remarquable durant les trois dernières décennies. Cette évolution a concerné aussi bien le cadre législatif et réglementaire, que le cadre institutionnel et l'activité des compagnies agréées.

La Banque Centrale de la République de Guinée assure de par la loi, la supervision des sociétés d'assurance opérant sur le marché. A cet effet, la mission de surveillance et de contrôle des sociétés d'assurance est exercée aussi bien pour la protection des assurés et bénéficiaires de contrats que pour l'établissement d'un système financier solide, stable, fiable et compétitif. De par leurs activités, les sociétés d'assurance jouent un rôle important dans le développement économique du pays.

A fin décembre 2020, le marché guinéen des assurances est animé par quatorze compagnies d'assurance dont dix qui souscrivent dans les branches dommages et quatre spécialisées en assurance vie.

Par ailleurs, on note la présence d'un Bureau National de la Carte Brune CEDEAO qui gère les risques transfrontaliers dans la sous-région et d'un Fonds de Garantie Automobile (FGA) dont le rôle consiste

à prendre en charge les victimes d'accidents de la circulation dont les responsables ne sont pas connus ou sont connus mais non solvables.

Les compagnies d'assurance en activité sont :

- * UGAR ACTIVA ;
- * Société Guinéenne d'Assurance Mutuelle (SOGAM SA) ;
- * Mutuelle des Travailleurs de Guinée (MUTRAGUI SA) ;
- * Société Nouvelle d'Assurance de Guinée (SONAG SA) ;
- * Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance de Guinée (NSIA Guinée SA) ;
- * ACTIVA VIE ;
- * SAHAM ;
- * SUNU VIE ;
- * VISTA Assurance ;
- * LANALA IARD ;
- * SAAR ;
- * NSIA Assurance VIE ;
- * SUNU IARD ;
- * LANALA VIE

Au niveau du réseau de distribution, en plus des sociétés, le marché guinéen est animé par cent trente-huit (138) intermédiaires en règle, dont soixante (60) courtiers et soixante-dix-huit (78) agents généraux. Toutefois, l'ensemble des courtiers et plus de la moitié de l'effectif des agents généraux exercent leurs activités et sont établis à Conakry.

Sur le plan réglementaire, plusieurs ins-



tructions relatives aux activités suivantes ont été adoptées : les diligences des commissaires aux comptes, les conditions d'exercice des activités des intermédiaires d'assurance, les modalités de facturation au réel des conventions d'assistance technique, les dispositifs de contrôle interne des sociétés d'assurance et la transmission des états trimestriels et semestriels des sociétés d'assurance.

II-1-d- Les institutions de microfinance

Les conditions d'exercice des activités des institutions financières inclusives en République de Guinée sont définies dans la loi ordinaire L/2017/031/AN du 04 juillet 2017.

La tutelle des institutions financières inclusives est assurée par la BCRG, chargée de la supervision et de la surveillance du secteur de la microfinance.

Au plan national, les organes et structures intervenant dans le secteur des microfinances sont : l'Agence Nationale de la Microfinance, le Comité de Coordination, l'Association Professionnelle des Institutions de Microfinance de Guinée (APIMG) et les Partenaires Techniques et Financiers.

L'Agence Nationale de la Microfinance (ANAMIF) a pour mission de concevoir, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la Politique du Gouvernement en matière de microfinance. Elle est chargée de la promotion et de la coordination du secteur.

Le Comité de Coordination est l'organe de supervision et de coordination de la SNFI.

Il regroupe les représentants de tous les acteurs.

L'APIM-Guinée assure la représentation professionnelle du secteur. Sa mission est de créer un cadre dynamique de réflexion, d'échange et de professionnalisation des IMF intervenant en Guinée.

Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sont des bailleurs de fonds et autres organisations internationales qui appuient le secteur.

En 2020, le marché de la microfinance compte dix-sept (17) institutions toutes catégories confondues, dont 14 de la catégorie collectant l'épargne et 3 de la catégorie ne collectant pas l'épargne. Ces institutions de microfinance entretiennent un réseau de 683 agences ou points de services pour 816 236 clients et 936 employés.

Les IMF se répartissent comme suit :

❖ Catégorie d'IMF collectant l'épargne :

1. Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit de Guinée (CPECG-yètè Mali) ;
2. Mutuelle de Crédit et d'Epargne et SABOU GUINEE ;
3. Modèle MUFFA et MC2 ;
4. Faitière des Associations des Services Financiers de la Basse Guinée (FASEFBG) ;
5. Crédit Rural de Guinée (CRG -SA) ;
6. Financial Développement (FINADEV-SA) ;

7. JATROPHA -SA ;
8. COFINA-SA ;
9. CREDIT NAFA-SA ;
10. Wakili – SA ;
11. Akiba Finance-SA ;
12. LANALA Finance-SA ;
13. Société Atlantic Microfinance for Africa (AMIFA) ;
14. Crédit Cash.

❖ *Catégorie d'IMF ne collectant pas l'épargne :*

1. Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE) ;
2. Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises (3AE) ;
3. TAB Finance.

En 2020, trois institutions (Crédit Rural de Guinée, Cofina et Yèté Mali) occupent la position de leaders dans le secteur de la microfinance en termes de part de marché de dépôts et de crédits. Les dépôts collectés par ces institutions représentent 66,99 % du total des dépôts du secteur et détiennent 56,19 % du portefeuille de crédits distribués.

A côté des IMF, il existe quatre (04) établissements de monnaie électronique en activité. Ce sont : Orange Finances Mo-

biles Guinée (OFMG), MTN Mobile Money Guinée (MTN MoMo), PayCard et YUP.

II-1-e- Les bureaux de change manuel

Les bureaux de change sont des opérateurs économiques privés dont l'activité consiste à faire des opérations de change. Leur activité est régie par l'instruction N°025/DGEEM/RCH/11 du 29 mars 2011.

En 2020, on dénombre quarante-cinq (45) bureaux de change en activité.

II-1-f- Les sociétés de transfert d'argent

Les sociétés de transfert d'argent sont des structures à caractère privé dont l'activité porte sur les opérations de transfert d'argent pour le compte ou en faveur des résidents conformément à la réglementation des changes. Leur fonctionnement est régi par l'instruction de la BCRG n°32/DGEEM/RCH/11 du 13 avril 2011 portant réglementation de l'activité des établissements de transfert d'argent en République de Guinée.

Au cours de l'année 2020, trois nouveaux agréments ont été enregistrés pour conduire à un total de 47 établissements de transfert d'argent en activité.

II-2- Cadre réglementaire et procédures

Les principaux aspects du cadre réglementaire sont au nombre de deux :

l'uniformisation des méthodes et pratiques comptables pour l'ensemble des banques de la place ;

la transmission à la BCRG des informations comptables mensuelles des banques au plus tard le 10 du mois pour le mois précédent. Cette exigence tire son essence des articles 28 et 29 de la loi L/2017/017/AN du 08 juin 2017 por-



tant statut de la Banque Centrale de la République de Guinée.

L'article 28 stipule ce qui suit : « La Banque Centrale est habilitée à collecter auprès des services nationaux compétents et auprès des établissements de crédit, des compagnies d'assurances, des institutions de microfinance et autres agents économiques, des informations

statistiques ou tous documents et renseignements sur la situation économique, financière et monétaire du pays.

Quant à l'article 29, il énonce que « La Banque Centrale est chargée de l'application des dispositions des articles 27 et 28, le secret professionnel n'est pas opposable à la Banque Centrale ».

II-3- Principes comptables applicables aux statistiques monétaires

Quatre principes comptables sont applicables aux comptes monétaires. Il s'agit de :

- * *l'expression des données en termes de stocks ;*
- * *l'enregistrement des données sur la base des règlements ;*
- * *l'expression des données en monnaie nationale ;*
- * *la consolidation de l'ensemble des situations monétaires.*

II-3- 1- Données en termes de stocks

Les statistiques monétaires reposent sur des bilans. Elles se présentent donc sous forme d'encours ou de stocks, c'est-à-dire qu'elles enregistrent l'encours des avoirs et des engagements à un instant donné plutôt que les transactions intervenues pendant une période.

II-3- 2- Enregistrement sur la base des règlements

Les statistiques monétaires sont présentées actuellement sur base caisse. Elles enregistrent les transactions au moment

où l'obligation est réglée plutôt qu'au moment où elle est constatée.

II-3- 3- Monnaie de libellé

Les comptes monétaires sont exprimés en monnaie nationale. Tous les postes libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux en vigueur à la date d'arrêté du bilan.

II-3- 4- Consolidation

L'établissement de la situation monétaire exige une double consolidation. Dans un premier temps, les bilans des banques commerciales sont agrégés en un compte consolidé des banques commerciales. Dans un deuxième temps, le bilan des autorités monétaires est consolidé avec ceux des banques commerciales pour donner la situation monétaire intégrée.



DEUXIÈME PARTIE :
INDICATEURS D'ACCÈS AUX SERVICES
FINANCIERS DE LA GUINÉE EN 2020



DEUXIEME PARTIE : INDICATEURS D'ACCES AUX SERVICES FINANCIERS DE LA GUINÉE EN 2020

I. Évolution des principaux indicateurs en 2020

L'analyse des principaux indicateurs porte sur l'accès aux services financiers à travers les banques, les émetteurs de mon-

naie électronique (banques mobiles), les institutions de microfinance et les compagnies d'assurance.

I-1- Accès aux services financiers à travers les banques et banques mobiles

Cette partie analyse les indicateurs liés à l'extension géographique des réseaux bancaires et à l'utilisation des services financiers des banques et des banques mobiles.

LES BANQUES

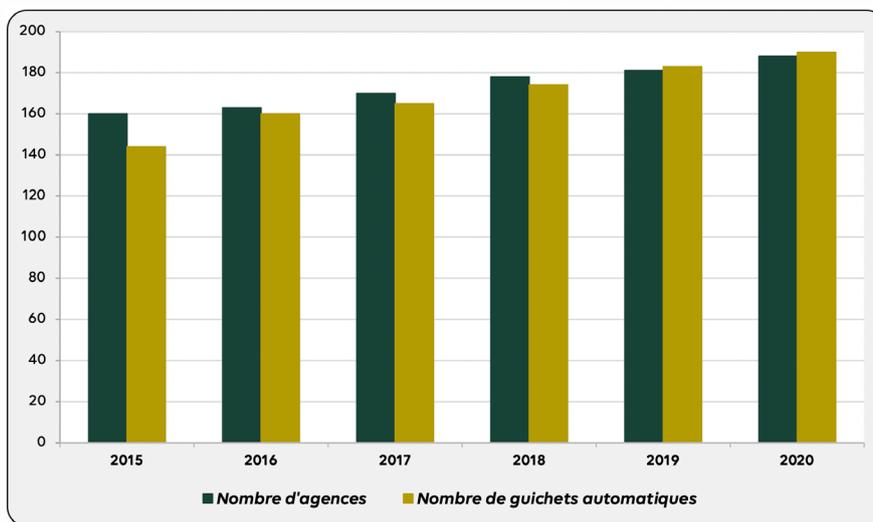
I-1-1 Extension géographique

Le nombre d'agences des banques commerciales progresse de 7 unités (3,9 %),

pour s'établir à 188 à fin décembre 2020 contre 181 à fin décembre 2019.

Le nombre de guichets automatiques augmente également de 7 unités (3,8 %) pour se situer à 190 en 2020 contre 183 en 2019.

Graphique 11: Évolution des nombres d'agences des banques et de GAB



Source : BCRG/DGES/DSBP

Le réseau bancaire reste concentré dans la capitale au détriment des villes de l'intérieur. En effet, la ville de Conakry bénéficie d'une meilleure couverture (plus

de la moitié des agences et des guichets automatiques) par rapport aux villes de l'intérieur, en dépit de leurs besoins croissants en termes de financement.

I-1-2 Utilisation des services financiers

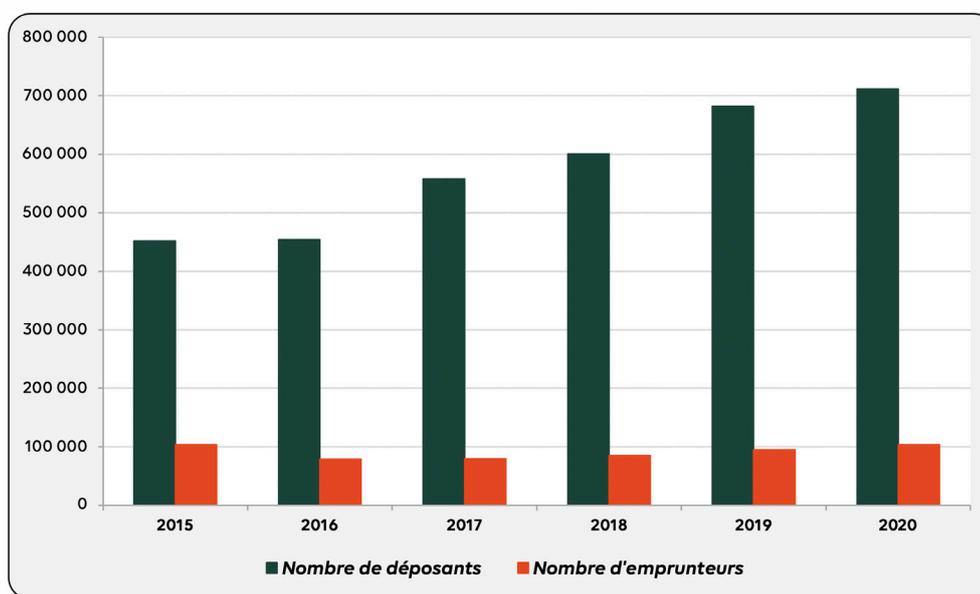
Elle porte sur deux (2) indicateurs principaux des services financiers de base : les dépôts et les crédits.

En 2020, le nombre de déposants dans les banques primaires s'établit à 711 765 contre 682 267 en 2019, soit une hausse de 4,3%. Cette évolution est imputable notamment aux actions commerciales

des banques, à l'extension du réseau et au renforcement de la confiance entre les banques et leurs clients. Le nombre de déposants reste dominé par les ménages qui représentent 91 % des déposants en 2020.

S'agissant du nombre d'emprunteurs, il progresse de 9,2 % pour se situer à 103 845 en 2020 contre 95 123 en 2019.

Graphique 12 : Évolution des nombres de déposants et d'emprunteurs



Source : BCRG/DGES/DSBP

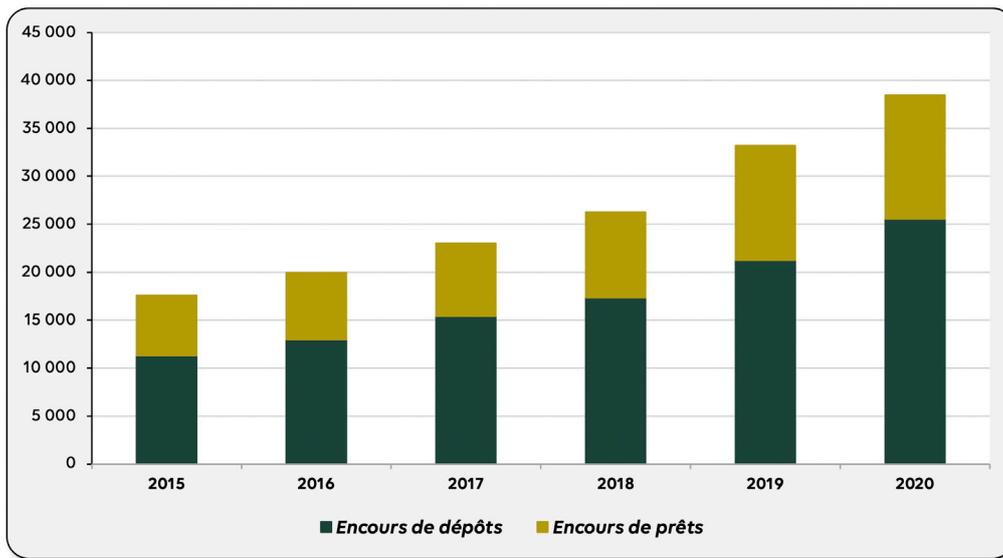
Par rapport à 2019, l'encours des dépôts collectés auprès de la clientèle des banques augmente de 20,2 % pour s'établir à GNF 25 560 milliards en 2020. Cette évolution reflète le renforcement de confiance dans le système bancaire.

À l'instar de 2019, l'encours des dépôts reste dominé par celui des ménages. En effet, les dépôts des ménages représentent 45% des dépôts de la clientèle en 2020 tandis que les dépôts des PME représentent 26 %.

En ce qui concerne l'encours des prêts accordés à la clientèle, il progresse de 8,1 % pour se situer à GNF 12 917 milliards en 2020. Cette évolution s'explique principalement par l'escompte des titres publics et la mise en place des lignes de crédits en faveur des entreprises évoluant dans les secteurs des mines, de la distribution de produits pétroliers, de l'énergie, de l'industrie, du commerce et des BTP



Graphique 13 : Évolution des encours de dépôts et de prêts



Source : BCRG/DGES/DSBP

Le taux de conversion des dépôts en crédit (total crédit rapporté au total des dépôts) baisse de 5,7 points de pourcentage. En effet, les crédits représentent 50,5 % des dépôts à fin décembre 2020 contre 56,2 % un an auparavant.

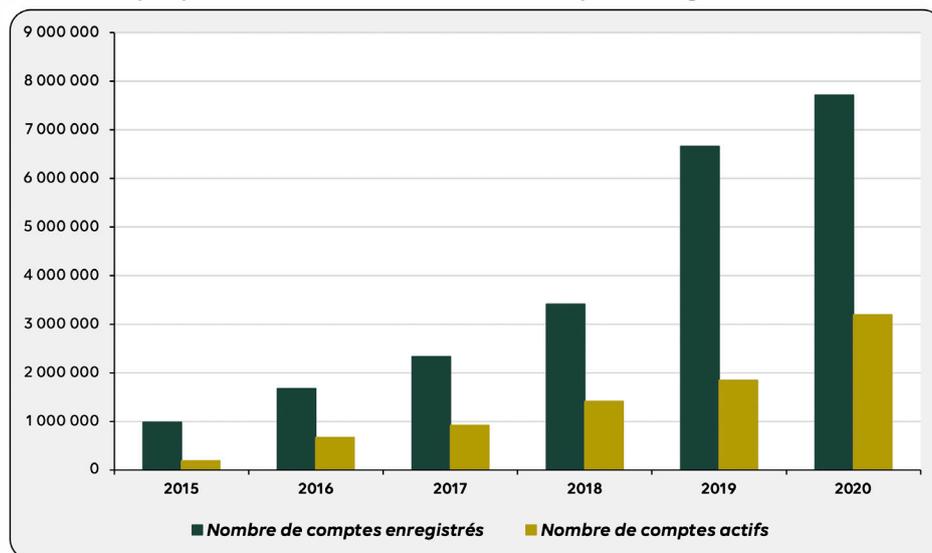
BANQUES MOBILES

Entre 2019 et 2020, le nombre de clients enregistrés passe de 6 653 480 à 7 711 058, soit une hausse de 1 057 578 unités (15,9 %). Cette progression s'explique principalement par les mesures relatives à la simplification des diligences d'identification des clients lors de l'ouverture

d'un compte de monnaie électronique. Ces mesures ont été prises par la BCRG dans le cadre du plan de riposte économique du Gouvernement face à la crise sanitaire de COVID 19.

De même, sur la même période, le nombre de clients actifs a suivi la même tendance. En effet, il s'établit à 3 188 916 en 2020 contre 1 839 771 un an auparavant, soit un accroissement de 73,3 %, lié notamment à la mise en œuvre par l'Agence Nationale d'Inclusion Économique et Sociale du programme de transfert monétaire du Gouvernement en faveur des couches vulnérables.

Graphique 14 : Évolution du nombre de comptes enregistrés et actifs



Source : BCRG/DGES/DSBP

En 2020, le montant total des transactions bancaires mobiles a fortement augmenté par rapport à l'exercice 2019. Il s'établit à GNF 71 598,34 milliards en 2020, en hausse de GNF 23 512,69 milliards sur la période sous revue. Cette évolution s'explique essentiellement par les mesures de suppression des frais de transfert sur les transactions inférieures

ou égales à GNF 100 000, l'utilisation du service « bank to wallet » par les clients, les transferts monétaires du Gouvernement en faveur des couches vulnérables et l'extension du réseau de distribution.

Par ailleurs, le nombre de points de vente s'établit à 89 913 en 2020 contre 65 763 en 2019, soit une hausse de 24 150.

I-2- Accès aux services financiers à travers les institutions de microfinance (IMF)

Cette partie offre une vue d'ensemble sur l'extension géographique des IMF (nombre d'IMF et points de services) ainsi que l'utilisation des services financiers (nombre de clients, encours de dépôts et de crédits).

I-2-1 Extension géographique

Au 31 décembre 2020, le nombre d'institutions de microfinance est de 17, dont 14 de la catégorie collectant l'épargne et 3 de la catégorie ne collectant pas l'épargne.

Ces 17 IMF entretiennent un réseau de 683 agences ou points de services pour 816 236 clients.

Le nombre d'agences (ou points de service) opérationnelles est de 683 en 2020 contre 461 guichets un an auparavant. Cette évolution s'explique en grande partie par l'augmentation des points de services des IMF acceptant des dépôts.

La répartition des points de services par catégorie d'IMF en 2020 se présente comme suit :



Catégorie d'IMF collectant l'épargne:

IMF de type coopératif et mutualiste: 155 agences ou points de service en 2020 contre 161 en 2019;

IMF de type société anonyme: 518 agences ou points de service en 2020 contre 291 un an plutôt;

Catégorie d'IMF ne collectant pas d'épargne: 10 agences ou points de service contre 9 un an plutôt.

I-2-2 Utilisation des services financiers

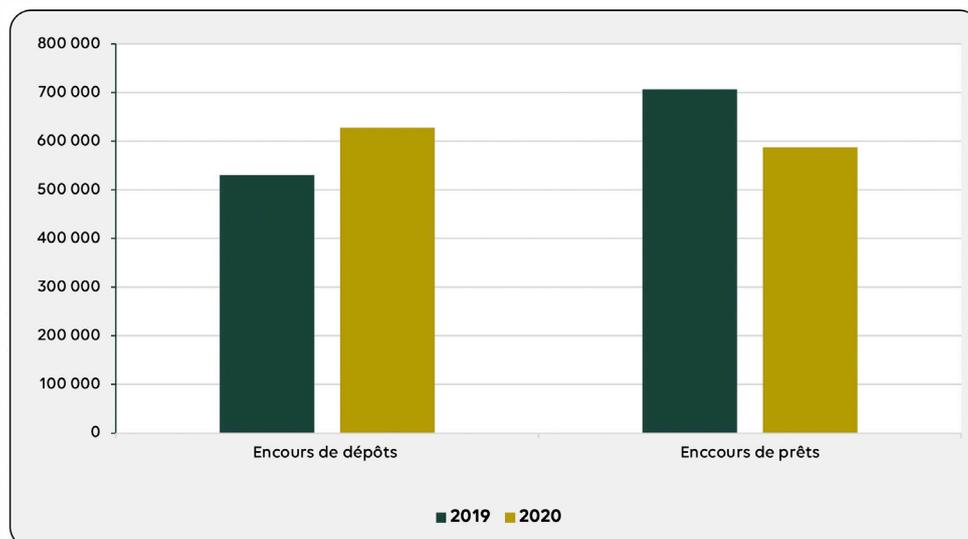
A l'image des banques, les IMF proposent à la clientèle des services de dépôts à vue et de crédits à court terme. Certaines parmi elles offrent, en plus de ces services de base, d'autres services comme le transfert d'argent, la commercialisation de produits d'assurance, la vente de cartes bancaires, et les services financiers mobiles.

L'année 2020 a enregistré une évolution baissière du nombre de déposants et une évolution haussière du nombre d'emprunteurs. Au cours de la période sous revue, le nombre de déposant a baissé de 33,4 %. Et le nombre d'emprunteurs a augmenté de 29,9 %.

Les dépôts collectés sont passés de GNF 529,8 milliards en 2019 à GNF 627,8 milliards en 2020, soit une hausse de 18,5 %. Cette évolution résulte des campagnes de promotion et de diversification des produits offerts par les institutions de microfinance.

S'agissant de l'encours des crédits (prêts), il s'élève à GNF 587,2 milliards en 2020 contre GNF 706,4 milliards en 2019, en baisse de 16,9 %. Les crédits à court terme sont les plus importants et s'expliquent par le fait que les ressources des IMF sont dominées par les ressources à court terme.

Graphique 15 : Évolution des encours de dépôts et de prêts en millions GNF



Source : BCRG/DGES/DSBP

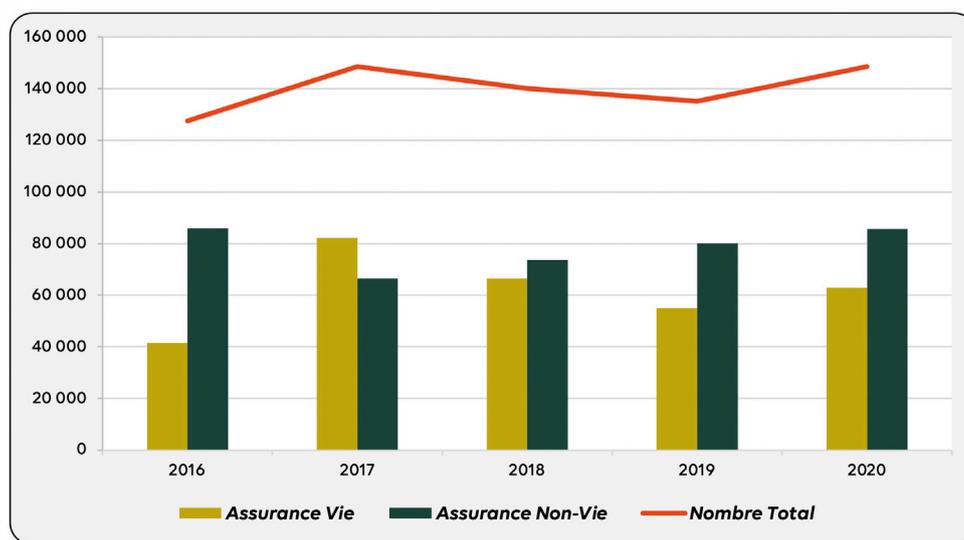
I-3- Accès aux services financiers à travers les sociétés d'assurance

Cette partie analyse l'utilisation des services financiers à travers les indicateurs suivants : nombre de titulaires de polices d'assurance, nombre de polices d'assurance et l'encours des réserves techniques d'assurance.

Le nombre de titulaires de polices d'assurance s'établit à 148 556 unités à fin décembre 2020 contre 135 051 unités à

fin décembre 2019, soit une hausse de 10 %. Les nombres de souscripteurs aux polices d'assurance vie et ceux à l'assurance non-vie se sont accrus simultanément de 14,5 % et 6,9 % respectivement. Cette évolution s'explique principalement par le renouvellement des contrats d'assurance arrivés à échéance et l'acquisition de nouveaux clients sur la période, notamment ceux de l'assurance vie.

Graphique 16 : Nombre de titulaire de polices d'assurance



Source : BCRG/DGES/DSBP

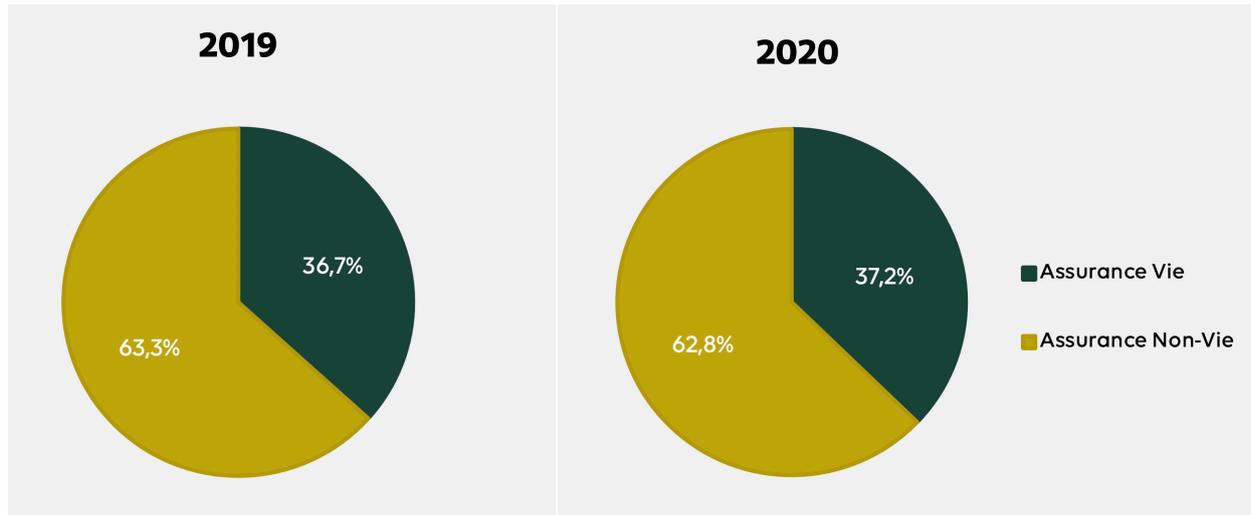
A fin 2020, en ce qui concerne le nombre de polices d'assurance, il s'établit à 172 391, en progression de 11,3% par rapport à 2019. Cette croissance est liée à celle du nombre de souscripteurs.

Entre 2019 et 2020, le nombre de souscriptions aux polices d'assurance vie s'est accru de 12,9% pour s'établir à 64 128. Il ne représente que 37,2% du total des polices d'assurance en 2020 contre 36,7% en 2019.

Quant au nombre de police d'assurance non-vie, il augmente de 10,4% entre 2019 et 2020. Sa part représente 62,8% du total des souscriptions en 2020, comparativement à l'année précédente où elle représentait 63,3% du total.



Graphique 17 : Part des polices d'assurance



Source : BCRG/DGES/DSBP

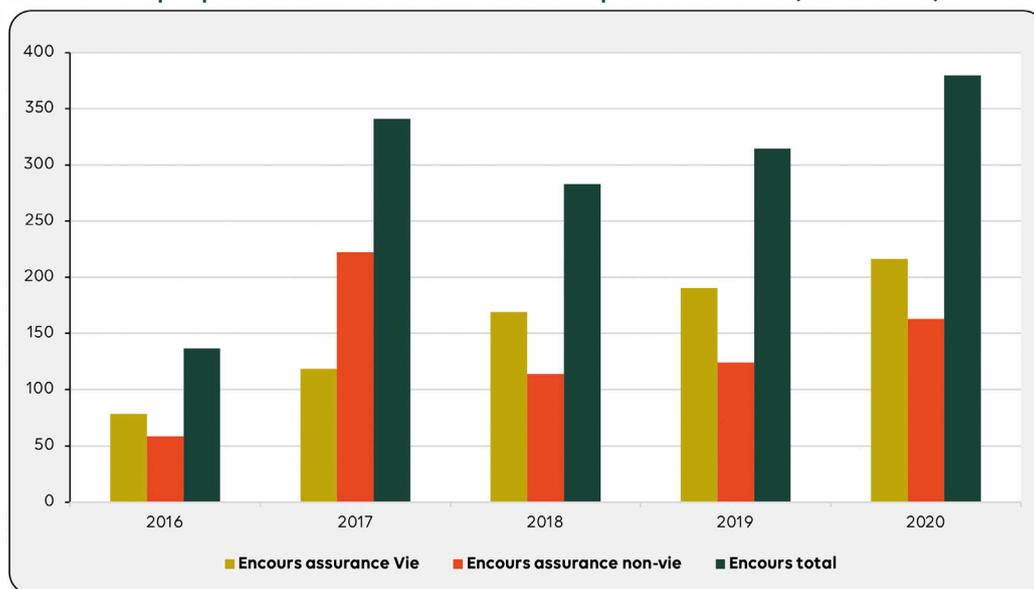
Les réserves techniques d'assurance progressent de 20,6% pour se situer à GNF 379,36 milliards à fin décembre 2019.

L'encours des réserves techniques d'assurance vie est en augmentation de 13,5% en passant de GNF 190,47 milliards en

2019 à GNF 216,24 milliards en 2020.

En ce qui concerne l'assurance non-vie, les réserves techniques se chiffrent à GNF 163,13 milliards en 2020 contre GNF 124,10 milliards en 2019, soit une hausse de 31,5%.

Graphique 18 : Encours des réserves techniques d'assurance (en mds GNF)



Source : BCRG/DGES/DSBP

Les résultats de l'enquête sur l'accès aux services financiers en Guinée indiquent une amélioration de l'inclusion financière consécutive aux nombreuses initiatives prises par les Autorités. Il s'agit notamment :

- * du suivi de la stratégie nationale de finance inclusive ;
- * de la mise en place d'un second guichet d'injection de liquidité par appel appels d'offres ;

- * de la modernisation du système national de paiement ;
- * du soutien au développement du mobile banking ;
- * de l'adoption d'une réglementation spécifique pour encadrer les services financiers de monnaie électronique ;
- * de la révision du plan comptable bancaire guinéen pour tenir compte de l'apparition de nouveaux produits et de nouveaux établissements financiers ;
- * de la révision de la loi sur la microfinance pour tenir compte des nouveaux produits financiers, de la protection des déposants, de la transparence des conditions de marché, de la concurrence et de la fiscalité.

Il faut toutefois souligner que malgré les efforts du Gouvernement, l'inclusion financière se heurte encore à quelques contraintes, dont :

- * une concentration du nombre de réseau bancaire dans la ville de Conakry ;
- * une population principalement rurale avec un faible accès physique aux services bancaires ;
- * une faible concurrence du secteur bancaire ;
- * une concentration des activités sur l'assurance non-vie ;
- * un manque d'éducation financière.
- * Face à ces contraintes, des mesures complémentaires sont nécessaires.

Elles devraient porter spécifiquement sur :

- * l'actualisation de la SNFI pour tenir compte des secteurs autres que la microfinance ;
- * la réduction du coût des services bancaires et l'accroissement de la concurrence du secteur (le mobile banking peut aider mais n'est pas suffisant) ;
- * la simplification de la réglementation ;
- * l'amélioration de l'éducation financière.



II- Stratégie Nationale de Finance Inclusive (SNFI)

La stratégie Nationale de Finance inclusive est un programme initié par le gouvernement pour renforcer le secteur de la microfinance et développer des innovations en vue d'une plus grande inclusion financière dans le pays.

La SNFI est une feuille de route agréée par l'ensemble des parties prenantes de l'écosystème financier guinéen qui décline toutes les actions à mener au cours des trois (2020 – 2023) prochaines années afin d'améliorer l'inclusion financière en Guinée. De ce fait, elle s'inscrit en continuité du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES 2016-2020) qui avait pour objectif de conduire la Guinée à l'émergence et à la prospérité à l'horizon 2040 à travers un « mieux-être » des populations et une réduction significative de la pauvreté.

Elle traduit la vision, les préoccupations et les aspirations des différents acteurs. Elle propose également le cadre d'orientation stratégique de l'action du gouvernement et de celle de ses partenaires au développement. Elle vise à renforcer les secteurs les secteurs de microfinance, de la monnaie électronique, des banques et des assurances en vue de faciliter et encourager des innovations pour un meilleur accès et usage des services financiers.

Le cadre d'orientation stratégique comprend sept axes stratégiques :

- ❖ Axe stratégique 1 : Renforcer la supervision du secteur des institutions financières, améliorer la prévention des faillites pour un secteur financier solide et pérenne.
- ❖ Axe stratégique 2 : Améliorer le cadre réglementaire pour le développement de la finance numérique.
- ❖ Axe stratégique 3 : Renforcer les infrastructures de paiement à travers le développement des moyens de paiement, l'interopérabilité, la surveillance et la réduction des transactions en espèces.
- ❖ Axe stratégique 4 : Réduire les contraintes d'accès aux services financiers et améliorer l'offre.
- ❖ Axe stratégique 5 : Renforcer la protection du consommateur pour améliorer la confiance dans le système financier.
- ❖ Axe stratégique 6 : Renforcer l'éducation financière des populations pour un meilleur usage des services financiers.
- ❖ Axe stratégique 7 : Assurer le suivi évaluation de la SNFI et mesurer les progrès de l'inclusion financière.



TROISIÈME PARTIE :
INDICATEURS DE SOLIDITÉ FINANCIÈRE DE LA
GUINÉE EN 2020



TROISIEME PARTIE : INDICATEURS DE SOLIDITE FINANCIERE DE LA GUINEE EN 2020

I- Evolution des Indicateurs de Solidité Financière

Les indicateurs de solidité financière sont au nombre de quarante (40) dont douze

indicateurs centraux et vingt-huit indicateurs complémentaires ou encouragés.

I-1- Indicateurs centraux des Institutions Collectrices de Dépôts (ICD)

Les douze (12) indicateurs centraux des institutions collectrices de dépôts sont regroupés en cinq (05) catégories :

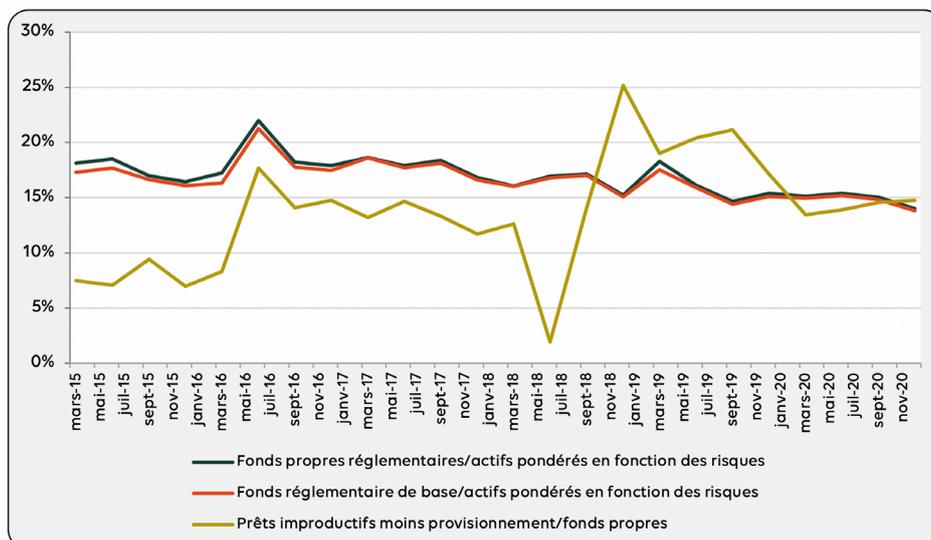
- ❖ les indicateurs d'adéquation des fonds propres,
- ❖ les indicateurs de qualité des actifs,
- ❖ les indicateurs de résultat et de rentabilité,
- ❖ les indicateurs de liquidité,
- ❖ l'indicateur de sensibilité aux risques du marché.

I-1-a- Indicateurs d'adéquation des fonds propres

En 2020, les ratios de fonds propres réglementaires et de fonds propres de base sur les actifs pondérés en fonction des risques enregistrent des baisses pour se situer respectivement à 14,02 % et 13,82 % contre 15,15 % et 14,95 % une année plus tôt.

Ces évolutions s'expliquent par une hausse plus marquée des actifs pondérés en fonction des risques (23,2 %) par rapport aux fonds propres réglementaires (12,2 %) et aux fonds propres de base (12,7 %), à cause notamment du niveau élevé des risques de crédit.

Graphique 19 : Indicateurs d'adéquation des fonds propres



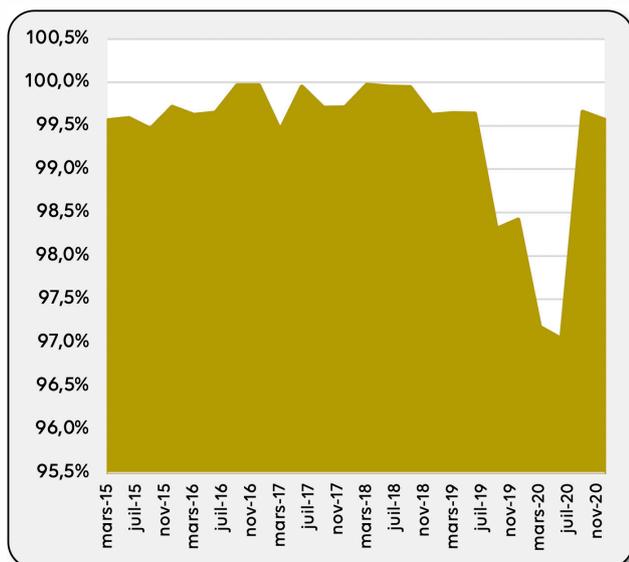
Source : BCRG/DGES/DSBP

S'agissant du ratio des prêts improductifs moins les provisions sur les fonds propres, il baisse de 2,4 points de pourcentage pour s'établir à 14,75 % à fin 2020 contre 17,16 % à fin 2019. Ce recul s'explique par la baisse des prêts improductifs, liée principalement au passage en perte de certaines créances compromises des clients évoluant dans le secteur hôtelier.

I-1-b- Indicateurs de qualité des actifs

A l'instar des années précédentes, les crédits bancaires sont concentrés en 2020 sur les résidents. Sur la période 2015-2020, les prêts aux résidents représentent en moyenne 99,39 % des prêts bancaires. Entre 2019 et 2020, le ratio des prêts aux résidents sur total des prêts bruts augmente de 1,15 point de pourcentage suite à une augmentation plus marquée des prêts accordés aux résidents (3,8 %) par rapport au total des prêts bruts (2,6 %).

Graphique 20 : Prêts aux résidents/total des prêts



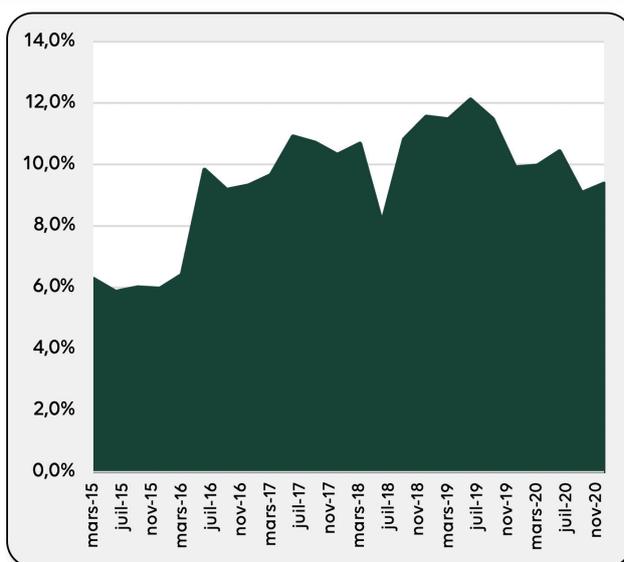
Source : BCRG/DGES/DSBP

Par rapport à 2019, le ratio des prêts improductifs sur le total des prêts bruts baisse légèrement de 0,5 point de pourcentage, en liaison avec une contraction des prêts improductifs (2,8 %). Cette évolution indique une amélioration de la qualité de l'actif.

I-1-c- Indicateurs de résultat et de rentabilité

Entre 2019 et 2020, la rentabilité des ac-

Graphique 21 : Prêts improductifs/total des prêts bruts



Source : BCRG/DGES/DSBP

tifs progresse de 0,5 point de pourcentage à cause d'un accroissement relativement plus marqué du produit net bancaire (39,6 %) par rapport au total des actifs (21,6 %).

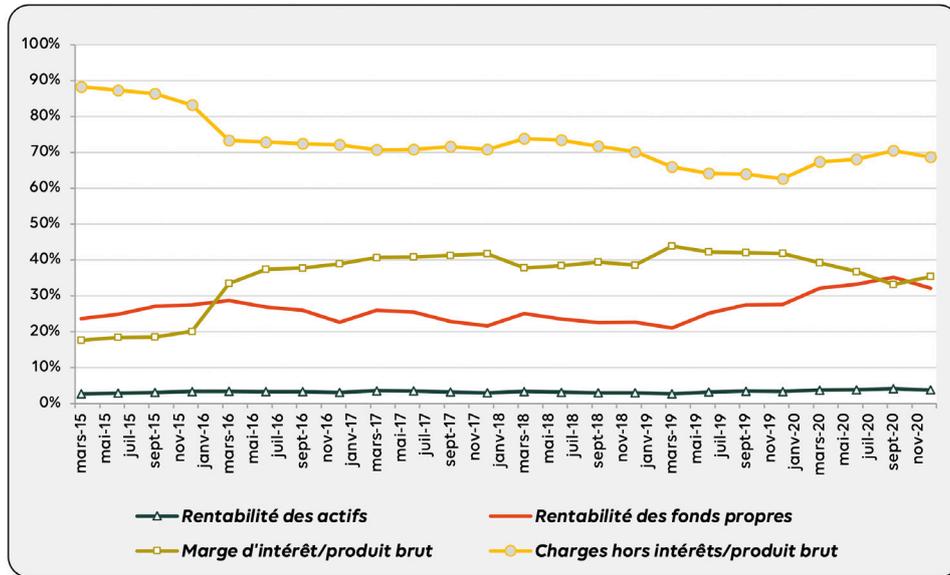
De même, la rentabilité des fonds propres augmente de 4,6 points de pourcentage sur la période du fait d'une progression plus marquée du produit net bancaire par rapport aux fonds propres (19,7 %).



Quant au ratio de charges hors intérêts, il croit de 6 points de pourcentage en raison d'une progression plus marquée des charges hors intérêts (61,2 %) par rapport au produit brut (47,1 %).

Par contre, le ratio de marge d'intérêt sur le produit brut baisse de 6,4 points de pourcentage en raison d'une augmentation plus rapide du produit brut par rapport à la marge d'intérêt (24,5 %).

Graphique 22 : Indicateurs de résultats et de rentabilité



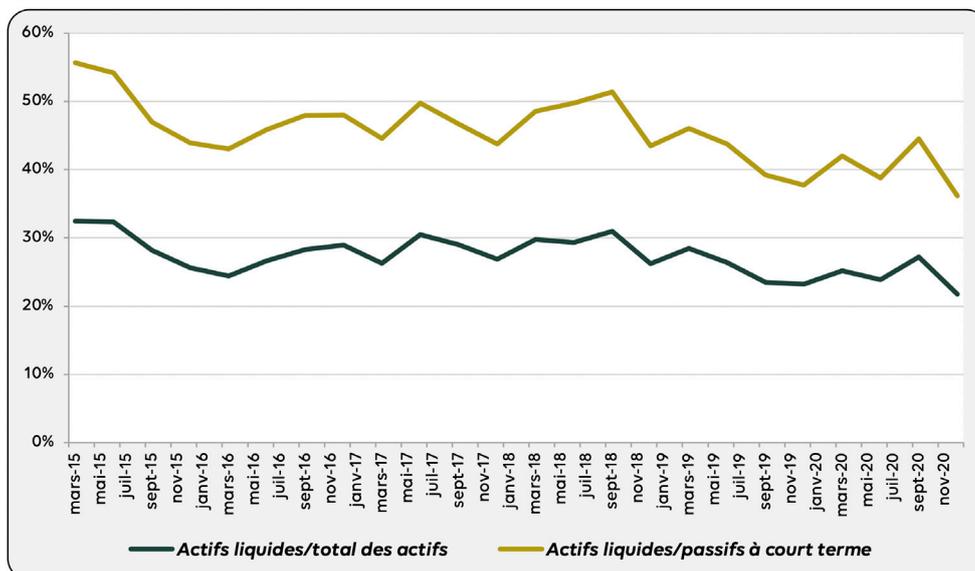
Source : BCRG/DGES/DSBP

I-1-d- Indicateurs de liquidité

Entre 2019 et 2020, le ratio des actifs liquides sur le total des actifs passe de 23,24 % à 21,75 %, soit une baisse de

1,49 point de pourcentage, liée à un accroissement plus rapide du total des actifs (21,6 %) par rapport aux actifs liquides (13,8 %).

Graphique 23 : Indicateurs de liquidité



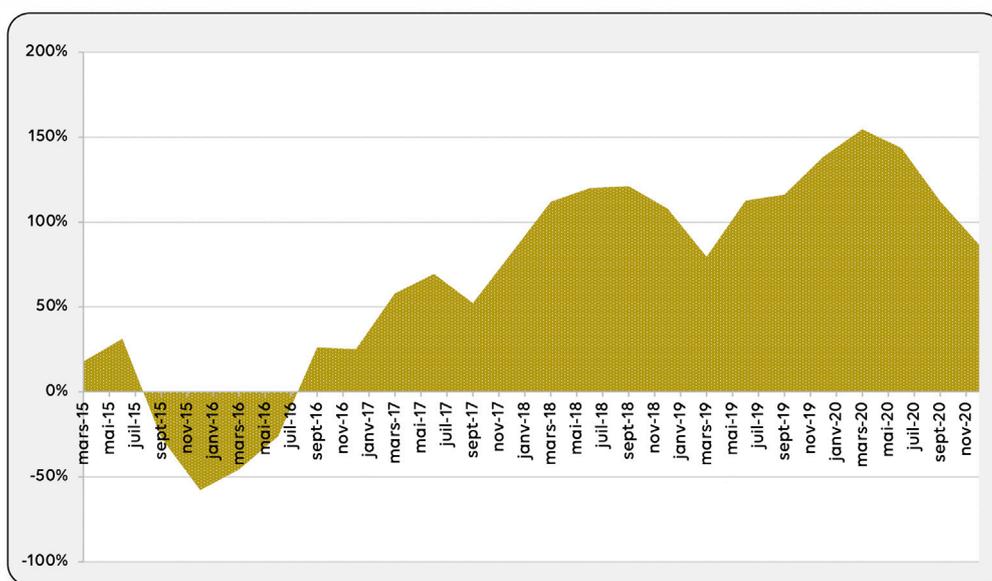
Source : BCRG/DGES/DSBP

De même, le ratio des actifs liquides sur les passifs à court terme baisse également pour se situer à 36,15 % contre 37,73 % un an auparavant. Cette évolution est liée à une hausse plus marquée des passifs à court terme (18,7 %) par rapport aux actifs liquides.

I-1-e- Indicateur de sensibilité aux risques de marché

La sensibilité aux risques du marché est essentiellement mesurée par le rapport entre la position ouverte nette en monnaies étrangères et les fonds propres de base.

Graphique 24 : Indicateurs de risque de marché



Source : BCRG/DGES/DSBP

Ce ratio s'élève à 86,80% en 2020 contre 138,53% à fin 2019. Cette évolution indique l'importance des engagements par signature en devises reçus par les

banques résidentes d'autres intermédiaires financiers par rapport à ceux donnés en faveur de leurs clients.

I-2- Indicateurs complémentaires des Institutions Collectrices de Dépôts (ICD) et des marchés immobiliers

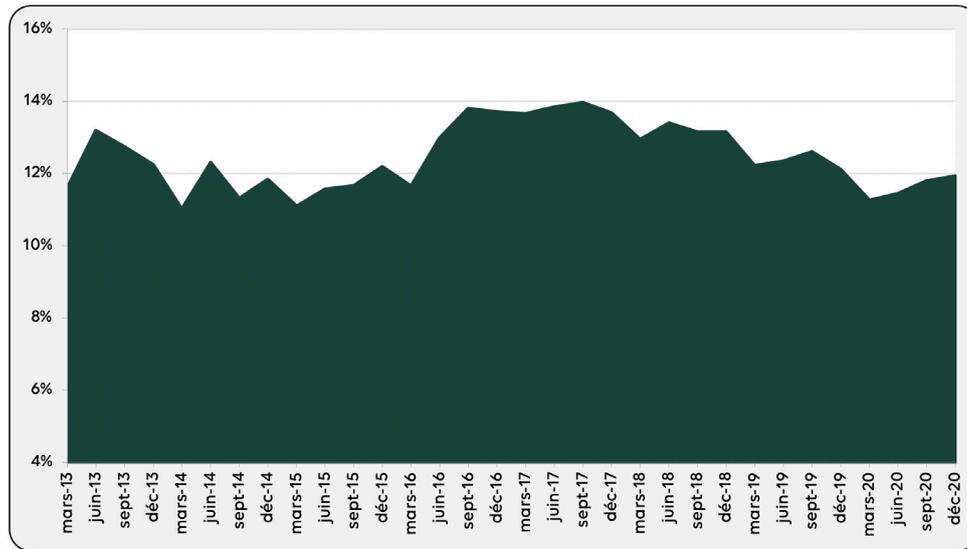
Les indicateurs complémentaires des institutions collectrices de dépôts sont regroupés en cinq (05) catégories : l'indicateur de levier financier, les indicateurs de qualité des actifs, les indicateurs de résultat et de rentabilité, les indicateurs de liquidité et l'indicateur de sensibilité aux risques de marché.

I-2-a- Indicateur de levier financier

En 2020, le ratio des fonds propres sur le total des actifs est de 11,93% en recul de 0,19 point de pourcentage par rapport à 2019. Cette évolution s'explique par une hausse du total des actifs des banques de 21,6%.



Graphique 25 : Fonds propres / Actifs



Source : BCRG/DGES/DSBP

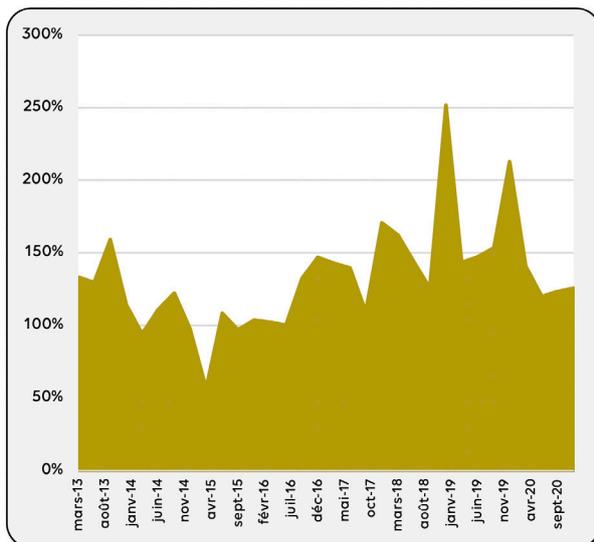
A fin décembre 2020, ce ratio indique que 11,93% du total des actifs des banques sont financés par les fonds propres.

I-2-b- Indicateurs de qualité des actifs

Entre 2019 et 2020, les indicateurs de qualité des actifs ont tous chuté. En ef-

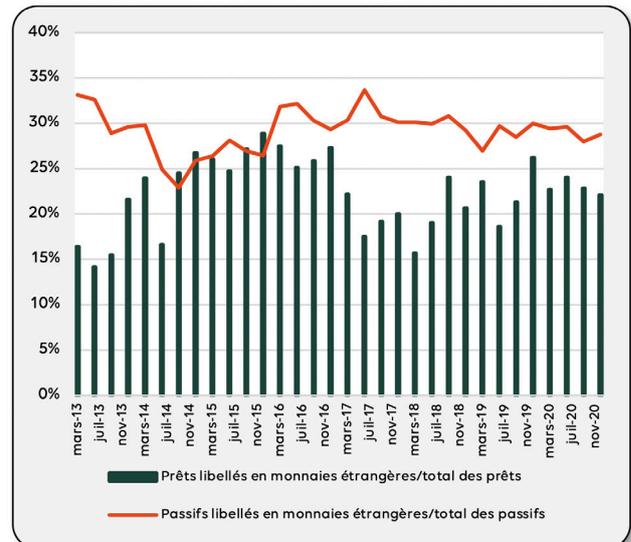
fet, le ratio des grands risques sur les fonds propres a fortement baissé de 87,12 points de pourcentage, les ratios de prêts libellés en monnaies étrangères sur le total des prêts et de passifs libellés en monnaies étrangères sur le total des passifs ont régressé de 4,12 et 1,20 point de pourcentage respectivement.

Graphique 26 : Grands risques / Fonds propres



Source : BCRG/DGES/DSBP

Graphique 27 : Autres indicateurs de qualité des actifs

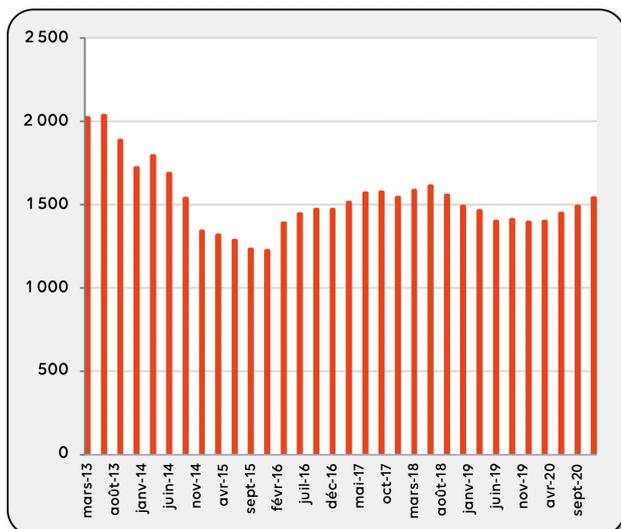


Source : BCRG/DGES/DSBP

Entre 2019 et 2020, la valeur des grands risques a baissé de 33,4%, alors que les fonds propres ont augmenté de 12,7%, ce qui explique une amélioration du niveau de la concentration des risques du crédit des banques.

Par ailleurs, la baisse des ratios des passifs libellés en monnaies étrangères et prêts libellés en monnaies étrangères contribue à réduire l'exposition des institutions collectrices de dépôts (ICD) aux variations des taux de change et aux retournements des flux de capitaux en monnaies étrangères.

Graphique 28 : Écart entre les taux débiteur et créateur de référence (points de base)



Source : BCRG/DGES/DSBP

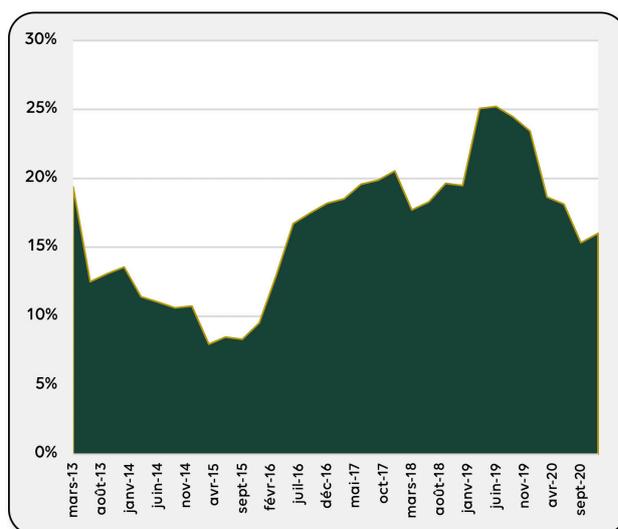
A fin décembre 2020, le ratio de charges de personnel sur les charges hors intérêts a baissé de 7,42 points de pourcentage à la suite d'un accroissement plus important des charges hors intérêts (61,2%) par rapport aux charges de personnel (10,1%).

I-2-c- Indicateurs de résultat et de rentabilité

Au 31 décembre 2020, l'écart entre les taux débiteurs et créditeurs de référence est 15,39%, en accroissement de 1,47 point de pourcentage par rapport à fin 2019. Cet écart substantiel observé souligne le niveau du risque systémique perçu par le système financier envers les autres secteurs de l'économie dans la mise en œuvre de leur politique de crédit.

Sur la période, le taux moyen sur les prêts bancaires est passé de 13,55% à 16,73%, soit une hausse de 3,18 points de pourcentage.

Graphique 29 : Charges de personnel/charges hors intérêts



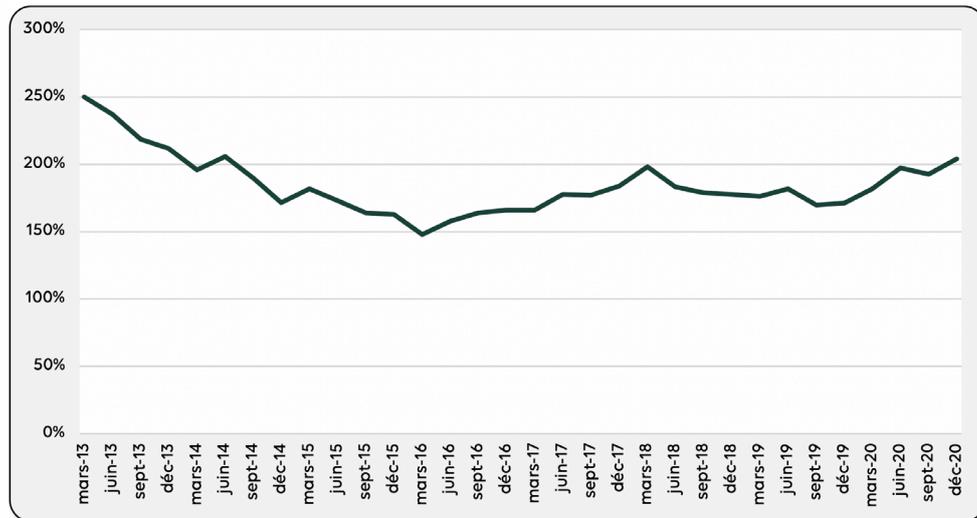
Source : BCRG/DGES/DSBP

I-2-d- Indicateurs de liquidité

Entre 2019 et 2020, le ratio des dépôts de la clientèle sur le total des prêts non interbancaires s'est accru de 32,71 points de pourcentage pour s'établir à 203,9%, en raison d'une progression des dépôts de la clientèle des banques plus marquée par celle des prêts bruts.



Graphique 30 : Dépôts de la clientèle/total des prêts (non interbancaires)



Source : BCRG/DGES/DSBP

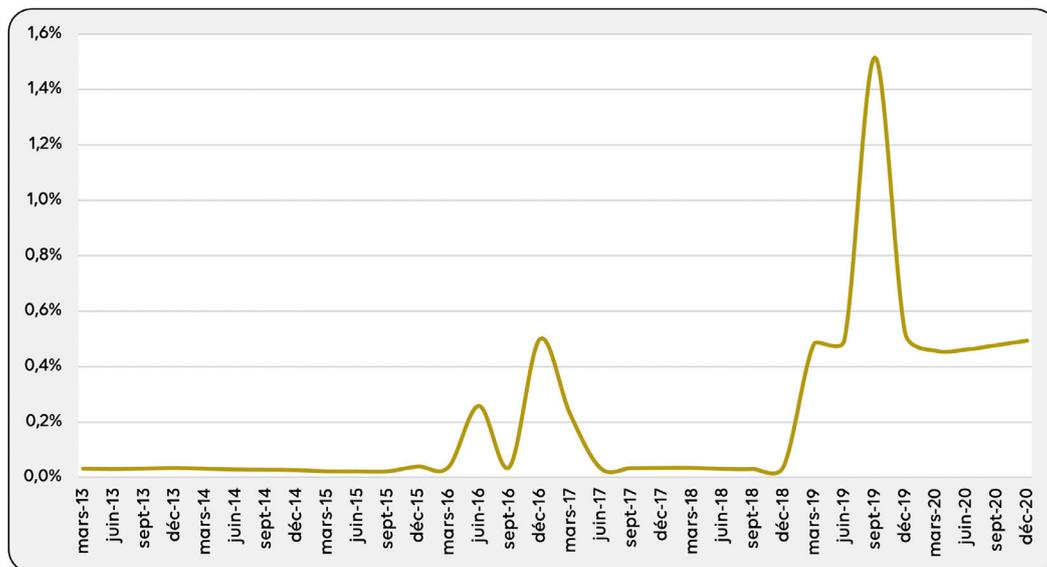
En 2020, les dépôts de la clientèle se sont établis à GNF 26 675,74 milliards contre GNF 21 824,02 milliards une année plus tôt, soit une hausse de 22,2%. Quant au total des prêts bruts, ils sont passés de GNF 12 748,28 milliards à GNF 13 082,35 milliards, soit un accroissement de 2,6%.

I-2-e- Indicateurs de sensibilité aux risques de marché

Le ratio de la position ouverte nette en

actions sur les fonds propres reste stable autour de 0,5% entre fin décembre 2019 et décembre 2020. En effet, malgré la progression des fonds propres des institutions collectrices de dépôts, leur exposition aux risques des actions libellées en monnaies étrangères reste faible en raison notamment de l'absence d'un marché financier.

Graphique 31 : Position ouverte nette en actions/fonds propres



Source : BCRG/DGES/DSBP

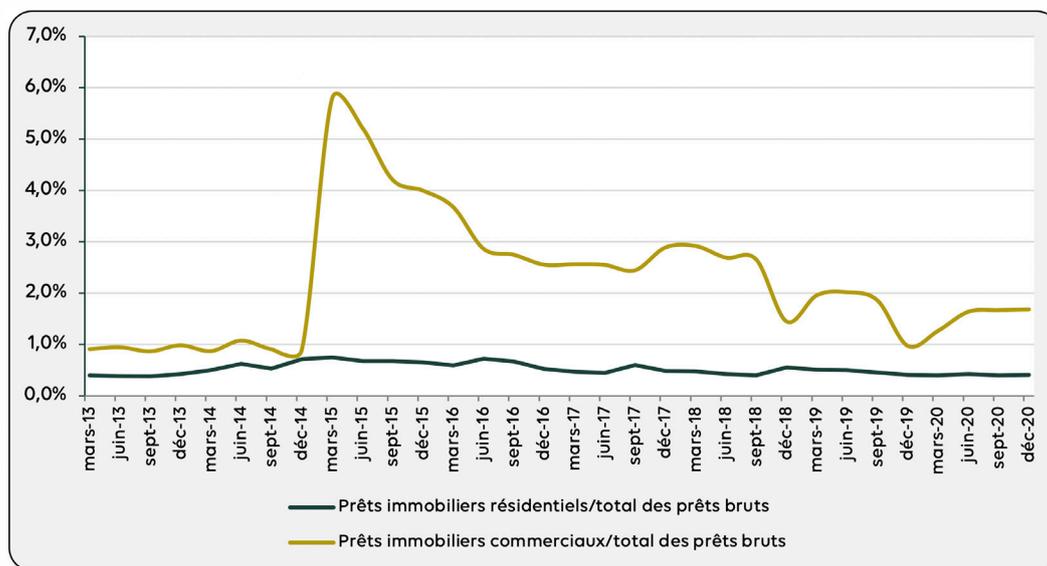
I-2-f- Indicateurs des marchés immobiliers

En 2020, le ratio des prêts immobiliers commerciaux sur le total des prêts s'établit à 1,69% en hausse de 0,71 point par

rapport à 2019.

Quant au ratio des prêts immobiliers résidentiels, il est resté stable autour de 0,4% sur la période sous revue.

Graphique 32 : Indicateurs du marché immobilier



Source : BCRG/DGES/DSBP

Le faible niveau de ces ratios est l'une des expressions de la propension des banques de la place à financer les activités de court terme, du fait de la structure

des dépôts, de l'environnement juridique, de l'insuffisance des garanties offertes par les emprunteurs, de la faible qualité de la plupart des dossiers de crédit, etc.

II- Cadre d'élaboration des Indicateurs de Solidité Financières

II-1- Couverture institutionnelle des Indicateurs de Solidité Financières

Le calcul des indicateurs de solidité financière doit couvrir les institutions collectrices de dépôts, les autres sociétés financières, les sociétés non financières et les ménages.

Mais à présent, ils ne couvrent que les institutions collectrices de dépôts, notamment les banques, parce que les

données sur les autres institutions collectrices de dépôts (institutions de microfinance collectant des dépôts) ne sont ni exhaustives ni disponibles à temps.

Les indicateurs de solidité financière sont calculés par la BCRG en vertu des prérogatives que lui confère la loi.



II-2- Métadonnées des Indicateurs de Solidité Financière

II-2-a- Source des données

Les données de base utilisées pour la compilation des indicateurs de solidité financière proviennent essentiellement :

- ◆ des comptes de résultat agrégés des banques,
- ◆ des bilans agrégés des banques,
- ◆ des informations sur les actifs pondérés en fonction des risques,
- ◆ des grands risques,
- ◆ des fonds propres réglementaires ou de base,
- ◆ des déductions prudentielles.

II-2-b- Base de consolidation

La base de consolidation est la nature de regroupement des unités institutionnelles qui composent la population pour laquelle les indicateurs de solidité financière sont calculés.

Dans le cas présent, les indicateurs de solidité financière ont été compilés sur la base du CBCSDI (Cross Border, Cross Sector, Domestically Incorporated).

Dans cette optique, les données des banques sont compilées en tenant compte de leurs activités sur le territoire national et de leurs filiales ou succursales collectrices de dépôts ou non à l'étranger.

II-2-c- Valorisation comptable, moment d'enregistrement et taux de change appliqué

La valorisation comptable des données des banques se fait conformément au plan comptable national et au plan comptable bancaire guinéen.

Le moment d'enregistrement retenu est le droit constaté, ce qui signifie que les flux sont comptabilisés au moment où la valeur économique est créée, transformée, échangée, transférée ou éteinte.

Pour la conversion des données en monnaies étrangères, le taux de change de fin de période est utilisé.

II-3- Valeur analytique des ratios

Les ratios calculés dans cette analyse ont les valeurs analytiques suivantes :

- ◆ les indicateurs d'adéquation des fonds propres mesurent la solidité des institutions financières face aux chocs qui peuvent affecter leurs bilans ;
- ◆ les indicateurs de qualité des actifs servent à évaluer la qualité des actifs inclus dans le portefeuille de prêts des banques ;
- ◆ les indicateurs de résultat et de rentabilité mesurent l'efficacité avec laquelle les banques utilisent leurs actifs ;

- ◆ les indicateurs de liquidité mesurent la capacité des banques à faire face à des demandes de liquidités attendues ou imprévues ;
- ◆ les indicateurs de sensibilité aux risques de marché mesurent l'asymétrie entre les positions d'actifs et de passifs en monnaies étrangères, pour évaluer la vulnérabilité au risque de change.



QUATRIÈME PARTIE :
BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINÉE
EN 2020

QUATRIEME PARTIE : LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA GUINEE EN 2020

I- Évolution des principaux comptes de la balance des paiements

La balance des paiements de l'année 2020 s'est soldée par une capacité de financement du compte courant et de capital de USD 2 831,9 millions contre un besoin de financement de USD 273,9

millions en 2019. Cette situation est liée essentiellement à l'évolution favorable du solde du compte des transactions courantes.

Tableau 2 : Evolution des principaux soldes de la Balance des Paiements

Rubrique	Années				
	2016	2017	2018	2019	2020
	<i>en millions US</i>				
A. Compte courant	-2 744,92	519,40	-190,46	-314,57	2 684,75
Déficit courant en % du PIB	-0,32	0,05	-0,02	-0,03	0,22
<i>Biens et Services</i>	-2 670,95	407,48	-104,56	-279,34	2 682,51
<i>Biens</i>	-2 015,09	1 111,01	592,42	475,36	5 203,76
<i>Services</i>	-655,86	-703,53	-696,99	-754,70	-2 521,25
<i>Revenus Primaires</i>	-154,81	-50,63	-181,85	-114,09	-144,78
<i>Revenus Secondaires</i>	80,84	162,55	95,96	78,86	147,02
B. Compte de capital	164,25	145,70	140,36	40,69	147,12
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-2 580,67	665,10	-50,10	-273,88	2 831,87
D. Compte financières	2 329,37	666,57	-46,28	-272,62	2 831,84
<i>Dont :</i>					
<i>Investissements directs étrangers (IDE)</i>	1 597,34	-576,50	-353,08	-43,37	-173,99
<i>Investissements de portefeuilles</i>	1,15	-0,08	-11,39	-5,54	12,03
<i>Autres investissements</i>	939,05	1 166,65	-114,76	-506,41	2 868,22
<i>Avoirs de réserve</i>	-208,17	76,50	432,94	282,70	125,58
E. Erreurs et omissions nettes	4,23	1,47	3,81	1,26	-0,03

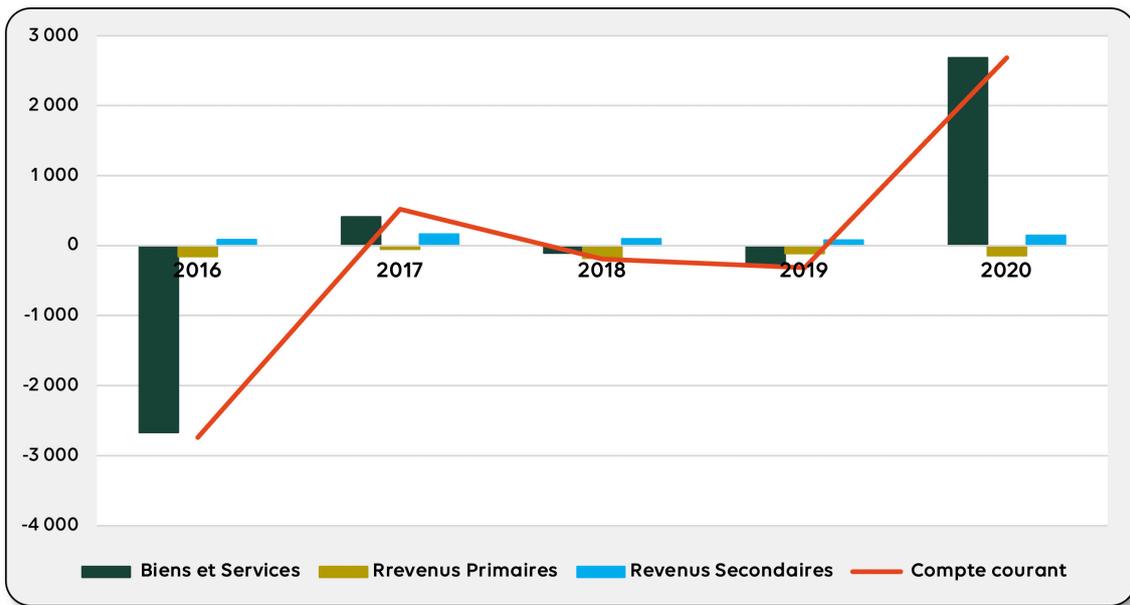
Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

I-1- Compte des transactions courantes et composantes

Le solde du compte des transactions courantes est passé d'un déficit de USD 314,6 millions en 2019 à un excédent de USD 2 684,7 millions en 2020. L'excédent du solde du compte des transactions courantes résulte principalement de l'excédent enregistré par la balance commerciale.



Graphique 33 : Évolution du compte courant en millions de USD



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

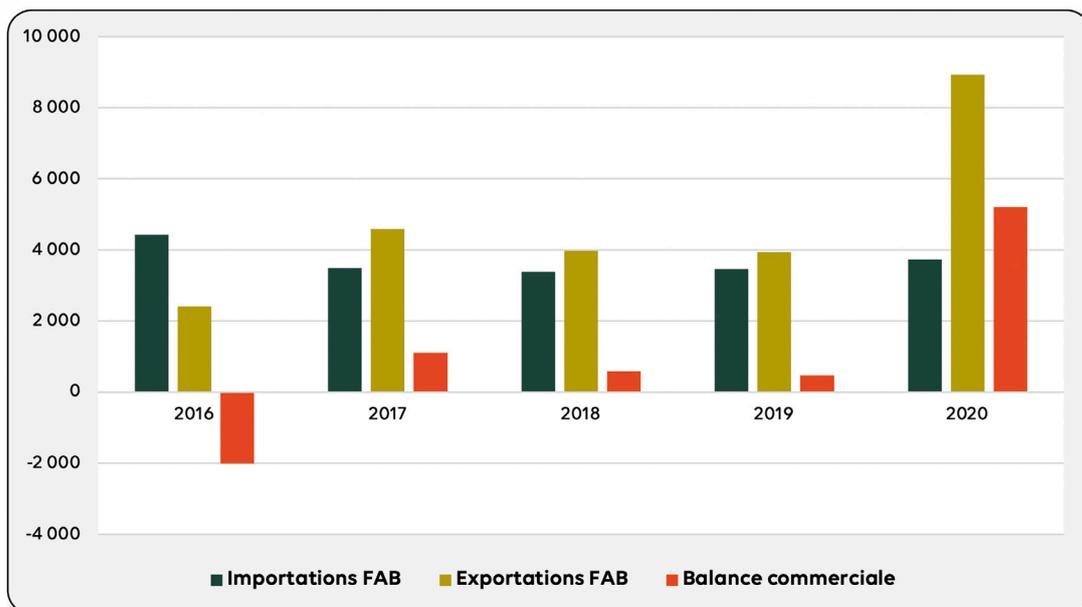
I-1- a- Balance commerciale

La balance commerciale est ressortie excédentaire de USD 5 203,8 millions contre un excédent de USD 475,4 millions en 2019. Cette situation est due essentiellement à une forte augmentation des exportations des produits miniers

notamment l'or non monétaire enregistrée au cours de l'année sous revue.

Le taux de couverture du commerce extérieur s'est nettement amélioré en s'établissant à 239,6% en 2020 contre 113,7% en 2019.

Graphique 34 : Évolution des exportations, des importations et la balance commerciale en millions USD



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

❖ a-1. Exportations

Les exportations globales se sont situées à USD 8 931,2 millions contre USD 3 945,4 millions en 2019, soit une hausse de USD 4 985,8 millions due à la hausse considérable :

- ◆ du volume et la valeur de l'or non monétaire exporté par les structures artisanales (orpailleurs);
- ◆ du volume et la valeur de la bauxite et du fer.

En effet, le volume des produits aurifères exportés est passé de 29,4 tonnes en 2019 à 100,7 tonnes en 2020, soit une hausse de 71,3 tonnes due aux efforts d'exportations des sociétés aurifères artisanales. Quant à la valeur de l'or, elle a été de USD 5 352,1 millions en 2020 contre USD 1 193,5 millions en 2019. Cette évolution en valeur est en lien

avec la hausse de la quantité exportée et le niveau élevé des prix de l'or sur le marché international, qui sont passés en moyenne annuelle de USD 1 392,5 l'once en 2019 à USD 1 770,2 l'once en 2020.

Concernant la bauxite exportée, sa valeur est passée de USD 2 228,7 millions en 2019 à USD 2 940,4 millions en 2020, soit une hausse de 31,9% qui résulte principalement de la rentrée en production des nouvelles sociétés minières. La quantité de bauxite exportée a été de 77,9 millions de tonnes en 2020 contre 61,3 millions de tonnes en 2019.

S'agissant du fer, il convient de noter que l'exportation de cette substance a démarré en 2020 et, est effectuée par la Société Ashapura qui exploite la mine de fer de Yomboyéli à Forécariah. Pour l'année 2020, elle a exporté une valeur de USD 9,9 millions.

Tableau 3 : Structure des exportations (en %)

Produits	Années				
	2016	2017	2018	2019	2020
Produits agricoles	0,3	4,2	3,1	2,6	0,8
Produits de pêche	0,1	3,0	2,5	0,6	0,2
Produits des industries alimentaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits forestiers	0,3	3,2	1,6	1,0	0,4
Produits miniers	99,0	78,5	78,8	89,2	93,9
Produits métallurgiques	0,1	2,2	0,0	0,0	0,0
Autres produits divers	0,3	8,9	14,0	6,5	4,6

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

Il est important de souligner que la part importante des produits miniers (bauxite, or et diamant) dans les exportations révèle que l'économie guinéenne reste toujours tributaire des variations du cours de ces produits sur le marché international.

Par ailleurs, en 2020, les principales zones d'exportation de la Guinée sont l'Asie (94,3%), les autres pays notamment les Émirats Arabes Unis (4,3%), la CEDEAO (0,4%) et l'Union européenne (0,6%).



Tableau 4 : Évolution de la valeur des exportations FAB par zone de destination

Zone	Exportations FAB									
	2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part
	Millions US	en %	Millions US	en %	Millions US	en %	Millions US	en %	Millions US	en %
CEDEAO	123,0	5,1	149,5	3,3	670,1	16,8	18,3	0,5	39,6	0,4
Afrique Centrale	0,0	0,0	10,3	0,2	10,6	0,3	1,4	0,0	1,5	0,0
Pays de l'AELE	63,2	2,6	30,3	0,7	16,7	0,4	4,2	0,1	15,8	0,2
Union européenne	111,2	4,6	581,7	12,7	553,5	13,9	27,9	0,7	54,0	0,6
Pays Arabes	7,1	0,3	5,5	0,1	10,7	0,3	0,3	0,0	0,1	0,0
Maghreb	0,5	0,0	7,5	0,2	13,9	0,3	0,5	0,0	0,3	0,0
Europe de l'Est	9,6	0,4	47,0	1,0	244,8	6,2	3,8	0,1	9,5	0,1
Asie	1 821,2	75,4	2 297,1	50,0	1 467,4	36,9	3 707,6	94,0	8 407,7	94,3
Continent Américain	12,8	0,5	71,9	1,6	40,3	1,0	2,4	0,1	5,6	0,1
Autres pays	265,7	11,0	1 394,3	30,3	950,2	23,9	179,1	4,5	383,5	4,3
Total	2 414,4	100,0	4 595,1	100,0	3 978,1	100,0	3 945,4	100,0	8 917,3	100,0

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

❖ a-2. Importations

Les importations FAB se sont situées à USD 3 727,4 millions en 2020 contre USD 3 470 millions en 2019, soit une hausse de 7,4 % liée notamment aux produits des industries alimentaires et des produits chimiques importés par les agents économiques résidents au cours de l'année sous revue.

En effet, la valeur des produits alimentaires importés est passée de USD 389,7 millions en 2019 à USD 436,1 millions en 2020.

Quant aux produits chimiques, elles ont enregistré une hausse de 24,4% en s'établissant à USD 460 millions en 2020 contre USD 369,7 millions en 2019. Cette évolution est liée à l'importation de la cyanure.

En 2020, les principales zones de provenance des produits importés par les agents économiques résidents sont : l'Union européenne (33,8 %), l'Asie (31,5 %), les autres pays (15,1 %), le Continent américain (10,4 %) et la CE-DEAO (3,7 %).

Tableau 5 : Evolution de la valeur des importations FAB par zone de provenance

Zone	Importations FAB									
	2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part
	Millions US	en %	Millions US	en %	Millions US	en %	Millions US	en %	Millions US	en %
CEDEAO	26,7	0,6	507,5	14,6	152,1	4,5	150,5	4,3	137,6	3,7
Afrique Centrale	0,0	0,0	7,6	0,2	39,9	1,2	31,1	0,9	0,1	0,0
Pays de l'AELE	1,5	0,0	7,0	0,2	36,9	1,1	22,3	0,6	2,6	0,1
Union européenne	4 100,3	92,6	1 409,2	40,4	1 334,2	39,4	1 471,1	42,4	1 259,6	33,8
Pays Arabes	12,1	0,3	36,9	1,1	28,0	0,8	26,4	0,8	26,1	0,7
Maghreb	7,0	0,2	79,2	2,3	111,1	3,3	94,3	2,7	109,9	2,9
Europe de l'Est	8,3	0,2	57,9	1,7	91,9	2,7	60,4	1,7	66,2	1,8
Asie	201,6	4,6	727,1	20,9	889,7	26,3	1 163,0	33,5	1 175,1	31,5
Continent Américain	21,3	0,5	317,0	9,1	154,6	4,6	140,2	4,0	388,6	10,4
Autres pays	50,7	1,1	334,7	9,6	547,2	16,2	310,7	9,0	561,6	15,1
Total	4 429,4	100,0	3 484,1	100,0	3 385,6	100,0	3 470,0	100,0	3 727,4	100,0

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

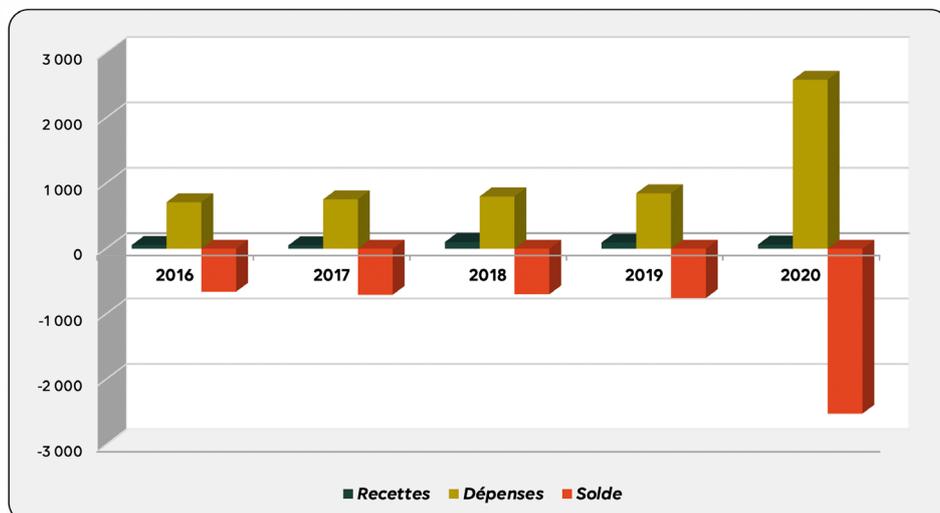
I-1-b- Balance des services

La balance des services est déficitaire de USD 2 521,3 millions contre un déficit de USD 754,7 millions en 2019. Cette évolution est due en grande partie à la hausse des dépenses liées aux services de transport maritime, aux services d'entretien et de réparation et aux autres services des entreprises effectués en faveur des sociétés résidentes au cours de l'année de 2020.

En effet, les dépenses liées aux services de transport maritime sont passées de USD 335,6 millions en 2019 à USD 1 008,1 millions en 2020, soit une forte hausse des frais de consignation et de manutention dans les ports, liée au COVID-19.

Quant aux dépenses liées aux services financiers (commissions, garanties et compensations des paiements, frais de conseils financiers, etc.), elles sont passées de USD 49,4 millions en 2019 à USD 66,5 millions en 2020, soit une hausse de 34,7%.

Graphique 35 : Évolution de la balance des services de 2016 à 2020 (en millions USD)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP



Encadré 3 : Indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

La balance des paiements fournit plusieurs indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe le taux de couverture du commerce extérieur et le degré d'ouverture.

1. Le Taux de couverture du commerce extérieur (TCCE)

Le taux de couverture du commerce extérieur est mesuré par la balance commerciale. Il correspond au rapport des exportations (X) sur les importations (M) des biens.

$$TCCE = X/M * 100$$

Ce taux permet de mieux juger les performances du commerce extérieur d'un pays dans la mesure où il est indépendant du niveau des échanges et de la balance commerciale. Il indique la part des importations financées par les exportations.

Tableau 1 : Évolution du taux de couverture du commerce extérieur de la Guinée de 2016 à 2020

Rubriques	Années				
	2016	2017	2018	2019	2020
	en millions de dollars US				
Exportations (X)	2 414,35	4 594,06	3 978,07	3 945,36	8 931,20
Importations (M)	4 429,44	3 484,05	3 385,64	3 470,00	3 727,44
TCCE	54,51%	131,86%	117,50%	113,70%	239,61%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Sur les cinq dernières années, le taux de couverture du commerce extérieur s'est considérablement apprécié de 185,51 points de pourcentage pour se situer à 239,61 % en 2020 contre 54,51 % en 2016. Cette situation est expliquée par la forte augmentation des exportations de la bauxite et l'or artisanal.

2. Le Le Taux ou le Degré d'ouverture (DO)

Le degré d'ouverture mesure la part du commerce international du pays dans le PIB. Il est mesuré par le rapport de la valeur des échanges extérieurs au Produit Intérieur Brut (PIB). La valeur des échanges correspond à la moyenne des exportations et des importations des biens et services.

$$DO = ((\text{exportations} + \text{importations}) / 2) / \text{PIB} * 100$$

Tableau 2 : Évolution du degré d'ouverture de la Guinée de 2016 à 2020

Rubriques	Années				
	2016	2017	2018	2019	2020
	en millions de dollars US				
Exportations des biens et services	2 471,34	4 647,44	4 082,10	4 040,76	8 996,03
Importations des biens et services	5 142,29	4 239,96	4 182,67	4 320,10	6 313,51
PIB courant	8 603,82	10 324,66	11 856,65	13 514,01	15 681,26
Degré d'ouverture	44,24%	43,03%	34,85%	30,93%	48,81%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Dans le déficit de la balance des services, le transport représente 41 %, les services d'entretien et de réparation 2,4 %, les services d'assurance 1,2 %, les services financiers 2,6 %, les services de télécommunication, d'informatique et d'information 24,3 % et les autres services aux entreprises (services de recherche-développement, services spécialisés et de conseil en gestion et services liés au commerce international) 27,6 %.

L'évolution du poste transport est tirée essentiellement par le paiement des frets

maritimes. Cette situation est expliquée par le fait que l'essentiel du transport des marchandises générales importées par les opérateurs économiques résidents est assuré par les navires étrangers.

En revanche, les dépenses liées aux services de transport aérien ont enregistré une baisse de 23,1 % en passant de USD 80,2 millions en 2019 à USD 61,7 millions en 2020, en lien avec les mesures de restrictions liées à l'apparition de la pandémie de Covid-19.

Tableau 6 : Composantes des services de transport (en millions de dollars USD)

Année 2019											
Rubrique	Transport reçu (crédit)					Transport payé (débit)					Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Services postaux et services de messagerie	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Services postaux et services de messagerie	Total	
Passagers	0,0	0,0	0,7	0,0	0,7	0,0	4,7	0,2	0,0	4,9	-4,2
Fret	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	335,6	45,8	0,0	0,0	381,3	-381,3
Autres	0,3	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	29,7	0,0	0,7	30,4	-30,1
Total	0,3	0,0	0,7	0,0	1,1	335,6	80,2	0,2	0,7	416,6	-415,6
Année 2020											
Rubrique	Transport reçu (crédit)					Transport payé (débit)					Net
	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Services postaux et services de messagerie	Total	Transport maritime	Transport aérien	Autres modes de transport	Services postaux et services de messagerie	Total	
Passagers	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3	-0,2
Fret	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	615,7	61,4	0,0	0,0	677,1	-677,1
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	392,4	0,0	0,0	1,2	393,6	-393,6
Total	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	1 008,1	61,7	0,0	1,2	1 070,9	-1 070,8

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

I-1-c- Balance des revenus primaires

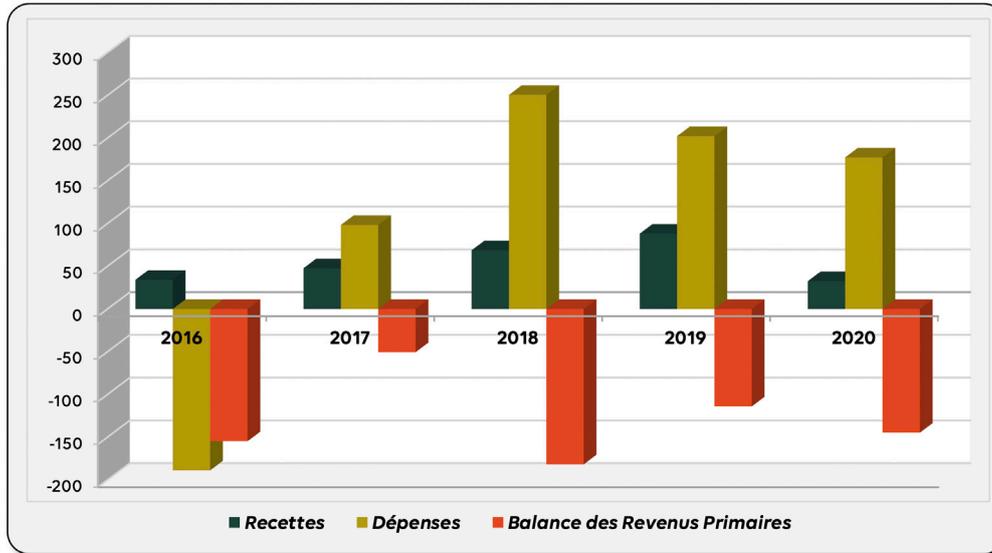
La balance des revenus primaires est déficitaire de USD 144,8 millions contre un déficit de USD 114,1 millions en 2019, soit une détérioration du déficit de 26,9 % due en grande partie à une augmentation des revenus (intérêts, salaires, dividendes) payés par les sociétés minières et l'Etat aux investisseurs et aux travailleurs non-

résidents.

En effet, les revenus (intérêts, dividendes) versés aux investisseurs étrangers par les sociétés résidentes et aux partenaires financiers par l'Etat guinéen sont passés de USD 67,1 millions en 2019 à USD 113,4 millions en 2020, soit une augmentation de 69,1 %.



Graphique 36 : Évolution de la balance des revenus primaires de 2016 à 2020 (en millions USD)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

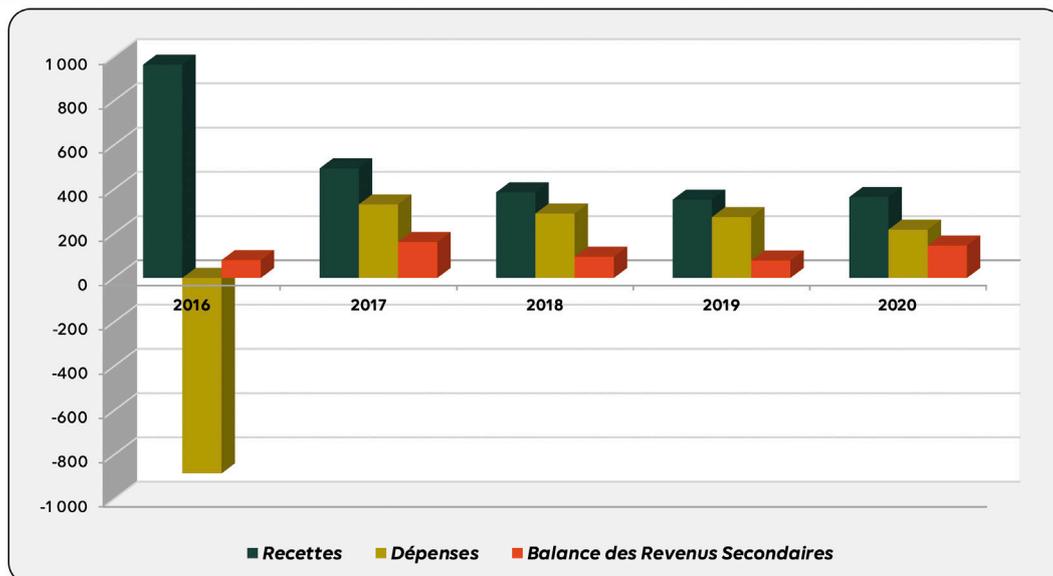
I-1-d- Balance des revenus secondaires

La balance des revenus secondaires est excédentaire de USD 147 millions contre un excédent de USD 78,9 millions en 2019, soit une nette amélioration de l'excédent de USD 68,1 millions, due essentiellement à la hausse des dons (appuis

budgétaires) accordés à l'Etat par les partenaires bilatéraux et multilatéraux au cours de la période sous revue.

En effet, les dons accordés à l'Etat sont passés de USD 23,6 millions en 2019 à USD 41,7 millions en 2020, soit une hausse de 76,7 %.

Graphique 37 : Évolution de la balance des revenus secondaires de 2016 à 2020 (en millions USD)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

I-2- Compte de capital

Le compte de capital est excédentaire de USD 147,1 millions contre un excédent de USD 40,7 millions en 2019, soit un accroissement de USD 106,4 millions dû en grande partie à la hausse des dons projets accordés à l'État guinéen et aux ONG nationales, au rééchelonnement de dettes existantes par les partenaires financiers et bilatéraux au cours de la période sous revue.

En effet, les dons projets accordés à l'État et aux ONG sont passés de USD 41,2 millions en 2019 à USD 132,2 millions en 2020 et ont été obtenus entre autres, auprès des partenaires ci-après : Chine : USD 57 millions, FAD : USD 22 millions, Banque Mondiale : USD 17,5 millions et un rééchelonnement de dettes existantes de USD 37,2 millions avec la France.

Tableau 7 : Évolution de la balance du compte de capital

Compte capital	Années				
	2016	2017	2018	2019	2020
	<i>en millions USD</i>				
Crédit					
Fonds reçus des guinéens de l'étranger pour investissement	116,02	145,91	131,86	41,16	150,38
Remises de dette sur intérêts de l'Administration publique	7,04	0,00	0,00	0,00	0,00
Dons reçus des ONG locales pour financement des investissements	52,44	3,50	8,52	0,00	0,00
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0,00	0,00	0,00	0,16	0,00
Total 1	168,46	149,42	140,37	41,32	150,38
Débit					
Impôts payés à l'étranger par les sociétés minières	4,23	3,72	0,02	0,63	3,25
Total 2	4,23	3,72	0,02	0,63	3,25
Balance des opérations en capital (Total 1 + Total 2)	164,23	145,70	140,36	40,69	147,12
Solde du compte de capital/PIB (en %)	1,92	1,53	1,33	0,36	1,23

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

I-3- Compte financier

Le compte financier (IDE, investissements de portefeuille, autres investissements, etc.) a dégagé une acquisition nette d'actifs financiers de USD 2 063,1 millions contre un accroissement net de passifs financiers de USD 997,6 millions en 2019. Cette situation s'explique par l'augmentation des numéraires et dépôts à l'étranger des sociétés minières et des exploitants artisanaux d'or (Autres Investissements).

En effet, le montant des actifs en termes de numéraires et dépôts des sociétés non financières, ménages et ISBLSM est passé de USD 0,6 millions en 2019 à USD 3 177,4 millions en 2020, soit une hausse de USD 3 176,8 millions due à l'augmentation des dépôts des sociétés minières et des sociétés artisanales (orpailleurs).

Par contre, les prêts accordés à l'État se sont situés à USD 579,9 millions contre USD 410,5 millions en 2019, soit une aug-

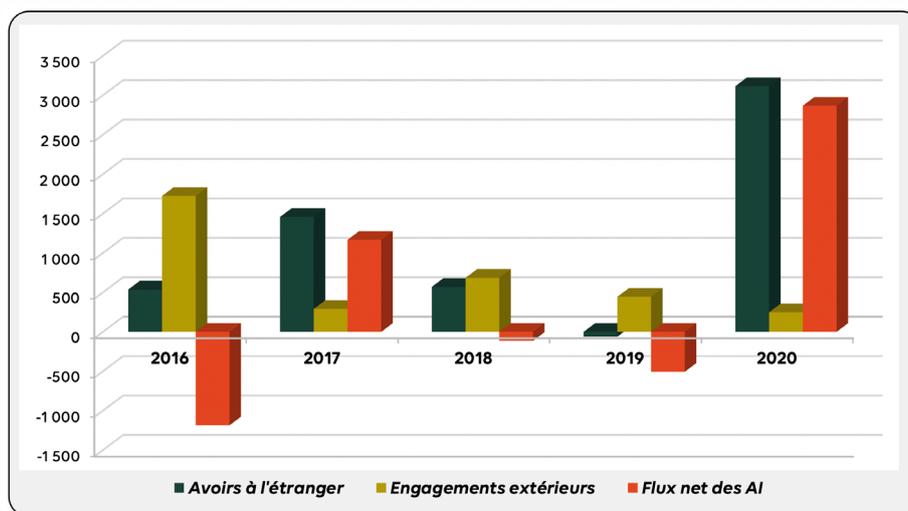


mentation de 41,2 % des passifs due à l'engagement des travaux techniques et projets de construction des infrastructures par l'Etat.

En outre, l'économie guinéenne a enregistré des flux nets entrants des investissements directs étrangers (IDE). En

effet, le montant des flux entrants des IDE enregistrés dans les sociétés résidentes s'est situé à USD 200,9 millions en 2020. Les principaux secteurs bénéficiaires de ces IDE sont le secteur minier pour 91,9 % (SMB, SMD et AMC), et les autres secteurs (8,1 %).

Graphique 38 : Évolution des flux nets des autres investissements de 2016 à 2020 (en millions USD)



Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

Enfin, au cours de l'année 2020, il a été enregistré une reconstitution des avoirs

de réserve de USD 125,6 millions en 2020 contre USD 282,7 millions en 2019.

Tableau 8 : Évolution des flux des IDE par secteur d'investissement

N°	Secteur d'investissement direct étranger	Années				
		2016	2017	2018	2019	2020
		Valeur en millions de dollars US				
A	Secteur minier	1 654,9	532,7	356,4	26,3	184,6
	<i>dont</i>					
	1. CBG	62,9	88,5	53,9	0,0	0,0
	2. SAG	38,4	81,9	5,6	0,0	0,0
	3. RIO TINTO	94,0	0,1	10,3	3,8	0,0
	4. SMD	46,1	0,6	8,3	18,3	51,0
	5. SMB	0,0	100,0	155,0	0,0	60,1
	6. RUSAL-CBK	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0
	7. ALLIANCE MINING CORPORATION	1 413,1	259,7	122,8	4,2	73,5
	8. BELZONE	0,5	2,0	0,2	0,0	0,0
B	Autres secteurs	13,9	44,9	6,0	18,8	16,3
	<i>dont</i>					
	1. TELECOMMUNICATIONS:	0,0	0,0	0,0	4,3	0,0
	2. BANQUES:	5,0	38,4	0,0	0,0	0,0
	3. ASSURANCES:	6,9	2,7	2,4	1,0	4,0
	4. INDUSTRIES:	2,1	3,8	3,7	13,5	12,3
	TOTAL DES FLUX D'IDE	1 668,8	577,6	362,4	45,1	200,8

Source : BCRG/DGES/DSBP/SBP

Encadré 4 : Autres indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

La balance des paiements fournit d'autres indicateurs qui permettent de faire l'analyse économique d'un pays. Parmi ces indicateurs, il existe la propension à exporter et à importer, le marché intérieur et le taux de pénétration du marché intérieur.

1. La propension à exporter ou l'effort à l'exportation

Cet indicateur mesure l'importance de l'exportation dans la production nationale.

Formule : **Exportation / Production (mesurée par le PIB) x 100.**

Tableau 1 : Évolution de la propension à exporter de la Guinée de 2016 à 2020

Rubriques	Années				
	2016	2017	2018	2019	2020
	en millions de dollars US				
Exportations des biens	2 414,35	4 594,06	3 978,07	3 945,36	8 931,20
PIB courant	8 603,82	10 324,66	11 856,65	13 514,01	15 681,26
Propension à exporter	28,06%	44,49%	33,55%	29,19%	56,95%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

2. La propension à importer ou taux de dépendance

La propension à importer mesure la part de l'offre extérieure dans le PIB. Elle indique la part de l'offre extérieure consacrée à satisfaire la demande intérieure d'un pays.

$$PI = M/PIB*100$$

Tableau 2 : Évolution de la propension à importer de la Guinée de 2016 à 2020

Rubriques	Années				
	2016	2017	2018	2019	2020
	en millions de dollars US				
Importations des biens	4 429,44	3 484,05	3 385,64	3 470,00	3 727,44
PIB courant	8 603,82	10 324,66	11 856,65	13 514,01	15 681,26
Propension à importer	51,48%	33,74%	28,55%	25,67%	23,77%

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP



Encadré 5 : Autres indicateurs d'analyse économique tirés de la balance des paiements

1. Le Marché Intérieur

Le marché intérieur (absorption) représente la production augmentée des importations et diminuée des exportations. Il mesure la demande intérieure apparente d'un pays. Il peut être calculé par produit. Il permet également de déterminer le taux de pénétration du marché d'un pays.

$$MI = \text{Production} + M - X$$

Tableau 3 : Évolution du marché intérieur de la Guinée de 2016 à 2020

Rubriques	Années				
	2016	2017	2018	2019	2020
	en millions de dollars US				
PIB courant	8 603,82	10 324,66	11 856,65	13 514,01	15 681,26
Importations des biens	4 429,44	3 484,05	3 385,64	3 470,00	3 727,44
Exportations des biens	2 414,35	4 594,06	3 978,07	3 945,36	8 931,20
Marché intérieur (absorption)	10 618,91	9 214,65	11 264,22	13 038,65	10 477,50

Source : BCRG/DGES/DSBP et MPC/DNP

2. Le Taux de pénétration du marché intérieur

Le taux de pénétration du marché intérieur indique la part du marché intérieur qui est couverte par les importations. Il mesure la dépendance globale ou par produit du pays vis-à-vis de l'extérieur.

$$TP = M/MI*100$$

Tableau 4 : Évolution du taux de pénétration du marché intérieur de la Guinée de 2016 à 2020

Rubriques	Années				
	2016	2017	2018	2019	2020
	en millions de dollars US				
Importations des biens	4 429,44	3 484,05	3 385,64	3 470,00	3 727,44
Marché intérieur (absorption)	10 574,09	8 389,99	9 941,57	10 925,64	6 605,24
Taux de pénétration du marché intérieur	41,9%	41,5%	34,1%	31,8%	56,4%

Source : BCRG/DGES/DSBP

Par rapport à 2019, le taux de pénétration du marché intérieur a augmenté de 24,6 points de pourcentage pour s'établir à 56,4 % en 2020. Cette situation indique une augmentation de la dépendance de l'économie vis-à-vis du reste du monde.

II - Cadre institutionnel et réglementaire d'élaboration de la balance des paiements

La balance des paiements est un document statistique, présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble l'ensemble des transactions économiques et financières entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période donnée. Elle constitue un instrument indispensable à la connaissance des activités économiques, à la formulation et au suivi de la politique économique. Elle est

également un outil d'analyse et d'évaluation de la stabilité du système financier.

En dépit de son appellation, la balance des paiements n'a plus vocation à rendre compte des paiements mais des transactions entre résidents et non-résidents. Elle est équilibrée par nature, chaque transaction financière ou non financière, avec un non-résident ayant une contrepartie financière.

II-1- Cadre institutionnel et réglementaire

L'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale de la Guinée repose sur un cadre institutionnel national et s'appuie sur un cadre conceptuel et méthodologique du FMI.

II-1-a- Loi L/2017/017/AN

L'établissement de la balance des paiements en Guinée est précisé par la loi L/2017/017/AN du 08 Juin 2017, Abrogeant la Loi L/2016/064/AN du 09/11/2016, elle-même, Modifiant la Loi L//2014/016/AN du 02/07/2014 Portant Statut de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG).

Selon l'article 27 de cette loi, la Banque Centrale établit la balance des paiements de la République de Guinée.

A cet effet, elle peut requérir, soit directement, soit par l'intermédiaire des établissements de crédit et de toute autre

personne ou structure concernée, toutes informations sur les transactions extérieures des administrations publiques, des personnes physiques ou morales, publiques ou privées ayant leur résidence ou leur siège en République de Guinée ainsi que des personnes ayant leur résidence ou leur siège à l'étranger pour leurs transactions relatives à leur séjour ou activité en République de Guinée.

II-1-b- La loi statistique

Les renseignements recueillis au cours d'un Recensement, d'une Enquête, revêtus du visa de l'article 13 de la loi statistique, notamment ceux ayant trait à la vie privée des personnes recensées ou enquêtées, sont CONFIDENTIELS. Ils ne peuvent en aucun cas être divulgués ou utilisés à des fins politiques, de contrôle fiscal, de répression économique ou de poursuite judiciaire.



II-1-c- L'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB

À l'échelle nationale, la validation de la balance des paiements est précisée par l'arrêté N°A/2014/5434/PM/SGG/CAB portant création, attributions, composition et fonctionnement du Comité Technique d'Harmonisation de la Balance des Paiements (CTHBP).

Le CTHBP est l'organe de validation des comptes extérieurs de la Guinée. Cet organe est présidé par la Banque Centrale. Il comprend notamment les représentants de :

- ◆ *la Primature ;*
- ◆ *la Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements (BCRG) ;*
- ◆ *la Direction des Changes (BCRG) ;*
- ◆ *la Direction Nationale du Budget ;*
- ◆ *la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;*
- ◆ *la Direction Générale des Douanes ;*
- ◆ *la Direction Nationale de la Dette Publique et de l'Aide au Développement ;*
- ◆ *la Direction Nationale du Plan ;*
- ◆ *l'Institut National de la Statistique (INS) ;*
- ◆ *le Bureau d'Etudes et de Stratégie du Mi-*

nistère des Mines et de la Géologie ;

- ◆ *la Direction Nationale de la Coopération ;*
- ◆ *la Direction Nationale du Commerce Extérieur et de la Compétitive ;*
- ◆ *l'Office National du Tourisme ;*
- ◆ *l'Autorité de Régulation des Postes et des Télécommunications ;*
- ◆ *l'Office Sanitaire des Produits de la Pêche et de l'Aquaculture et ;*
- ◆ *le Ministère de l'Agriculture.*

Ce Comité arrête et valide les statistiques de la balance des paiements.

Les comptes extérieurs de la Guinée sont actuellement produits par trimestre, suivant la 6ème édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale. Ces balances de paiements trimestrielles agrégées permettent d'obtenir la balance annuelle avec un délai maximum de six mois après la fin de l'année sous revue. La balance des paiements annuelle est publiée sur support papier et sur le site web de la Banque Centrale de la République de Guinée (www.bcr-guinee.org). Elle est également communiquée au Département des statistiques du FMI pour publication.

II-2- Conventions d'enregistrement des transactions

En Guinée, la procédure d'élaboration des statistiques de balance des paiements est inspirée principalement des normes internationales notamment, la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale publiée par le Fonds Monétaire Interna-

tional (FMI) en 2008.

Le manuel de la balance des paiements du FMI décline la normalisation des concepts, des définitions, des classifications et des conventions de manière à ce qu'il soit plus facile, au plan national et

international, de recueillir, présenter et comparer les statistiques de balance des paiements.

La balance des paiements est traditionnellement présentée du point de vue de la Nation, contrairement à la comptabilité nationale au sein de laquelle les échanges entre la Guinée et l'extérieur sont présentés du point de vue de l'agent « reste du monde ».

Par convention, un chiffre inscrit au crédit d'un compte correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle (échanges de biens, de services et des paiements de revenus). Un chiffre inscrit au débit d'un compte représente une importation ou une dépense. Dans le compte courant et le compte de capital, les transactions sont présentées en termes bruts.

Dans le compte financier, les transactions sont présentées en termes nets. Soit en acquisition nette d'actifs financiers (sorties des capitaux) ou en accroissement net de passifs (entrées des capitaux).

Par ailleurs, le compte financier comprend l'accumulation des avoirs de réserve de la Banque Centrale.

Pour faciliter l'analyse de la balance des paiements, elle est présentée sous une forme dénommée « présentation analytique ».

La présentation analytique permet de réorganiser certains éléments afin de mieux mettre en évidence les problèmes et les

besoins ou capacités de financement.

Dans la présentation analytique, les éléments suivants apparaissent «au-dessous de la ligne»:

- ◆ avoirs de réserve;
- ◆ crédits et prêts du FMI;
- ◆ opérations qui modifient la composition des actifs/passifs mais ne correspondent pas à des transactions réelles ou financières (financement exceptionnel).
- ◆ Le financement exceptionnel comprend :
 - ◆ l'accumulation d'arriérés;
 - ◆ la remise de dette;
 - ◆ le rééchelonnement ou refinancement de la dette;
 - ◆ les échanges dette/obligations ou dette/actions.

II-2-a- Le principe de la partie double

Chaque transaction est enregistrée sous la forme de deux entrées égales et opposées, qui rendent compte des :

- ◆ entrées et des sorties de flux ;
- ◆ inscriptions au crédit et des inscriptions au débit et ;
- ◆ augmentations et des diminutions des actifs et des passifs.

Par conséquent, la somme de toutes les transactions est égale à zéro. De ce point de vue, la balance des paiements est toujours équilibrée par nature.



II-2-b- Le principe d'évaluation

La base d'évaluation des transactions est le prix de marché convenu entre les agents économiques. En cas de troc, il est recommandé de recourir à des valeurs de substitution, par exemple une cotation courante sur le marché.

II-2-c- Le principe d'unité de compte

Étant donné que les transactions entre les résidents guinéens et les non-résidents peuvent se régler dans plusieurs monnaies, et pour faciliter les comparaisons avec les autres pays membres du FMI, la BCRG a adopté l'enregistrement des opérations en dollar. Pour les montants en franc guinéen, un taux de change moyen est utilisé pour faire la conversion en dollar.

II-3- Sources des données

La méthode de collecte des données utilisée par la Banque Centrale de la République de Guinée est conforme aux règles et principes édictés par le MBP6 publié en 2008 par le FMI.

Les données sont collectées sur la base des enquêtes trimestrielles effectuées auprès des principaux agents économiques ayant des relations avec les non-résidents. Il s'agit de : l'administration publique, des sociétés financières et non financières, des représentants diplomatiques et des institutions internationales.

II-3-a- L'Administration publique

- ◆ le Ministère de l'Économie et des Finances ;
- ◆ le Ministère du Budget ;
- ◆ le Ministère des Mines et de la Géologie ;
- ◆ le Ministère du Plan et du Développement Economique ;
- ◆ le Ministère du Commerce ;
- ◆ le Ministère du Tourisme ;
- ◆ le Port Autonome de Conakry;
- ◆ la CNSS (Caisse Nationale de la Sécurité Sociale) et ;
- ◆ la Direction Générale des Douanes.

II-3-b- Les sociétés financières

- ◆ la BCRG (Banque Centrale de la République de Guinée) ;
- ◆ les banques commerciales ;
- ◆ les sociétés d'assurances et ;

- ◆ les sociétés de transferts d'argent.

II-3-c- Les sociétés non financières

- ◆ les sociétés minières ;
- ◆ les complexes hôteliers ;
- ◆ les sociétés de télécommunication ;
- ◆ les sociétés industrielles non minières ;
- ◆ les agences de voyage ;
- ◆ les sociétés de construction et BTP;
- ◆ les sociétés portuaires et aéroportuaires ;
- ◆ les universités et grandes écoles ;
- ◆ les hôpitaux et cliniques ;
- ◆ les radios et télévisions

II-3-d- Les représentations diplomatiques

- ◆ l'Ambassade de la France ;
- ◆ l'Ambassade de l'Allemagne ;
- ◆ l'Ambassade des États-Unis ;
- ◆ l'Ambassade du Mali ;
- ◆ l'Ambassade de la Chine, etc.

II-3-e- Les institutions internationales

- ◆ le Fonds Monétaire International ;
- ◆ l'Agence Française de Développement ;
- ◆ le Programme des Nations Unies pour le Développement ;
- ◆ la Banque Mondiale ;
- ◆ l'Union Européenne ;
- ◆ l'Organisation Mondiale de la Santé ;
- ◆ l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ;
- ◆ le Fonds International pour le Développement Agricole ;
- ◆ l'Organisation des Nations Unies pour

le Développement Industriel

- ◆ le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
- ◆ l'Agence des États-Unis pour le Développement International
- ◆ le Programme Alimentaire Mondial, etc.

Tous ces agents économiques sont soumis à des questionnaires types. Ces questionnaires récapitulent pour le trimestre concerné, les flux décrivant les transactions effectuées avec l'extérieur, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements.

Les questionnaires sont adressés aux agents économiques par courrier à la fin de chaque trimestre. Concernant les organes et Directions de l'État et les institutions internationales, certaines informations sont collectées directement par les services techniques de la Banque Centrale de la République de Guinée.



CONCLUSION

CONCLUSION

Les statistiques monétaires de 2020 sont élaborées conformément aux orientations du Manuel et Guide d'Établissement des Statistiques Monétaires et Financières conçus et publiés par le Fonds Monétaire International en 2016 (MGESMF-2016). Toutefois, les données des institutions de microfinance et des sociétés d'assurance ne sont pas encore prises en compte dans l'établissement des statistiques monétaires.

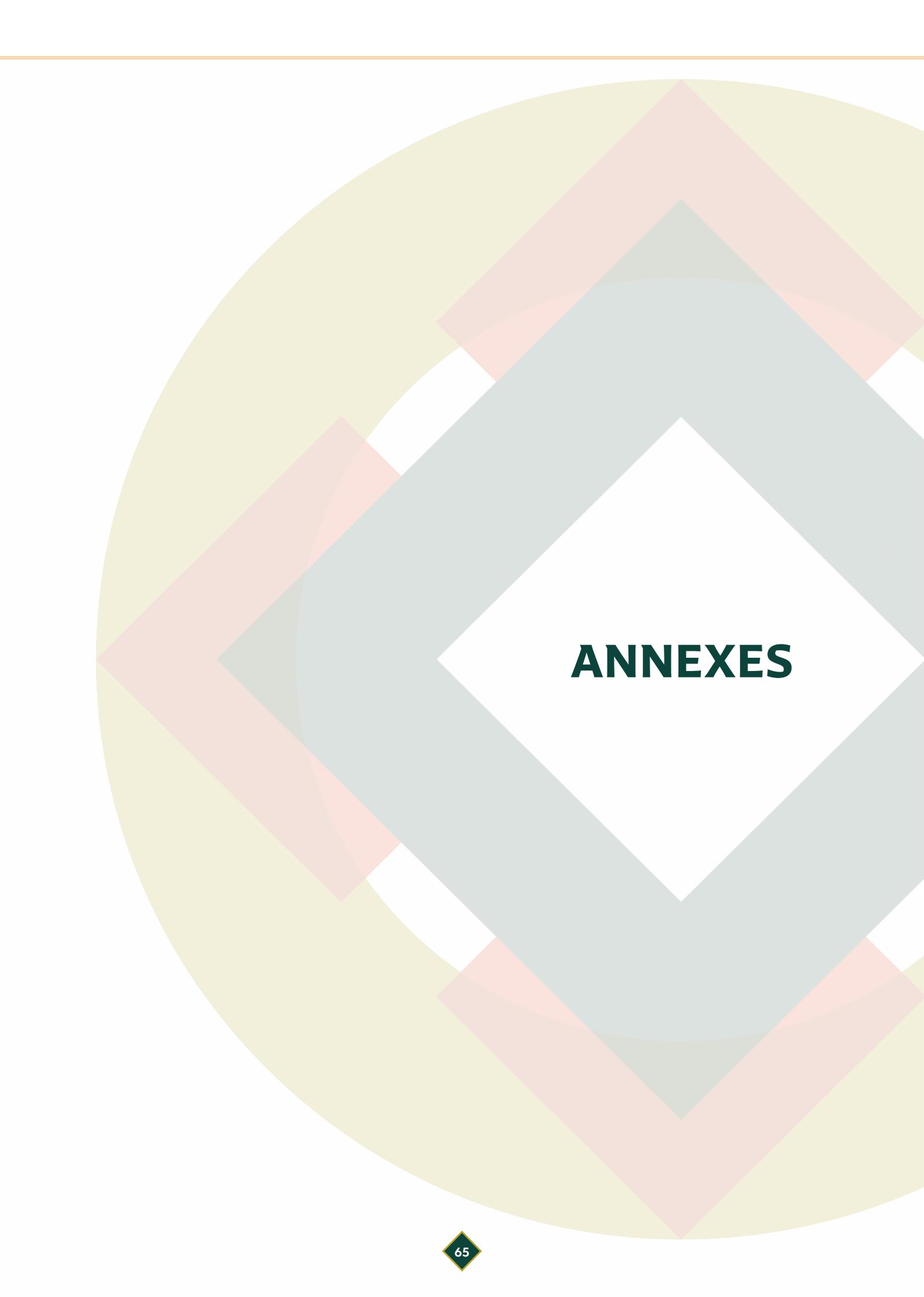
Ces statistiques seront complètes à partir de l'année 2022 grâce aux actions menées par le service en charge d'élaboration des statistiques monétaires et financières et à la dernière mission d'assistance technique du FMI qui s'est déroulée du 23 novembre au 16 décembre 2020.

S'agissant des indicateurs d'Accès aux Services Financiers (ASF), ils sont élaborés conformément à la méthodologie d'enquête annuelle développée par le FMI en 2019 pour tous ses pays membres. Cette méthodologie d'enquête générale a été adaptée aux spécificités de l'économie guinéenne et permis de collecter les données liées aux indicateurs. Les indicateurs élaborés concernent les banques commerciales, les banques mobiles, les institutions de microfinance et les sociétés d'assurance.

Concernant les Indicateurs de Solidité Financière (ISF), ils sont établis conformément aux orientations du guide d'établissement conçu et publié par le Fonds Monétaire International en 2011. Ce

guide répond à la nécessité de disposer d'instruments permettant d'évaluer les forces et les faiblesses des systèmes financiers des pays membres du FMI. A ce jour, seules les données des banques commerciales sont utilisées par la Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements pour établir les indicateurs de solidité financière. Ces indicateurs seront complets à partir de l'année 2022 avec l'aide des travaux déjà effectués sur le canevas de communication des données d'autres secteurs concernés (institutions de microfinance collectrices de dépôts, sociétés d'assurance notamment).

Quant aux statistiques de la balance des paiements de 2020, elles sont produites conformément aux orientations du sixième Manuel de la Balance des Paiements (MBP6) conçu et publié par le FMI en 2008. Pour rendre plus facile le traitement des statistiques de la balance des paiements, une application informatique est en cours de finalisation sur une plateforme appropriée. Avec ladite application informatique, il sera possible de produire la balance des paiements par branche d'activités, par secteur institutionnel et par zone géographique, en plus de la balance globale.



ANNEXES

Annexe 1: SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DE 2011 A 2020 (en milliards de GNF)

	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20
Avoirs Extérieurs Nets	4 534,06	2 923,49	3 144,87	3 276,89	1 290,41	2 817,85	3 236,97	5 144,39	7 787,23	8 757,55
Or	87,71	90,83	61,22	63,00	719,39	77,40	82,96	569,22	1 791,30	2 535,75
FMI	-1 405,22	-1 496,36	-1 705,20	-2 038,94	-2 365,76	-2 824,02	-3 143,05	-3 537,89	-3 825,48	-4 635,76
Position de réserve	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	337,60	337,60	337,60	339,56	339,56
Avoirs en DTS	666,69	840,57	1 044,56	1 678,30	1 614,80	1 694,67	1 976,63	2 176,35	905,20	856,47
Autres avoirs de change	5 301,22	3 552,93	3 832,15	3 691,88	1 354,94	3 613,48	4 105,54	5 681,12	8 674,93	9 813,65
Engagements à Court Terme	-116,44	-64,58	-87,96	-117,44	-33,06	-81,28	-122,72	-82,00	-98,28	-152,13
Avoirs Intérieurs Nets	2 091,39	3 506,99	4 295,98	5 244,03	7 448,49	7 278,76	7 876,41	6 694,46	6 017,69	7 697,13
Créances nettes sur l'État	1 598,18	3 466,63	4 397,09	5 341,21	7 353,26	7 462,18	7 926,78	9 393,52	9 478,74	11 268,50
Crédits aux entreprises publiques	35,71	22,10	15,00	7,37	1,57	0,21	0,20	0,00	0,00	0,00
Crédits au secteur privé	1,04	43,38	47,59	46,43	114,61	24,33	27,89	129,57	89,38	91,96
Crédits aux banques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de régulation monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-275,00
Autres postes nets	456,46	-25,13	-163,70	-150,98	-20,95	-207,96	-78,45	-2 828,63	-3 550,43	-3 388,32
Base Monétaire	6 625,45	6 430,48	7 440,85	8 520,92	8 738,90	10 096,61	11 113,38	11 838,85	13 804,92	16 454,69
Circulation fiduciaire	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 322,99	5 178,03	5 608,07	6 707,07	7 244,54	8 816,94	11 541,59
Réserves des Banques	3 275,67	2 470,78	2 971,04	3 789,86	3 095,87	3 802,37	3 621,27	4 156,45	4 653,72	4 594,15
Autres dépôts	87,93	254,16	417,80	408,07	464,99	686,17	785,04	437,86	334,26	318,95

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 2 : SITUATION MONETAIRE DES BANQUES DE 2011 A 2020 (en milliards de GNF)

	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20
Avoirs Extérieurs Nets	379,17	1 598,60	1 344,75	127,67	502,32	594,53	2 063,06	1 825,44	1 783,25	3 432,25
Avoirs	1 531,60	2 005,79	1 689,68	1 008,84	1 302,03	1 496,24	2 594,21	2 782,95	3 100,01	4 348,25
Engagements	1 152,43	407,19	344,94	881,17	799,71	901,71	531,15	957,51	1 316,76	916,00
Créances sur la BCRG	3 275,67	2 470,78	2 971,04	3 789,86	3 095,87	3 802,37	3 621,27	4 156,45	4 653,72	4 869,15
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de régulation monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275,00
Réserves Banques	3 275,67	2 470,78	2 971,04	3 789,86	3 095,87	3 802,37	3 621,27	4 156,45	4 653,72	4 594,15
Dépôts	2 855,20	2 075,73	2 558,01	3 153,44	2 391,66	2 751,01	3 003,71	3 304,45	3 874,24	3 830,17
Encaisses	420,47	395,05	413,03	636,42	704,21	1 051,36	617,56	852,00	779,48	763,98
Crédit intérieur net	5 425,14	4 746,50	6 093,49	7 925,38	9 966,06	10 701,60	11 319,49	13 946,62	17 365,15	21 827,97
Créances nettes sur l'État	2 206,07	1 673,21	1 907,53	1 942,28	2 457,37	2 682,79	3 126,57	4 236,24	5 410,51	8 910,75
Crédits aux entreprises publiques	58,21	48,09	89,70	62,50	39,93	9,82	3,45	4,22	0,06	0,05
Crédits au secteur privé	3 160,86	3 025,21	4 096,26	5 920,60	7 468,76	8 008,98	8 189,47	9 706,15	11 954,58	12 917,17
Créances saines	3 069,97	2 900,14	3 873,64	5 622,68	7 093,26	7 373,36	7 402,34	8 723,71	10 837,06	11 915,40
Créances compromises	90,90	125,07	222,62	297,92	375,50	635,63	787,13	982,44	1 117,52	1 001,77
Autres postes nets	-1 104,11	-1 325,72	-1 811,54	-1 902,16	-1 562,93	-1 998,08	-2 061,69	-2 863,52	-2 537,15	-4 569,57
Autres créances	639,48	763,84	865,81	963,37	1 663,25	1 855,19	2 174,49	2 457,97	3 269,13	3 148,88
Correspondants	98,51	53,12	104,20	100,28	107,00	194,08	263,65	173,51	562,22	41,17
Immobilisations	421,00	519,68	645,64	797,86	931,29	1 087,35	1 348,10	1 612,94	1 854,61	2 084,58
Divers	119,97	191,04	115,97	65,23	624,96	573,77	562,75	671,51	852,31	1 023,13
Autres Dettes	-1 743,59	-2 089,56	-2 677,35	-2 865,52	-3 226,18	-3 853,28	-4 236,18	-5 321,49	-5 806,28	-7 718,45
Correspondants	-33,77	-45,14	-250,70	-39,43	-79,90	-166,38	-102,81	-146,56	-89,56	-387,11
Fonds Propres	-1 162,33	-1 437,55	-1 607,37	-1 881,76	-2 222,20	-2 713,37	-2 837,20	-3 321,07	-3 755,82	-4 408,25
Divers	-547,50	-606,88	-819,29	-944,33	-924,08	-973,54	-1 296,17	-1 853,86	-1 960,90	-2 923,09
Dépôts	7 975,87	7 490,15	8 597,73	9 940,75	12 001,32	13 100,42	14 942,14	17 064,97	21 264,97	25 559,81
Dépôts à vue en GNF	5 490,84	4 529,99	5 170,89	6 425,16	7 810,06	8 390,22	8 774,28	10 393,96	12 873,06	14 669,66
Dépôts à terme en GNF	281,77	490,11	870,85	1 229,40	1 203,75	1 240,60	1 665,32	2 016,96	2 302,46	3 192,65
Dépôts en devises	2 203,26	2 470,06	2 555,99	2 286,19	2 987,51	3 469,60	4 502,53	4 654,06	6 089,45	7 697,50

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 3 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE DE 2011 A 2020 (en milliards de GNF)

	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20
AVOIRS EXTERIEURS NETS	4 913,23	4 522,09	4 489,61	3 404,56	1 792,73	3 412,39	5 300,03	6 969,83	9 570,48	12 189,81
Banque Centrale	4 534,06	2 923,49	3 144,87	3 276,89	1 290,41	2 817,85	3 236,97	5 144,39	7 787,23	8 757,55
Banques de dépôts	379,17	1 598,60	1 344,75	127,67	502,32	594,53	2 063,06	1 825,44	1 783,25	3 432,25
AVOIRS INTERIEURS NETS	6 412,42	6 927,76	8 577,93	11 267,25	15 851,62	15 982,27	17 134,22	17 777,55	20 845,69	25 230,54
Créances nettes sur l'Etat à la BCRG	1 598,18	3 466,63	4 397,09	5 341,21	7 353,26	7 462,18	7 926,78	9 393,52	9 478,74	11 268,50
Créances nettes sur l'Etat dans les banques	2 206,07	1 673,21	1 907,53	1 942,28	2 457,37	2 682,79	3 126,57	4 236,24	5 410,51	8 910,75
Crédits aux entreprises publiques	93,92	70,19	104,70	69,86	41,50	10,03	3,66	4,22	0,06	0,05
Crédits au secteur privé	3 161,90	3 068,59	4 143,84	5 967,03	7 583,37	8 033,31	8 217,36	9 835,73	12 043,96	13 009,13
Autres Postes nets	-647,66	-1 350,85	-1 975,23	-2 053,14	-1 583,88	-2 206,04	-2 140,14	-5 692,15	-6 087,58	-7 957,89
MASSE MONETAIRE	11 325,65	11 449,86	13 067,54	14 671,81	17 644,34	19 394,66	22 434,24	24 747,38	30 416,16	37 420,34
Monnaie en circulation	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 322,99	5 178,03	5 608,07	6 707,07	7 244,54	8 816,94	11 541,59
Dépôts à vue gnf	5 504,56	4 554,82	5 204,63	6 480,29	7 854,35	8 495,93	8 885,22	10 539,98	12 953,40	14 712,61
Dépôts à terme gnf	281,77	490,11	870,85	1 229,40	1 203,75	1 240,60	1 665,32	2 016,96	2 302,46	3 192,65
Dépôts en devises	2 277,48	2 699,39	2 940,06	2 639,14	3 408,21	4 050,06	5 176,63	4 945,90	6 343,37	7 973,50

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 4 : BASE MONETAIRE DE 2011 A 2020 (en milliards de GNF)

	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19	déc-20
Base monétaire	6 625,45	6 430,48	7 440,85	8 520,92	8 738,90	10 096,61	11 113,38	11 838,85	13 804,92	16 454,69
Monnaie en circulation	3 261,84	3 705,54	4 052,01	4 322,99	5 178,03	5 608,07	6 707,07	7 244,54	8 816,94	11 541,59
Réserves des banques de dépôts	3 275,67	2 470,78	2 971,04	3 789,86	3 095,87	3 802,37	3 621,27	4 156,45	4 653,72	4 594,15
Réserves obligatoires	1 754,69	1 647,83	1 719,55	1 988,15	2 160,24	2 358,08	2 390,74	2 730,40	3 402,40	3 833,97
Réserves excédentaires	1 100,51	427,90	838,46	1 165,29	231,43	392,93	612,97	574,05	471,84	795,20
Encaisses	420,47	395,05	413,03	636,42	704,21	1 051,36	617,56	852,00	779,48	763,98
Autres dépôts	87,93	254,16	417,80	408,07	464,99	686,17	785,04	437,86	334,26	318,95

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 5 : SITUATION MONETAIRE DE LA BCRG 2020 (en milliards de GNF)

	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Avoirs Extérieurs Nets	8 640,28	7 983,93	7 562,42	7 530,42	6 922,70	9 172,01	7 964,86	7 421,99	8 421,52	8 951,76	8 659,58	8 757,55
Or	1 239,28	1 297,07	1 254,60	1 356,35	1 356,35	1 365,65	1 448,66	1 213,16	1 890,08	2 420,34	2 420,34	2 535,75
FMI	-3 824,03	-3 762,46	-3 785,94	-3 656,50	-3 718,23	-3 796,64	-3 871,64	-3 929,61	-3 944,70	-3 961,58	-4 042,63	-4 635,76
Position de réserve	337,60	337,60	337,60	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56	339,56
Avoirs en DTS	933,95	894,62	895,42	729,76	768,53	787,35	798,30	813,00	815,08	819,61	830,71	856,47
Autres avoirs de change	10 049,12	9 308,82	8 928,24	8 864,77	8 311,74	10 602,62	9 374,64	9 119,66	9 454,68	9 446,32	9 245,70	9 813,65
Engagements à Court Terme	-95,65	-91,73	-67,50	-103,52	-135,25	-126,54	-124,67	-133,78	-133,18	-112,50	-134,11	-152,13
Avoirs Intérieurs Nets	5 451,06	6 596,86	7 232,76	7 694,25	9 447,99	6 623,68	9 280,07	10 728,18	9 820,11	9 736,87	7 524,89	7 697,13
Créances nettes sur l'État	9 630,60	10 058,55	10 424,98	11 233,65	12 160,71	10 788,54	12 493,72	13 419,05	12 763,36	13 260,05	11 766,52	11 268,50
Crédits aux entreprises publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits au secteur privé	94,50	90,95	92,18	91,01	91,04	91,14	91,45	91,62	91,74	91,79	91,83	91,96
Crédits aux banques	40,00	0,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de régulation monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-995,00	-275,00
Autres postes nets	-4 314,04	-3 552,63	-3 324,40	-3 630,40	-2 803,76	-4 256,00	-3 305,10	-2 782,49	-3 034,99	-3 614,97	-3 338,46	-3 388,32
Base Monétaire	14 091,33	14 580,79	14 795,18	15 224,68	16 370,70	15 795,69	17 244,92	18 150,17	18 241,63	18 688,64	16 184,47	16 454,69
Circulation fiduciaire	8 907,38	9 240,69	9 311,36	9 716,88	10 519,54	9 690,43	10 762,23	10 894,69	11 240,28	11 505,92	11 415,66	11 541,59
Réserves des Banques	4 836,58	5 057,47	5 206,86	5 232,16	5 556,53	5 752,21	6 130,55	6 835,52	6 629,61	6 864,59	4 513,60	4 594,15
Autres dépôts	347,38	282,63	276,95	275,64	294,63	353,05	352,14	419,96	371,74	318,13	255,20	318,95

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 6 : SITUATION MONETAIRE DES BANQUES 2020 (en milliards)

	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Avoirs Extérieurs Nets	2 039,23	2 488,72	2 644,97	2 899,38	2 775,96	2 917,73	3 092,01	2 720,33	2 940,86	3 152,42	3 179,50	3 432,25
Avoirs	3 241,07	3 696,11	3 824,35	4 252,10	4 095,79	4 137,92	4 262,76	3 643,11	3 851,93	3 941,82	3 907,05	4 348,25
Engagements	1 201,84	1 207,39	1 179,39	1 352,72	1 319,83	1 220,19	1 170,75	922,78	911,07	789,40	727,55	916,00
Créances sur la BCRG	4 796,58	5 057,47	5 166,86	5 232,16	5 556,53	5 752,21	6 130,55	6 835,52	6 629,61	6 864,59	5 508,60	4 869,15
Créances	-40,00	0,00	-40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de régulation monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	995,00	275,00
Réserves Banques	4 836,58	5 057,47	5 206,86	5 232,16	5 556,53	5 752,21	6 130,55	6 835,52	6 629,61	6 864,59	4 513,60	4 594,15
Crédit intérieur net	17 207,43	17 318,75	17 539,79	17 460,99	17 827,88	18 626,65	18 773,26	19 035,03	19 296,15	19 264,59	21 387,53	21 827,97
Créances nettes sur l'Etat	5 454,16	5 608,71	5 890,67	5 689,44	6 073,59	7 230,37	6 941,54	6 496,99	6 630,48	7 044,29	8 612,18	8 910,75
Crédits aux entreprises publiques	3,11	0,32	1,25	1,33	2,09	1,06	2,35	2,69	2,94	3,43	3,66	0,05
Crédits au secteur privé	11 750,16	11 709,72	11 647,87	11 770,23	11 752,20	11 395,22	11 829,37	12 535,34	12 662,72	12 216,87	12 771,69	12 917,17
Autres postes nets	-2 735,31	-2 803,11	-3 149,27	-3 003,59	-3 385,73	-3 628,40	-3 904,11	-4 193,80	-4 076,17	-3 730,82	-4 537,03	-4 569,57
Dépôts	21 307,93	22 061,82	22 202,34	22 588,94	22 774,63	23 668,20	24 091,72	24 397,08	24 790,44	25 550,78	25 538,60	25 559,81
Dépôts à vue en GNF	12 969,69	13 080,87	13 213,51	13 212,92	13 686,73	14 069,81	14 152,90	14 373,00	14 661,39	14 974,18	14 879,10	14 669,66
Dépôts à terme en GNF	2 175,89	2 623,67	2 577,11	2 588,53	2 531,85	2 716,85	2 978,79	3 080,50	3 153,70	3 313,97	3 230,59	3 192,65
Dépôts en devises	6 162,35	6 357,29	6 411,72	6 787,48	6 556,05	6 881,53	6 960,02	6 943,58	6 975,35	7 262,64	7 428,91	7 697,50

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 7 : BASE MONETAIRE 2020 (en milliards de GNF)

	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Base monétaire	14 091,33	14 580,79	14 795,18	15 224,68	16 370,70	15 795,69	17 244,92	18 150,17	18 241,63	18 688,64	16 184,47	16 454,69
Monnaie en circulation	8 907,38	9 240,69	9 311,36	9 716,88	10 519,54	9 690,43	10 762,23	10 894,69	11 240,28	11 505,92	11 415,66	11 541,59
Réserves des banques de dépôts	4 836,58	5 057,47	5 206,86	5 232,16	5 556,53	5 752,21	6 130,55	6 835,52	6 629,61	6 864,59	4 513,60	4 594,15
Réserves obligatoires	3 409,27	3 529,89	3 552,37	3 388,34	3 416,19	3 550,23	3 613,76	3 659,56	3 718,57	3 832,62	3 830,79	3 833,97
Réserves excédentaires	701,01	777,31	833,79	971,95	1 337,78	1 382,49	1 675,04	2 100,82	1 948,78	1 889,32	558,46	795,20
Encaisses	726,30	750,27	820,70	871,87	802,56	819,49	841,76	1 075,14	962,26	1 142,65	923,35	763,98
Autres dépôts	347,38	282,63	276,95	275,64	294,63	353,05	352,14	419,96	371,74	318,13	255,20	318,95

Source: BCRG/DGES/DSBP

Annexe 8 : SITUATION MONETAIRE INTEGREE 2020 (en milliards de GNF)

	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
AVOIRS EXTERIEURS NETS	10 679,51	10 472,64	10 207,39	10 429,80	9 698,66	12 089,74	11 056,87	10 142,32	11 362,38	12 104,19	11 839,08	12 189,81
Banque Centrale	8 640,28	7 983,93	7 562,42	7 530,42	6 922,70	9 172,01	7 964,86	7 421,99	8 421,52	8 951,76	8 659,58	8 757,55
Banques de dépôts	2 039,23	2 488,72	2 644,97	2 899,38	2 775,96	2 917,73	3 092,01	2 720,33	2 940,86	3 152,42	3 179,50	3 432,25
AVOIRS INTERIEURS NETS	19 883,18	21 112,50	21 583,27	22 151,65	23 890,14	21 621,94	24 149,22	25 569,41	25 040,09	25 270,65	25 370,39	25 230,54
Créances nettes sur l'Etat à la BCRG	9 630,60	10 058,55	10 424,98	11 233,65	12 160,71	10 788,54	12 493,72	13 419,05	12 763,36	13 260,05	11 766,52	11 268,50
Créances nettes sur l'Etat dans les banques	5 454,16	5 608,71	5 890,67	5 689,44	6 073,59	7 230,37	6 941,54	6 496,99	6 630,48	7 044,29	8 612,18	8 910,75
Crédits aux entreprises publiques	3,11	0,32	1,25	1,33	2,09	1,06	2,35	2,69	2,94	3,43	3,66	0,05
Crédits au secteur privé	11 844,66	11 800,67	11 740,04	11 861,23	11 843,24	11 486,36	11 920,82	12 626,96	12 754,47	12 308,66	12 863,51	13 009,13
Autres Postes nets	-7 049,35	-6 355,75	-6 473,68	-6 633,99	-6 189,50	-7 884,40	-7 209,22	-6 976,29	-7 111,16	-7 345,78	-7 875,49	-7 957,89
MASSE MONETAIRE	30 562,69	31 585,14	31 790,66	32 581,45	33 588,80	33 711,67	35 206,09	35 711,73	36 402,47	37 374,83	37 209,46	37 420,34
Monnaie en circulation	8 907,38	9 240,69	9 311,36	9 716,88	10 519,54	9 690,43	10 762,23	10 894,69	11 240,28	11 505,92	11 415,66	11 541,59
Dépôts à vue gnf	13 047,60	13 150,00	13 291,18	13 293,53	13 799,55	14 151,68	14 227,75	14 516,00	14 819,59	15 061,37	14 919,56	14 712,61
Dépôts à terme gnf	2 175,89	2 623,67	2 577,11	2 588,53	2 531,85	2 716,85	2 978,79	3 080,50	3 153,70	3 313,97	3 230,59	3 192,65
Dépôts en devises	6 431,82	6 570,79	6 611,00	6 982,51	6 737,86	7 152,71	7 237,31	7 220,54	7 188,90	7 493,57	7 643,65	7 973,50

Source: BCRG/DGES/DSBP



Annexe 9 : Évolution de la balance des paiements (format MBP6) de 2016 à 2020

Libellé poste	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2020
A. Compte des transactions courantes n.i.a	-2744,92	519,40	-190,46	-314,57	2684,75
Crédit	3469,53	5190,29	4537,91	4483,02	9394,11
Débit	6214,46	4670,89	4728,37	4797,59	6709,36
1. Balance commerciale	-2 015,09	1 111,01	592,42	475,36	5 203,76
Crédit	2 414,35	4 595,06	3 978,07	3 945,36	8 931,20
Exportations f.à b.	1 597,31	2 910,37	2 989,00	2 752,13	3 577,14
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	51,00	-7,77	-0,16	-0,24	0,00
Or non monétaire	1 839,25	1 692,46	989,23	1 193,48	5 354,06
Débit	4 429,44	3 484,05	3 385,64	3 470,00	3 727,44
Importations f.a.b	4 429,44	3 484,05	3 385,64	3 470,00	3 727,44
2. Balance des services	-479,99	-703,53	-696,99	-754,70	-2521,25
Crédit	53,10	52,38	104,03	95,40	64,82
Transport	11,17	9,22	1,25	1,06	0,09
Autres	219,97	43,16	102,78	94,34	64,74
Débit	655,70	755,91	801,02	850,10	2586,07
Transport	430,52	416,95	402,50	416,64	1070,89
Autres	114,32	338,96	398,52	433,46	1515,18
3. Revenus primaires	-102,43	-50,63	-181,85	-114,09	-144,78
Crédit	83,37	47,66	68,66	88,13	32,53
Débit	154,32	98,29	250,51	202,22	177,31
4. Revenus secondaires	315,29	162,55	95,96	78,86	147,02
Crédit	946,31	495,19	387,15	354,13	365,56
Débit	687,88	332,64	291,20	275,27	218,54
B. Compte de capital n.i.a	164,25	145,70	140,36	40,69	147,12
Crédit	129,38	149,42	140,37	41,32	150,38
Débit	4,20	3,72	0,02	0,63	3,25
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-2580,67	665,10	-50,10	-273,88	2831,87
D. Compte financier n.i.a	-2973,54	469,53	-796,04	-997,56	2063,06
1. Investissement direct n.i.a	-1597,34	-576,50	-353,08	-43,37	-173,99
2. Investissement de portefeuille n.i.a	-1,15	-0,08	-11,39	-5,54	12,03
3. Drivés financiers n.i.a	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4. Autres investissements n.i.a	-1375,05	1046,11	-431,57	-948,65	2225,02
E. Erreurs et omissions nettes	4,23	1,47	3,81	1,26	-0,03
F. Solde global à financer	397,10	197,04	749,75	724,94	768,78
G. Financement du solde global	397,10	197,04	749,75	724,94	768,79
Avoirs de réserve	208,17	76,50	432,94	282,70	125,58
Crédits et prêts du FMI	40,64	26,26	45,53	31,72	63,36
Financement exceptionnel	148,30	94,28	271,28	410,52	579,85
Tirages sur nouveaux emprunts	148,26	94,28	271,28	410,52	579,85
Remises de dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement de dettes existantes	0,00	0,00	0,00	0,00	37,16
Accumulation d'arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rééchelonnement d'arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations d'arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dons reçus bonification du FMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Remboursement d'arriérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source: BCRG/DGES/DSBP



Annexe 10 : Principales exportations FAB en volume de 2016 à 2020

Rubrique	Année				
	2016	2017	2018	2019	2020
	Volume en millions kg				
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	68,20	50,30	59,68	61,00	75,17
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	18,86	11,82	15,37	12,97	13,19
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,05	0,00	0,01	7,39	7,18
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	54,06	63,58	45,51	27,71	32,91
Les produits miniers (bauxite, alumine, OR, autres)					
<i>dont: OR (en millions g)</i>	29,96	45,09	26,51	29,36	100,74
<i>dont: DIAMANTS (en millions carat)</i>	0,11	0,24	0,26	0,21	0,14
<i>dont: Bauxite (en millions kg)</i>	20 897,29	47 133,59	62 199,67	61 328,79	77 999,40
<i>dont: Aluminium (en millions tonnes)</i>	0,00	0,00	168,68	345,10	388,08
<i>dont: Fer (en millions tonnes)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	356,04
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets.)	9,67	15,37	19,20	14,68	4,44
Les autres produits exportations	1,26	1,07	0,99	5,81	0,10
Les divers (objets...)	62,49	115,08	102,85	365,70	451,16
Total	21 111,88	47 390,80	62 611,96	62 169,13	78 971,63

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 11 : Principales exportations FAB en valeur de 2016 à 2020

Rubrique	Année				
	2016	2017	2018	2019	2020
	Valeur en millions USD				
Les produits agricoles (Pommes de terre, bananes etc.)	80,89	194,04	121,63	102,32	73,81
Les produits de pêche (poissons, crevettes etc.)	29,36	136,03	97,48	25,28	19,13
Les produits d'industries alimentaires et boissons	0,04	0,03	0,07	1,94	1,43
Les produits forestiers (bois, caoutchouc etc.)	121,10	145,30	63,91	40,19	39,71
Les produits miniers (bauxite, alumine, OR, autres)*	2 016,30	3 606,15	3 134,79	3 518,90	8 384,97
<i>dont: OR</i>	1 111,17	1 692,46	989,23	1 193,48	5 352,07
<i>dont: DIAMANTS</i>	22,14	25,29	19,72	19,47	7,63
<i>dont: Bauxite</i>	882,99	1 888,40	2 081,38	2 228,67	2 940,41
<i>dont: Aluminium</i>	0,00	0,00	44,46	77,28	74,92
<i>dont: Fer</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	9,94
Les produits métallurgiques (ferraille, déchets.)	2,30	102,77	1,67	1,49	1,21
Les autres produits exportations	35,44	108,25	0,15	0,16	0,40
Les divers (objets...)	128,94	302,48	558,36	255,13	410,55
Total	2 414,36	4 595,06	3 978,07	3 945,41	8 931,20

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 12 : Principales importations FAB en volume de 2016 à 2020

N°	Rubrique	Année				
		2016	2017	2018	2019	2020
Volume en millions kg						
1	Les produits des industries alimentaires (riz, lait, viande, jus de fruits, beurre etc.)	1234,32	1133,73	1500,08	1329,51	3035,68
	<i>dont: Riz</i>	644,20	662,30	681,08	588,29	635,23
2	Les produits pétroliers (essence, gazoles, fiouls lourds, lubrifiants etc.)	1149,19	1522,17	1755,04	1771,40	1964,00
3	Les biens d'équipements (moteurs thermiques, fours et brûleurs, matériels agricoles etc.)	56,58	316,43	101,86	112,53	249,50
4	Les matériels électriques (groupe électrogènes, lampes et appareils d'éclairage etc.)	35,35	41,75	51,55	46,37	81,98
5	Les appareils de radio, télévision et accessoires	3,52	4,55	5,59	5,94	29,06
6	Les produits de la construction automobile (moteurs pour véhicules, voitures, pièces etc.)	128,56	188,61	197,33	471,67	619,91
7	Le tabac manufacturé	8,36	8,58	8,11	9,26	30,30
8	Les produits textiles et accessoires	38,21	32,78	34,84	34,76	84,43
9	Les articles d'habillement	43,98	51,88	55,72	54,85	161,78
10	Les cuirs travaillés et chaussures	28,16	25,90	30,51	30,48	39,89
11	Les produits du travail de bois (feuilles de placage, contreplaqués, articles de vannerie etc.)	5,05	7,17	8,38	11,49	23,37
12	Les papiers, cartons (pâte à papier, articles de papeterie etc.)	18,04	19,49	19,60	18,77	145,83
13	Les produits de l'imprimerie (livres, cahiers, journaux etc.)	5,20	5,78	8,07	6,13	11,60
14	Les produits chimiques (gaz industriels, engrais, herbicides, médicaments etc.)	156,82	345,44	291,32	343,71	674,77
15	Les produits plastiques (pneumatiques neufs et rechapés, chambres à air et bandage etc.)	37,59	43,95	46,04	51,98	222,48
16	Les matériaux pour la construction (ciment, carreaux en céramique, tuiles, appareils sanitaires etc.)	1107,72	1505,18	1794,38	1611,36	2069,86
17	Les produits métallurgiques (tubes et tuyaux en fonte, aluminium etc.)	114,67	139,18	194,99	160,70	678,31
18	Les ouvrages en métaux (réservoirs et chaudières, produits de chaudronnerie etc.)	48,69	72,24	91,97	88,88	491,09
19	Les matériels informatiques et bureautiques	1,04	1,20	1,22	1,23	1,80
20	Les instruments médicaux et optiques (matériel médicochirurgical)	1,42	2,05	2,58	2,20	5,37
21	Les meubles et produits divers (matelas, sièges, jeux etc.)	22,66	28,63	29,05	27,46	84,97
22	Les produits divers	342,29	442,97	488,23	604,97	407,98
	Total	4 587,40	5 939,68	6 716,49	6 795,63	11 113,99

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD



Annexe 13 : Principales importations FAB en valeur de 2016 à 2020

N°	Rubrique	Année				
		2016	2017	2018	2019	2020
		Valeur en millions USD				
1	Les produits des industries alimentaires (riz, lait, viande, jus de fruits, beurre etc.)	616,70	425,41	448,98	389,72	436,07
	<i>dont: Riz</i>	252,84	202,32	220,28	119,71	111,81
2	Les produits pétroliers (essence, gazoles, fiouls lourds, lubrifiants etc.)	402,11	548,17	623,64	614,84	513,68
3	Les biens d'équipements (moteurs thermiques, fours et brûleurs, matériels agricoles etc.)	2186,48	676,28	497,62	480,77	462,63
4	Les matériels électriques (groupe électrogènes, lampes et appareils d'éclairage etc.)	60,38	148,89	191,98	171,03	170,30
5	Les appareils de radio, télévision et accessoires	30,29	26,12	33,70	44,82	69,08
6	Les produits de la construction automobile (moteurs pour véhicules, voitures, pièces etc.)	149,17	712,86	376,92	504,98	367,80
7	Le tabac manufacturé	36,18	37,28	31,70	32,57	51,11
8	Les produits textiles et accessoires	48,53	28,42	35,55	48,30	60,42
9	Les articles d'habillement	18,14	22,61	28,15	25,35	51,41
10	Les cuirs travaillés et chaussures	22,44	22,72	30,35	27,50	49,91
11	Les produits du travail de bois (feuilles de placage, contreplaqués, articles de vannerie etc.)	3,60	4,20	5,15	5,49	34,61
12	Les papiers, cartons (pâte à papier, articles de papeterie etc.)	11,21	13,57	15,48	15,25	43,53
13	Les produits de l'imprimerie (livres, cahiers, journaux etc.)	16,83	10,36	20,80	20,88	270,66
14	Les produits chimiques (gaz industriels, engrais, herbicides, médicaments etc.)	230,95	311,41	401,74	369,73	341,19
15	Les produits plastiques (pneumatiques neufs et rechapés, chambres à air et bandage etc.)	285,96	61,07	74,22	93,22	118,98
16	Les matériaux pour la construction (ciment, carreaux en céramique, tuiles, appareils sanitaires etc.)	69,33	82,13	104,27	100,07	123,65
17	Les produits métallurgiques (tubes et tuyaux en fonte, aluminium etc.)	49,85	103,51	148,09	112,53	139,82
18	Les ouvrages en métaux (réservoirs et chaudières, produits de chaudronnerie etc.)	52,63	117,25	134,76	120,52	154,68
19	Les matériels informatiques et bureautiques	7,96	8,42	17,03	25,96	40,26
20	Les instruments médicaux et optiques (matériel médicochirurgical)	37,40	14,01	19,32	23,13	41,61
21	Les meubles et produits divers (matelas, sièges, jeux etc.)	25,67	29,41	35,64	31,84	55,42
22	Les produits divers	67,63	79,96	110,54	211,49	130,61
	Total	4 429,44	3 484,05	3 385,65	3 470,01	3 727,44

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 14 : Principaux soldes de la balance des paiements de 2016 à 2020

Rubrique	Année				
	2016	2017	2018	2019	2020
	en millions US				
A. Compte courant	-2744,92	519,40	-190,46	-314,57	2684,75
<i>Déficit courant en % du PIB</i>	-32,12%	5,47%	-1,81%	-2,76%	22,41%
Biens et Services	-2670,95	407,48	-104,56	-279,34	2682,51
Biens	-2015,09	1111,01	592,42	475,36	5203,76
Services	-655,86	-703,53	-696,99	-754,70	-2521,25
Revenus Primaires	-154,81	-50,63	-181,85	-114,09	-144,78
Revenus Secondaires	80,84	162,55	95,96	78,86	147,02
B. Compte de capital	164,25	145,70	140,36	40,69	147,12
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-2580,67	665,10	-50,10	-273,88	2831,87
D. Compte financières	2329,37	666,57	-46,28	-272,62	2831,84
Dont:					
<i>Investissements directs étrangers</i>	1597,34	-576,50	-353,08	-43,37	-173,99
<i>Investissements de portefeuilles</i>	1,15	-0,08	-11,39	-5,54	12,03
<i>Autres investissements</i>	939,05	1166,65	-114,76	-506,41	2868,22
<i>Avoirs de réserve</i>	-208,17	76,50	432,94	282,70	125,58
E. Erreurs et omissions nettes	4,23	1,47	3,81	1,26	-0,03

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 15 : Valeur des exportations FAB par zone de destination de 2016 à 2020

Zone	Exportations FAB									
	2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part
	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %
CEDEAO	123,03	5,10	149,54	3,25	670,07	16,84	18,26	0,46	39,57	0,44
Afrique Centrale	0,01	0,00	10,29	0,22	10,62	0,27	1,39	0,04	1,45	0,02
Pays de l'AELE	63,25	2,62	30,31	0,66	16,68	0,42	4,15	0,11	15,76	0,18
Union européenne	111,20	4,61	581,67	12,66	553,54	13,91	27,87	0,71	53,95	0,61
Pays Arabes	7,15	0,30	5,53	0,12	10,66	0,27	0,26	0,01	0,11	0,00
Maghreb	0,45	0,02	7,46	0,16	13,88	0,35	0,45	0,01	0,29	0,00
Europe de l'Est	9,55	0,40	47,00	1,02	244,82	6,15	3,84	0,10	9,51	0,11
Asie	1 821,22	75,43	2 297,10	49,99	1 467,37	36,89	3 707,61	93,97	8 407,69	94,28
Continent Américain	12,76	0,53	71,88	1,56	40,25	1,01	2,43	0,06	5,55	0,06
Autres pays	265,73	11,01	1 394,28	30,34	950,18	23,89	179,09	4,54	383,46	4,30
Total	2 414,35	100	4 595,06	100	3 978,07	100	3 945,36	100	8 917,34	100

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD



Annexe 16 : Valeur des importations FAB par zone de provenance de 2016 à 2020

Zone	Importations FAB									
	2016		2017		2018		2019		2020	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	Part
	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %	en millions US	en %
CEDEAO	26,66	0,60	507,45	14,57	152,07	4,49	150,54	4,34	137,59	3,69
Afrique Centrale	0,03	0,00	7,62	0,22	39,95	1,18	31,09	0,90	0,12	0,00
Pays de l'AELE	1,49	0,03	6,99	0,20	36,87	1,09	22,29	0,64	2,64	0,07
Union européenne	4 100,32	92,57	1 409,16	40,45	1 334,23	39,41	1 471,09	42,39	1 259,56	33,79
Pays Arabes	12,06	0,27	36,87	1,06	27,99	0,83	26,37	0,76	26,14	0,70
Maghreb	7,03	0,16	79,25	2,27	111,13	3,28	94,34	2,72	109,92	2,95
Europe de l'Est	8,29	0,19	57,90	1,66	91,92	2,71	60,41	1,74	66,20	1,78
Asie	201,59	4,55	727,08	20,87	889,72	26,28	1 163,01	33,52	1175,08	31,53
Continent Américain	21,28	0,48	316,99	9,10	154,56	4,57	140,20	4,04	388,57	10,42
Autres pays	50,70	1,14	334,73	9,61	547,21	16,16	310,65	8,95	561,61	15,07
Total	4 429,44	100	3 484,05	100	3 385,64	100	3 470,00	100	3 727,44	100

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 17 : Evolution des parts des produits d'exportations FAB (en %) de 2016 à 2020

Produits	Année				
	2016	2017	2018	2019	2020
Produits agricoles	0,32	4,22	3,06	2,59	0,83
Produits de pêche	0,09	2,96	2,45	0,64	0,21
Produits des industries alimentaires	0,00	0,00	0,00	0,05	0,02
Produits forestiers	0,26	3,16	1,61	1,02	0,44
Produits miniers	98,98	78,50	78,80	89,19	93,88
Produits métallurgiques	0,05	2,24	0,04	0,04	0,01
Autres produits divers	0,31	8,92	14,04	6,47	4,60

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 18 : Évolution du solde du compte courant de 2016 à 2020

Rubrique	Année				
	2016	2017	2018	2019	2020
	en millions US				
Recettes	3 469,53	5 190,29	4 537,91	4 483,02	9 394,11
Variations annuelles en %	10,42	49,60	-12,57	-1,21	109,55
Dépenses	6 214,46	4 670,89	4 728,37	4 797,59	6 709,36
Variations annuelles en %	49,31	-24,84	1,23	1,46	39,85
Solde courant	-2 744,92	519,40	-190,46	-314,57	2 684,75

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 19 : Évolution des exportations, des importations et de la balance commerciale de 2016 à 2020

Année	Importations FAB	Exportations FAB	Balance commerciale	Taux de couverture des importations par les exportations (%)
2016	4 429,44	2 414,35	-2 015,09	54,51
2017	3 484,06	4 594,06	1 110,00	131,86
2018	3 385,64	3 978,07	592,42	117,50
2019	3 470,00	3 945,36	475,36	113,70
2020	3 727,44	8 931,20	5 203,76	239,61

Source : BCRG/DGES/DSBP et DGD

Annexe 20 : Évolution de la balance des services de 2016 à 2020

Rubrique	Année				
	2016	2017	2018	2019	2020
	en millions US				
Recettes	56,99	52,38	104,03	95,40	64,82
Variations annuelles (en %)	-27,13	-8,09	98,62	-8,30	-32,05
Dépenses	712,85	755,91	801,02	850,10	2586,07
Variations annuelles (en %)	41,64	6,04	5,97	6,13	204,21
Solde	-655,86	-703,53	-696,99	-754,70	-2521,25

Source : BCRG/DGES/DSBP



Annexe 21 : Évolution de la balance des services de transport de 2019 à 2020

Année 2019											
Rubrique	Transport reçu (crédit)					Transport payé (débit)					Net
	Trans Marit.	Trans. aérien	Autres modes de transport	Services postaux et services de messagerie	Total	Trans Marit.	Trans. aérien	Autres modes de transport	Services postaux et services de messagerie	Total	
Passagers	0,00	0,00	0,72	0,00	0,72	0,00	4,71	0,23	0,00	4,93	-4,21
Fret	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	335,56	45,76	0,00	0,00	381,32	-381,32
Autres	0,33	0,00	0,00	0,00	0,33	0,00	29,73	0,00	0,66	30,39	-30,06
Total	0,33	0,00	0,72	0,00	1,06	335,56	80,19	0,23	0,66	416,64	-415,58

Année 2020											
Rubrique	Transport reçu (crédit)					Transport payé (débit)					Net
	Trans Marit.	Trans. aérien	Autres modes de transport	Services postaux et services de messagerie	Total	Trans Marit.	Trans. aérien	Autres modes de transport	Services postaux et services de messagerie	Total	
Passagers	0,00	0,00	0,09	0,00	0,09	0,00	0,27	0,00	0,00	0,27	-0,18
Fret	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	615,67	61,39	0,00	0,00	677,06	-677,06
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	392,39	0,00	0,00	1,16	393,56	-393,56
Total	0,00	0,00	0,09	0,00	0,09	1008,07	61,66	0,00	1,16	1070,9	-1070,8

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 22 : Structure des autres services de 2018 à 2020

Autres services	Année 2018			Année 2019			Année 2020		
	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net	Reçu (crédit)	Payé (débit)	Net
Service de Communication	21,66	11,42	10,24	50,63	46,86	3,77	4,22	459,27	-455,05
Services de Bâtiments et travaux publics	0,00	99,17	-99,17	0,00	75,60	-75,60	0,00	14,80	-14,80
Services d'Assurances	3,10	48,73	-45,63	1,57	50,14	-48,57	4,01	43,04	-39,03
Services financiers	13,86	32,81	-18,95	3,66	49,35	-45,69	4,73	66,47	-61,74
Services d'informatique	0,00	9,66	-9,66	0,00	6,34	-6,34	0,00	158,06	-158,06
Services d'information	0,00	0,83	-0,83	0,00	0,52	-0,52	0,00	0,12	-0,12
Autres services aux entreprises	20,81	178,43	-157,62	11,38	160,04	-148,66	8,40	704,23	-695,83
Services personnels, culturels et relatifs au loisir	0,09	0,06	0,03	0,02	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00
Services fournis ou reçus par l'administration n.c.a.	0,00	0,74	-0,74	0,00	0,45	-0,45	0,00	0,48	-0,48
Total	59,52	381,85	-322,34	67,27	389,33	-322,06	21,36	1446,49	-1425,13

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 23 : Évolution du compte capital de 2016 à 2020

Compte capital	Année				
	2016	2017	2018	2019	2020
en millions USD					
Crédit					
Fonds reçus des guinéens de l'étranger pour investissement	116,02	145,91	131,86	41,16	150,38
Remises de dette sur intérêts de l'Administration publique	7,04	0,00	0,00	0,00	0,00
Dons reçus des ONG locales pour financement des investissements	52,44	3,50	8,52	0,00	0,00
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0,00	0,00	0,00	0,16	0,00
Total 1	168,46	149,42	140,37	41,32	150,38
Débit					
Impôts payés à l'étranger par les sociétés minières	4,23	3,72	0,02	0,63	3,25
Total 2	4,23	3,72	0,02	0,63	3,25
Balance des opérations en capital (Total 1 - Total 2)	164,23	145,70	140,36	40,69	147,12

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 24 : Évolution de la balance des revenus primaires de 2016 à 2020

Revenus	Année				
	2016	2017	2018	2019	2020
en millions USD					
Revenus reçus (crédit)	34,10	47,66	68,66	88,13	32,53
Rémunération des salariés	18,44	32,32	20,07	55,36	12,84
Revenus des Investissements	12,45	4,84	41,32	29,60	18,58
<i>Intérêts, produits financiers sur la dette publique</i>	12,25	4,84	41,32	29,60	18,58
<i>Dividendes et bénéfices versés à l'étranger</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres revenus primaires	3,21	10,50	7,27	3,17	1,10
Revenus versés (débit)	188,90	98,29	250,51	202,22	177,31
Rémunération des salariés	33,86	27,77	22,79	36,61	17,74
Revenus des Investissements	154,59	70,49	227,71	165,61	159,57
<i>Intérêts, produits financiers sur la dette publique</i>	46,68	28,63	119,55	93,03	136,51
<i>Dividendes et bénéfices versés à l'étranger</i>	107,38	41,33	108,16	72,58	23,06
Autres revenus primaires	0,45	0,02	0,00	0,00	0,00
Balance des Revenus Primaires	-154,80	-50,63	-181,85	-114,09	-144,78

Source : BCRG/DGES/DSBP



Annexe 25 : Évolution de la balance des revenus secondaires 2016 à 2020

Transferts courants	Année				
	2016	2017	2018	2019	2020
	en millions USD				
Transferts reçus (crédit)	964,10	495,19	387,15	354,13	365,56
Administrations publiques	18,33	114,68	64,97	23,62	41,66
<i>Dont Transferts courants divers des Ad publiques, les ONG Locales, etc.</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts personnels et Autres transferts courants	945,77	380,51	322,19	330,50	323,90
<i>Dont Transferts reçus des guinéens de l'étranger</i>	912,05	380,51	322,19	330,50	323,90
Transferts payés (débit)	883,3	332,64	291,20	275,27	218,54
Administrations publiques	34,45	25,78	25,46	19,64	30,16
<i>Dont Transferts courants divers des Ad publiques, les ONG Locales, etc.</i>	33,55	24,91	24,52	18,46	29,15
Transferts personnels et Autres transferts courants	848,80	306,86	265,74	255,63	188,38
<i>Dont Transferts émis des guinéens de l'étranger</i>	848,80	306,86	265,74	255,63	188,38
Ajustement pour variation des droits à pension	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Balance des transferts courants	80,85	827,83	678,4	629,4	584,1

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 26 : Évolution du flux des investissements directs étrangers (IDE) de 2016 à 2020

N°	Secteur d'investissement direct étranger	Année				
		2016	2017	2018	2019	2020
Valeur en millions de dollars US						
A	Secteur minier	1654,94	532,68	356,39	26,32	184,59
	dont					
	1. CBG	62,85	88,46	53,90	0,00	0,00
	2. SEMAFO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	3. SAG	38,41	81,88	5,55	0,00	0,00
	4. RIO TINTO	93,98	0,07	10,31	3,75	0,00
	5. SMD	46,07	0,63	8,33	18,34	51,02
	6. SMB	0,00	100,00	155,00	0,00	60,08
	7. SMFG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	8. BHP BILLITON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	9. RUSAL-CBK	0,00	0,00	0,34	0,00	0,00
	10. ALLIANCE MINING CORPORATION	1413,14	259,65	122,77	4,23	73,49
	11. HENAN CHINE MINE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	12. ALCOA RIOTON ALCAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	13. BELZONE	0,49	1,99	0,19	0,00	0,00
	14. VALE-GUINEA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
B	Autres secteurs	13,90	44,89	6,01	18,78	16,26
	dont					
	1. TELECOMMUNICATIONS:	0,00	0,00	0,00	4,27	0,00
	2. BANQUES:	4,98	38,35	0,01	0,00	0,00
	3. ASSURANCES:	6,85	2,74	2,35	0,98	3,99
	4. INDUSTRIES:	2,07	3,80	3,65	13,53	12,27
	TOTAL DES FLUX D'IDE	1668,84	577,57	362,40	45,10	200,85

Source : BCRG/DGES/DSBP



Annexe 27 : Évolution du flux net des autres investissements de 2016 à 2020

Autres investissements	Année				
	2016	2017	2018	2019	2020
Avoirs					
Crédits commerciaux (crédits clients et avances fournisseurs)	80,06	76,03	142,88	-395,21	-240,70
Variation des avoires extérieurs des banques	521,50	1380,92	427,62	333,21	3356,90
Variation des autres avoires extérieurs de la Banque Centrale (or non monétaire, argent en dépôt, crédoc, prises de participation, etc.)	-64,88	0,00	0,04	0,00	0,00
Total 1	536,69	1456,95	570,54	-62,00	3116,20
Engagements					
Crédits commerciaux (crédits fournisseurs et acompte reçus des clients)	1501,74	202,51	321,61	55,65	626,12
Tirages et rééchelonnement de l'administration publique	193,90	125,51	320,60	348,18	-354,61
Remboursements de l'administration publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts et remboursement auprès des banques	15,45	3,26	-1,09	2,36	17,83
Variation des engagements extérieurs des banques	11,67	-40,99	43,98	38,22	-41,37
Accumulation d'arriérés par l'administration publique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres	0,00	0,00	0,20	0,00	0,00
Total 2	1722,75	290,30	685,30	444,41	247,97
Net (Total 1 - Total 2)	2259,44	1166,65	-114,76	-506,41	2868,22

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 28 : LISTE DES BUREAUX DE CHANGES MANUEL AGREES

Ord	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRM	QUARTIER	COMMUNE
1	DIALLO	Amadou Tidiane Koula	63/62216552	ETS.D.A.T.K	01/RBCH/29 Oct/15	Koulewondy	Kaloum
2	DRAME	Hadia Fatoumata	64231675	B.C.H.F.D	02/RBCH/29 Oct/15	Almamyah	Kaloum
3	KONATE	Seydou	65341010	Ets.K F EXCHANGE	03/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
4	BAH	Ibrahima	63400380	ETS BI MI CHANGE	04/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
5	DIABY	Yousseuf	622038629	B.C.Y.D	05/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
6	KOITA	Sékou Fantamady	64228349	SEFAKO	06/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
7	DIALLO	Mamadou Tanou	664291818	Ets.M.T.D	07/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
8	DIAKITE	Alpha Mahamoudou	64233183	B.C.A.M.D	08/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
9	CISSE	Elhadj Yacouba	63160322/62446162	Ets.YA CIF	09/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
10	BALDE	Abdoulaye	64280799	B.C.A.B&F	10/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
11	BAH	Ibrahima Sory	628136726	ETS.NDIRE Exchange	11/RBCH/29 Oct/15	Almamyah	Kaloum
12	KEITA	Adama	68333330	ETS-A.K&F	12/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
13	CONDE	Karifa	63413661	ETS-KC Exchange	13/RBCH/29 Oct/15	Madina	Matam
14	DIALLO	Ibrahima Sory	620202019	B.C.I.S.D	14/RBCH/29 Oct/15	Almamyah	Kaloum
15	BARRY	Thierno Ibrahima	620878111	TRS	004/RBCH/Avril/16	Belle-vue	Dixinn
16	TOURE	Mamadou Diouldé	664 547 112/622 907 945	Ets.T.M D	17/RBCH/24 Nov/15	Almamyah	Kaloum
17	BARRY	Zainoul Abidin	621 364 040/664 213012	B.C.B.Z.A	18/RBCH/24 Nov/15	Manquepas	Kaloum
18	BAH	Thierno Mouctar	628 005 050/664 324 221	B.C.T.M.&F	19/RBCH/24 Nov/15	Madina	Matam
19	DIALLO	Mamadou Saliou	664 276 306	B.C.D.M.S&F	20/RBCH/24 Nov/15	Almamyah	Kaloum
20	BARRY	Souleymane	631 862 235/622 080 196	S G F SARL	21/RBCH/24 Nov/15	C.C. Koumy/ boussoura	Matam
21	BAH	Abdoulaye	631 400 381	ETS.BAF	025/RBCH/Aout/11	Madina	Matam
22	DIALLO	Mamoudou	664 526 079	KIDSSARL	010/RBCH/Mai/11	Madina	Matam
23	CISSE	El H.Alpha Mamadou	622 090 907/ 664 241 829	B.C.E.A.M.C	22/RBCH/déc/15	Almamvah	Kaloum
24	BAH	El Hadj Habib	664 214 693	B.C EHHB	018/RBCH/Mai/11	Almamvah	Kaloum
25	CHERIF	Abdourahim	60215341	TRANSRAP SARL	044/RBCH/Mars/12	Belle-vue	Dixinn
26	SOUMAH	Ibrahima Sory Cra K	655 396 104	SALLY CHANGES	047/RBCH/Mars/12	Almamyah	Kaloum
27	BARRY	Boubacar	631 747 491	BARRY CHANGE SARL	050/RBCH/Nov/13	Almamyah	Kaloum
28	BARRY	Khadija	622 998 866/666 666 611	SALIMA MONEY SARLU	001/RBCH/Mars/14	Boulbinet	Kaloum
29	TAHER	Hassan	631 50 00 00	HASSAN EXCHANGE	002/RBCH/Mai/14	Boussoura	Matam
30	BATHILY	Barkatou	622 939 941/816 204	Cash Point Service Guinee	003/RBCH/Aout/14	Kipé/C Emet.	Ratoma
31	SOUFANE	Raoul Junior	655 042 269/628 524 578	Entreprise Guinéenne de Change	001/RBCH/Mai/15	Manquepas	Kaloum
32	BAH	Mamadou Yaya	622 240 206	Ets. B.M.Y.EXCHANGE	002/RBCH/Mai/15	Almamyah	Kaloum
33	DIALLO	Mamadou Oury	622 /664/ 283 488	Ets.D M O EXCHANGE	003/RBCH/Juil/15	Almamyah	Kaloum
34	DJIGUINE	Aly	624 967 981	SOFINEG EXCHANGE	004/RBCH/Sept /15	Manquepas	Kaloum
35	BARRY	Mamadou Lamarana	622 070 770/664 204 103	Ets. B.M.L & F	005/RBCH/Nov/15	Koulewondy	Kaloum
36	BARRY	Mamadou Lamarana	628 209 920/664 582 957	B.C.B.M.L & F	006/RBCH/Nov/15	Koulewondy	Kaloum
37	CAMARA	Ibrahima	622 003 515	Ets. I.C & F	007/RBCH/Nov./15	Madina	Matam
38	BARRY	Aboubacar	623 125 252	ETS.BCBA	008/RBCH/Nov./15	Almamyah	Kaloum
39	MOHAMED	Souleymane	666 700 800	Ets. M.E.S	009/RBCH/Nov./15	Manquépas	Kaloum
40	DRAME	Fodé	624 150 999	Ets.D.F.F	10/RBCH/Nov./15	Madina	Matam
41	CAMARA	Ibrahima Sory	664 286 612/655 286 612	Ets. BOURE	11/RBCH/Nov./15	Madina	Matam
42	CAMARA	Ibrahima	622 474 397	Ets. I.C & F	12/RBCH/Dec./15	Madina	Matam
43	DIALLO	Thierno Nouhou	622 239 750/664 239 750	Ets. B.C.D.T.N	13/RBCH/Dec./15	Madina	Matam
44	BAH	Mamadou Kadialiou	664 251 030/628 595 454	B.C.M.K.B	14/RBCH/Dec/15	Almamyah	Kaloum

Source : BCRG/DGCC/DCH

Annexe 29 : liste des établissements de transfert d'argent agréés et en activité

Ord	NOM	PRENOMS	CONTACTS	SIGLE	N° AGRM	QUARTIER	COMMUNE
1	KEITA	Louncy	631 353 874	GLOBAL EXPRESS	001/RET/11	Almamyah	Kaloum
2	DEM	Mamadou	664 311 946	DEMSARL	002/RET/11	Dixinn	Dixinn
3	BARRY	Ibrahima	628 989 900	Cash Minute Sarl	003/RET/11	Madina	Matam
4	BAH	Mamadou Alpha	622 900 416	ALBI FINANCE	004/RET/11	Almamyah	Kaloum
5	SYLLA	El Hadj Mohamed	664 390 281	KAKANDETRANSFERTSARL	005/RET/11	Hafia	Dixinn
6	DIAOUNE	Ibrahima	664 236 485	DIAOUNE&F	006/RET/11	Dixinn	Dixinn
7	DIALLO	Mamadou Oury	622 010 154/657 551 516	WELY-WELY transfert	007/RET/11	Madina	Matam
8	CISSOKO	Makan	664 216 291	DRAME&F	008/RET/11	Madina	Matam
9	KAKE	Ousmane	664 323 222	OUSM K&F	009/RET/11	Madina	Matam
10	BALDE	Mamadou Nassirou	664 503 468	SAVANE AND BROTHERS	010/RET/11	Madina	Matam
11	KEITA	Louncy	622 305 035	MICRO-BIT -SARL	011/RET/11	Almamyah	Matam
12	CONDE	EL Hadj Mamoudou	664 442 405	SOFIG	012/RET/11	Lanséboundj	Matam
13	BAH	Saikou Amadou	622 223 159	AFRO ATLANTIC CORP	014/RET/11	Madina	Matam
14	KABA	El-Hadj Mamadou	657 190 804	KABA&FILS	015/RET/11	Mafanco	Matam
15	SIDIBE	Moussa	622 602 693	MAS & FRERES SARL	016/RET/11	Dixinn	Dixinn
16	CAMARA	AlyMariame	631 406 658	CONDE & FILS	017/RET/11	Madina	Matam
17	DODWANI	Amit Ashoklal	622028066/631 753 046	AFRO INTERNATIONAL	018/RET/11	Tombo	Kaloum
18	KOUAKOU	Narcisse	622 596 716	COST REDUCT ANALYST -Guinee	019/RET/11	Constantin	Kaloum
19	BARRY	Thierno Bella	664 368 263	KADIATOU-KOUFFA-HAFIA SARL	020/RET/12	Madina	Matam
20	GHASSAN	Aly	664 350 822	GHASSAN ALY	021/RET/12	Matam	Coléah
21	KOUROUMA	Mory		SABADOU-TRANSFERT	017BIS/RET/13	Kankan	C,U
22	DIALLO	Mamadou Mouctar	628 919 495	TIMBI-TIMBO-LABE BUSNES	023/RET/13	Madina	Matam
23	BAH	Mamadou Aliou	664 332 439	Royal transfert	001/RET/16	Madina	Matam
24	CISSE	Mdou Saliou	628 262 650	B.T.A.CI.F	025/RET/14	Mdina	Matam
25	KABA	Sidiki	664 57 44 55	MORIJA TRANSFERT	001/RET/14	Dixinn Mosquee	Dixinn
26	KOUROUMA	Mory	622 354 526	Gallio sa	001/RET/15	Ratoma Centre	Ratoma
27	BERETE	Sidiki	622 050 019/664 404 218	Mathyla Sarl	002/RET/15	Madina Mosquée	Matam
28	BAH	Younoussa	628 295 529	BNB Transfert SARL	003/RET/15	Madina Ecole	Matam
29	BAH	Alpha	624 282 703/656 701 159	G.U.B.Transfert SARL	004/RET/15	Koulewondy	Kaloum
30	SOW	Ibrahima	622 481 010/622 484 791	CASH MOOV Sarl	005/RET/15	Madina	Matam
31	CISSE	Hawa Deen Yansané	628 488 475/ 669 213 122	FINAEXPRESS sarl	006/RET/15	Madina	Dixinn
32	DIALLO	Mariama Teliwel	628 022 506	Easy Transfert Guinée Sarl	002/RET/16	Kipé	Ratoma
33	KABA	Mama Larissa Otola	655 62 46 25	ETS.LARISSA ET SARAN NEGOCES sarl	003/RET/16	Sandervalia	Kaloum

Source : BCRG/DGCC/DCH

Annexe 30 : Évolution des indicateurs d'accès aux services financiers de 2014 – 2020

EXTENSION GÉOGRAPHIQUE

Nombre d'institutions							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autres institutions de dépôts	31	32	33	35	37	35	30
Banques commerciales	14	15	16	16	16	16	16
Crédits mutuels et coopératives financières	10	11	11	10	11	8	3
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	7	6	6	9	10	11	11
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	13	13	13	14	16	15	17
Autres intermédiaires financiers (AIF)	4	3	3	4	5	3	3
dont: IMF n'acceptant de dépôts	4	3	3	4	5	3	3
Sociétés d'assurances	9	10	10	10	11	12	14
Nombre d'agences, en dehors du siège							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autres institutions de dépôts	402	420	502	516	545	633	861
Banques commerciales	139	160	163	170	178	181	188
Crédits mutuels et coopératives financières	54	51	77	67	86	161	155
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	209	209	262	279	281	291	518
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	46	7	10	10	11	9	10
Autres intermédiaires financiers (AIF)	46	7	10	10	11	9	10
dont: IMF n'acceptant de dépôts	46	7	10	10	11	9	10
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0
Nombre de guichets automatiques							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Banques commerciales	114	144	160	165	174	183	190

Source : BCRG/DGES/DSBP

UTILISATION DES SERVICES FINANCIERS

Nombre de déposants et de souscripteurs							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autres institutions de dépôts	627 520	648 075	650 849	1 095 015	1 295 844	1 537 845	1 522 570
Banques commerciales	459 310	451 526	454 512	558 010	600 877	682 267	711 765
dont: déposants PME	37 930	31 919	32 098	41 191	44 455	50 477	56 029
déposants ménages	367 790	356 833	411 494	506 107	544 807	620 328	644 413
Crédits mutuels et coopératives financières	87 611	107 247	117 886	106 895	151 131	256 901	171 208
dont: déposants PME	5 637	3 965	6 800	4 225	8 804	11 655	7 476
déposants ménages	81 974	103 282	111 086	102 670	142 327	245 246	163 732
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	80 599	89 302	78 451	430 110	543 836	598 677	639 597
dont: déposants PME	5 602	7 087	6 782	11 358	14 767	15 976	23 306
déposants ménages	74 997	82 215	71 669	418 752	529 069	582 701	616 291
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
dont: déposants PME	0	0	0	0	0	0	0
déposants ménages	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	108 568	106 633	127 422	148 528	140 037	135 051	148 556
Autres intermédiaires financiers (AIF)	0	0	0	0	0	0	0
dont: IMF n'acceptant de dépôts	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	108 568	106 633	127 422	148 528	140 037	135 051	148 556
dont: titulaires de polices d'assurance-vie	54 488	33 786	41 575	82 046	66 422	54 908	62 879
titulaires de polices d'assurance non-vie	54 080	72 847	85 847	66 482	73 615	80 143	85 677

Source : BCRG/DGES/DSBP

Nombre de comptes de dépôts et de polices d'assurance							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autres institutions de dépôts	715 047	760 720	757 585	1 191 639	1 392 181	1 568 602	1 711 553
Banques commerciales	546 690	555 082	537 014	654 721	697 214	713 024	790 004
dont: comptes PME	47 117	40 557	43 038	50 502	53 386	54 914	65 756
comptes ménages	443 344	443 578	480 259	589 119	628 511	646 465	717 005
Crédits mutuels et coopératives financières	87 758	108 462	134 542	106 808	151 131	256 901	200 329
dont: comptes PME	5 643	3 968	10 731	4 210	8 804	11 655	9 244
comptes ménages	82 115	104 494	123 811	102 598	142 327	245 246	191 085
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	80 599	97 176	86 029	430 110	543 836	598 677	721 220
dont: comptes PME	5 602	7 726	7 323	11 358	14 767	15 976	98 740
comptes ménages	74 997	89 450	78 706	418 752	529 069	582 701	622 480
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
dont: comptes PME	0	0	0	0	0	0	0
comptes ménages	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	113 820	123 619	146 356	167 238	162 657	154 889	172 391
Autres intermédiaires financiers (AIF)	0	0	0	0	0	0	0
dont: IMF n'acceptant de dépôts	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	113 820	123 619	146 356	167 238	162 657	154 889	172 391
dont: polices d'assurance-vie	54 611	37 323	44 917	85 359	69 542	56 796	64 128
polices d'assurance non-vie	59 209	86 296	101 439	81 879	93 115	98 093	108 263

Source : BCRG/DGES/DSBP

Nombre d'emprunteurs

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autres institutions de dépôts	374 877	381 785	400 490	407 310	387 704	472 857	594 543
Banques commerciales	70 257	104 013	79 101	79 811	85 501	95 123	103 845
dont: emprunteurs PME	2 151	3 207	2 475	2 183	4 096	3 659	4 767
emprunteurs ménages	67 039	100 395	76 133	77 138	80 493	90 544	97 934
Crédits mutuels et coopératives financières	10 215	13 133	21 958	9 004	12 333	43 681	11 807
dont: emprunteurs PME	657	1 950	3 057	1 620	3 023	3 159	235
emprunteurs ménages	9 558	11 183	18 901	7 384	9 310	40 522	11 572
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	294 405	264 639	299 431	318 495	289 870	334 053	478 891
dont: emprunteurs PME	43 330	39 625	46 982	110 183	934	1 255	13 013
emprunteurs ménages	251 075	225 014	252 449	208 312	288 936	332 798	465 878
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
dont: emprunteurs PME	0	0	0	0	0	0	0
emprunteurs ménages	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	2 235	2 244	2 420	14 012	338	453	522
IMF n'acceptant de dépôts	2 235	2 244	2 420	14 012	338	453	522
dont: emprunteurs PME					7	13	62
emprunteurs ménages					331	440	460
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

Nombre de comptes de prêts

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autres institutions de dépôts	411 398	452 248	483 658	659 431	639 818	717 129	902 353
Banques commerciales	98 900	127 378	110 057	331 932	337 615	339 395	345 127
dont: emprunteurs PME	2 435	3 855	2 815	5 372	6 427	6 411	6 465
emprunteurs ménages	95 099	117 616	106 624	325 313	329 511	331 736	336 948
Crédits mutuels et coopératives financières	10 215	13 138	23 204	9 004	12 333	43 681	11 807
dont: emprunteurs PME	657	1 955	4 290	1 620	3 023	3 159	235
emprunteurs ménages	9 558	11 183	18 914	7 384	9 310	40 522	11 572
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	302 283	311 732	350 397	318 495	289 870	334 053	545 419
dont: emprunteurs PME	43 330	39 816	45 033	110 183	934	1 255	18 623
emprunteurs ménages	258 953	271 916	305 364	208 312	288 936	332 798	526 796
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
dont: emprunteurs PME	0	0	0	0	0	0	0
emprunteurs ménages	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	2 235	2 244	2 420	14 012	747	886	777
IMF n'acceptant de dépôts	2 235	2 244	2 420	14 012	747	886	777
dont: emprunteurs PME					9	14	86
emprunteurs ménages					738	872	691
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

Encours des dépôts et des réserves techniques d'assurance (en millions de GNF)							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autres institutions de dépôts	10 154 490	11 505 179	13 223 751	15 718 790	17 797 800	21 794 725	26 187 566
Banques commerciales	9 985 370	11 280 724	12 942 657	15 390 261	17 326 983	21 264 969	25 559 807
dont: dépôts PME	1 216 849	4 136 190	3 175 722	3 705 301	4 586 921	6 519 732	6 643 303
dépôts ménages	4 963 911	5 660 827	6 413 254	7 330 980	7 663 275	8 767 888	11 474 144
Crédits mutuels et coopératives financières	63 917	53 987	54 593	63 680	80 987	119 266	103 671
dont: dépôts PME	10 646	13 065	19 961	21 983	22 896	34 469	12 208
dépôts ménages	53 271	40 922	34 632	41 697	58 091	84 797	91 463
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	105 203	170 468	226 501	264 849	389 830	410 490	524 088
dont: dépôts PME	9 092	38 668	92 040	92 155	90 586	90 955	173 718
dépôts ménages	96 111	131 800	134 461	172 694	299 244	319 535	350 370
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
dont: dépôts PME	0	0	0	0	0	0	0
dépôts ménages	0	0	0	0	0	0	0
Autres sociétés financières	105 265	111 456	136 773	340 935	282 952	314 563	379 363
Autres intermédiaires financiers (AIF)	0	0	0	0	0	0	0
dont: IMF n'acceptant de dépôts	0	0	0	0	0	0	0
Sociétés d'assurances	105 265	111 456	136 773	340 935	282 952	314 563	379 363
dont: réserves techniques d'assurance-vie	39 550	58 910	78 287	118 776	169 033	190 466	216 237
réserves techniques d'assurance non-vie	65 715	52 546	58 486	222 159	113 919	124 097	163 126

Source : BCRG/DGES/DSBP

Encours des prêts (en millions de GNF)							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Autres institutions de dépôts	5 879 721	6 444 737	7 254 282	7 931 702	9 440 679	12 656 855	13 500 310
Banques commerciales	5 740 121	6 281 463	7 021 628	7 654 864	8 957 923	11 954 578	12 917 173
dont: prêts aux PME	512 944	3 085 532	1 826 507	1 894 781	2 706 103	3 735 976	4 262 667
prêts aux ménages	1 565 815	1 756 182	1 574 142	2 413 120	2 896 886	3 350 221	4 004 323
Crédits mutuels et coopératives financières	42 277	33 295	41 604	30 562	73 873	199 488	101 032
dont: prêts aux PME	22 840	13 806	13 988	10 784	20 884	57 654	28 563
prêts aux ménages	19 437	19 489	27 615	19 778	52 989	141 834	72 469
Institutions de microfinance (IMF) acceptant des dépôts	97 323	129 979	191 050	246 276	408 883	502 789	482 105
dont: prêts aux PME	11 812	36 770	46 529	86 905	169 359	230 478	159 802
prêts aux ménages	85 511	93 209	144 521	159 371	239 524	272 311	322 303
Autres institutions acceptant des dépôts	0	0	0	0	0	0	0
dont: prêts aux PME	0	0	0	0	0	0	0
prêts aux ménages	0	0	0	0	0	0	0
Autres intermédiaires financiers	9 654	10 699	11 944	12 292	8 363	4 157	4 054
IMF n'acceptant pas de dépôts	9 654	10 699	11 944	12 292	8 363	4 157	4 054
dont: prêts aux PME					101	65	466
prêts aux ménages					8 262	4 092	3 588
Autres AIF	0	0	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

Banques mobiles							
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de comptes bancaires mobiles enregistrés	613 047	983 834	1 674 475	2 329 281	3 414 352	6 653 480	7 711 058
Nombre de comptes bancaires mobiles actifs	35 365	190 157	662 855	918 248	1 413 715	1 839 771	3 188 916
Nombre de points de vente enregistrés		4 206	14 229	29 893	36 240	65 763	89 913
Nombre de points actifs/agents actifs		2 298	10 034	18 531	29 788	45 618	59 093
Valeur des transactions bancaires mobiles (en millions de GNF)	104 041	842 331	6 414 621	18 470 658	45 781 799	48 085 650	71 598 340
Nombre de transactions bancaires mobiles	1 282 378	6 685 860	44 360 694	129 563 692	235 609 211	315 568 655	408 422 178
Soldes en cours des comptes bancaires mobiles (en millions de GNF)	4 580	33 153	9 270	251 500	468 370	721 277	1 080 315

Source : BCRG/DGES/DSBP

Annexe 31 : Évolution trimestrielle des indicateurs de solidité financière de 2016 – 2017

Indicateurs et séries sous-jacentes	Trimestres							
	en pourcentage, sauf indication contraire							
Unités de Monnaie Nationale	MN	MN	MN	MN	MN	MN	MN	MN
Ordre de grandeur	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions
Période	mars-19	juin-19	sept-19	déc-19	mars-20	juin-20	sept-20	déc-20
ISF centraux pour les institutions collectrices de dépôts								
Fonds propres réglementaires/actifs pondérés en fonction des risques	18,27%	16,12%	14,65%	15,41%	15,15%	15,40%	15,04%	14,02%
Total des fonds propres réglementaires	2 951 312,96	2 881 432,43	2 779 080,25	2 821 769,37	3 198 111,20	3 243 090,61	3 185 720,63	3 164 615,32
Actifs pondérés en fonction des risques	16 150 668,41	17 871 560,62	18 968 783,60	18 313 273,79	21 113 843,68	21 058 340,38	21 188 153,54	22 567 953,04
Fonds réglementaire de base/actifs pondérés en fonction des risques	17,51%	15,90%	14,42%	15,11%	14,95%	15,19%	14,83%	13,82%
Fonds réglementaires de base	2 828 340,43	2 841 494,08	2 735 336,66	2 767 830,15	3 155 657,97	3 199 416,07	3 141 688,32	3 119 951,35
Actifs pondérés en fonction des risques	16 150 668,41	17 871 560,62	18 968 783,60	18 313 273,79	21 113 843,68	21 058 340,38	21 188 153,54	22 567 953,04
Prêts improductifs moins provisionnement/fonds propres	19,03%	20,41%	21,16%	17,16%	13,45%	13,90%	14,58%	14,75%
Prêts improductifs moins provisionnement	561 746,10	588 068,88	588 114,73	484 156,57	430 205,28	450 679,60	464 474,98	466 800,64
Fonds propres	2 951 312,96	2 881 432,43	2 779 080,25	2 821 769,37	3 198 111,20	3 243 090,61	3 185 720,63	3 164 615,32
Prêts improductifs/total des prêts bruts	11,47%	12,10%	11,48%	9,90%	9,96%	10,42%	9,06%	9,38%
Prêts improductifs	1 223 140,53	1 295 370,98	1 334 636,05	1 261 955,64	1 254 344,28	1 281 438,97	1 199 486,34	1 227 082,56
Total des prêts bruts	10 664 203,75	10 701 593,04	11 624 275,24	12 748 279,69	12 599 803,63	12 294 962,93	13 236 118,77	13 082 346,74
Répartition sectorielle des prêts/total des prêts								
Répartition sectorielle des prêts								
Résidents	99,64%	99,64%	98,31%	98,42%	97,18%	97,04%	99,66%	99,57%
Prêts aux résidents	10 626 138,14	10 662 832,09	11 427 680,35	12 546 736,46	12 244 202,32	11 930 918,21	13 191 281,91	13 025 822,97
Répartition sectorielle du total des prêts : institutions collectrices de dépôts	7,49%	2,55%	3,29%	2,68%	2,72%	1,87%	2,30%	0,31%
Prêts aux institutions collectrices de dépôts	798 781,00	272 916,67	382 135,03	341 718,32	342 916,67	230 000,00	304 043,33	40 565,57
Répartition sectorielle du total des prêts : banque centrale	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts à la banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Répartition sectorielle du total des prêts : autres sociétés financières	0,55%	0,27%	0,64%	1,38%	1,39%	1,19%	1,21%	0,00%
Prêts aux autres sociétés financières	58 333,33	29 166,67	74 166,67	175 746,67	175 746,67	146 580,00	160 080,00	0,00
Répartition sectorielle du total des prêts : administrations publiques	0,17%	0,03%	0,07%	0,07%	0,07%	0,64%	0,03%	0,04%
Prêts aux administrations publiques	18 196,90	3 460,06	8 499,77	8 445,78	9 210,03	78 608,56	4 490,21	5 402,35
Répartition sectorielle du total des prêts : sociétés non financières	78,73%	84,01%	82,07%	84,51%	83,03%	82,75%	86,64%	89,42%

<i>Unités de Monnaie Nationale</i>	MN	MN	MN	MN	MN	MN	MN	MN
<i>Ordre de grandeur</i>	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions	Millions
<i>Période</i>	mars-19	juin-19	sept-19	déc-19	mars-20	juin-20	sept-20	déc-20
Prêts aux sociétés non financières	8 395 935,00	8 990 828,08	9 540 213,19	10 774 066,23	10 461 440,02	10 173 538,28	11 467 114,68	11 698 400,51
Répartition sectorielle du total des prêts : autres secteurs intérieurs	12,71%	12,77%	12,24%	9,78%	9,96%	10,59%	9,49%	9,80%
Prêts aux autres secteurs intérieurs	1 354 891,91	1 366 460,62	1 422 665,69	1 246 759,46	1 254 888,94	1 302 191,37	1 255 553,68	1 281 454,54
Non-résidents	0,36%	0,36%	1,69%	1,58%	2,82%	2,96%	0,34%	0,43%
Prêts aux non-résidents	38 065,61	38 760,96	196 594,88	201 543,23	355 601,31	364 044,72	44 836,86	56 523,77
Total des prêts bruts	10 664 203,75	10 701 593,04	11 624 275,24	12 748 279,69	12 599 803,63	12 294 962,93	13 236 118,77	13 082 346,74
Rentabilité des actifs	2,66%	3,16%	3,46%	3,34%	3,75%	3,86%	4,09%	3,83%
Produit net	641 269,78	775 510,85	861 057,02	964 442,20	1 108 288,75	1 168 524,36	1 269 279,57	1 345 991,41
Total des actifs (établir une moyenne sur la période)	24 070 804,71	24 528 784,95	24 899 915,51	28 893 704,99	29 525 918,34	30 285 278,26	31 007 551,14	35 128 522,36
Rentabilité des fonds propres	21,03%	25,18%	27,52%	27,55%	32,15%	33,28%	35,15%	32,13%
Produit net	641 269,78	775 510,85	861 057,02	964 442,20	1 108 288,75	1 168 524,36	1 269 279,57	1 345 991,41
Fonds propres (établir une moyenne sur la période)	3 048 993,90	3 079 459,05	3 128 799,17	3 500 086,85	3 447 484,31	3 510 779,49	3 610 863,91	4 189 665,66
Marge d'intérêt/produit brut	43,83%	42,23%	42,08%	41,85%	39,21%	36,75%	33,17%	35,42%
Marge d'intérêt	323 020,52	645 339,39	1 024 365,79	1 470 668,29	408 265,61	832 600,63	1 297 908,40	1 830 373,56
Produit brut	736 909,73	1 528 312,00	2 434 465,97	3 513 857,05	1 041 169,53	2 265 399,43	3 912 535,02	5 167 800,28
Charges hors intérêts/produit brut	65,93%	64,13%	63,97%	62,67%	67,40%	68,09%	70,49%	68,68%
Charges hors intérêts	485 846,07	980 061,10	1 557 397,50	2 202 149,60	701 701,52	1 542 433,88	2 757 995,24	3 549 103,76
Produit brut	736 909,73	1 528 312,00	2 434 465,97	3 513 857,05	1 041 169,53	2 265 399,43	3 912 535,02	5 167 800,28
Actifs liquides/total des actifs	28,45%	26,41%	23,51%	23,24%	25,19%	23,88%	27,24%	21,75%
Actifs liquides	6 996 151,86	6 719 000,72	6 114 540,12	6 716 113,70	7 597 509,85	7 595 219,53	9 036 172,39	7 640 735,91
Total des actifs	24 592 841,20	25 444 745,42	26 013 307,22	28 893 704,99	30 158 131,70	31 803 998,10	33 174 369,79	35 128 522,36
Actifs liquides/passifs à court terme	46,07%	43,77%	39,21%	37,73%	42,01%	38,76%	44,49%	36,15%
Actifs liquides	6 996 151,86	6 719 000,72	6 114 540,12	6 716 113,70	7 597 509,85	7 595 219,53	9 036 172,39	7 640 735,91
Passifs à court terme	15 187 356,58	15 350 753,67	15 592 566,56	17 802 320,83	18 085 941,49	19 595 102,57	20 308 942,13	21 137 553,75
Position ouverte nette en monnaies étrangères/fonds propres	79,59%	112,68%	116,17%	138,53%	154,73%	143,61%	112,14%	86,80%
Position ouverte nette en monnaies étrangères	2 348 868,34	3 246 831,08	3 228 339,03	3 909 116,90	4 948 293,60	4 657 557,14	3 572 504,60	2 746 813,05
Fonds propres	2 951 312,96	2 881 432,43	2 779 080,25	2 821 769,37	3 198 111,20	3 243 090,61	3 185 720,63	3 164 615,32

<i>Unités de Monnaie Nationale</i>	MN							
<i>Ordre de grandeur</i>	Millions							
<i>Période</i>	mars-19	juin-19	sept-19	déc-19	mars-20	juin-20	sept-20	déc-20
Prêts au Moyen-Orient	0	0	0	0	0	0	0	0
Répartition géographique du total des prêts : Hémisphère occidental	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prêts l'Hémisphère occidental	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des prêts bruts	10 664 203,75	10 701 593,04	11 624 275,24	12 748 279,69	12 599 803,63	12 294 962,93	13 236 118,77	13 082 346,74
Position d'actif brute sur dérivés financiers/fonds propres	0,00%							
Position d'actif brute sur dérivés financiers								
Fonds propres	2 828 340,43	2 841 494,08	2 735 336,66	2 767 830,15	3 155 657,97	3 199 416,07	3 141 688,32	3 119 951,35
Position de passif brute sur dérivés financiers/fonds propres	0,00%							
Position de passif brute sur dérivés financiers								
Fonds propres	2 828 340,43	2 841 494,08	2 735 336,66	2 767 830,15	3 155 657,97	3 199 416,07	3 141 688,32	3 119 951,35
Produit des transactions/produit brut	0,00%							
gains (pertes) de transaction et de change	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Produit brut	736 909,73	1 528 312,00	2 434 465,97	3 513 857,05	1 041 169,53	2 265 399,43	3 912 535,02	5 167 800,28
Charges de personnel/charges hors intérêts	25,07%	25,22%	24,45%	23,44%	18,65%	18,12%	15,35%	16,02%
Charges de personnel	121 796,36	247 180,87	380 731,76	516 117,57	130 879,21	279 534,36	423 248,59	568 394,28
Charges hors intérêts	485 846,07	980 061,10	1 557 397,50	2 202 149,60	701 701,52	1 542 433,88	2 757 995,24	3 549 103,76
Écart entre les taux débiteur et créditeur de référence (points de base)	1 462	1 397	1 407	1 391	1 397	1 445	1 488	1 539
Dépôts de la clientèle/total des prêts (non interbancaires)	176,18%	181,84%	169,82%	171,19%	181,70%	197,22%	192,53%	203,91%
Dépôts de la clientèle	18 788 547,15	19 459 461,00	19 740 652,49	21 824 024,65	22 893 812,63	24 247 878,22	25 483 730,25	26 675 740,04
Total des prêts bruts	10 664 203,75	10 701 593,04	11 624 275,24	12 748 279,69	12 599 803,63	12 294 962,93	13 236 118,77	13 082 346,74
Prêts libellés en monnaies étrangères/total des prêts	23,52%	18,62%	21,30%	26,19%	22,67%	24,03%	22,80%	22,07%
Prêts libellés en monnaies étrangères	2 508 684,71	1 992 282,25	2 476 326,72	3 339 371,32	2 856 924,22	2 954 225,81	3 017 848,27	2 887 726,77
Total des prêts bruts	10 664 203,75	10 701 593,04	11 624 275,24	12 748 279,69	12 599 803,63	12 294 962,93	13 236 118,77	13 082 346,74
Passifs libellés en monnaies étrangères/total des passifs	26,96%	29,69%	28,49%	29,98%	29,41%	29,58%	27,96%	28,78%
Passifs libellés en monnaies étrangères	5 821 203,03	6 622 446,99	6 477 721,51	7 613 121,14	7 871 815,76	8 332 531,70	8 181 927,69	8 905 522,98
Total des passifs	21 589 567,91	22 304 356,07	22 736 487,67	25 393 618,14	26 763 249,92	28 166 628,25	29 263 252,60	30 938 856,70
Position ouverte nette en actions/fonds propres	0,48%	0,50%	1,51%	0,52%	0,46%	0,46%	0,48%	0,49%
Position ouverte nette en actions	14 189,54	14 270,96	42 084,87	14 647,98	14 614,96	14 950,39	15 195,16	15 610,65
Fonds propres	2 951 312,96	2 881 432,43	2 779 080,25	2 821 769,37	3 198 111,20	3 243 090,61	3 185 720,63	3 164 615,32

<i>Unités de Monnaie Nationale</i>	<i>MN</i>							
<i>Ordre de grandeur</i>	<i>Millions</i>							
<i>Période</i>	<i>mars-19</i>	<i>juin-19</i>	<i>sept-19</i>	<i>déc-19</i>	<i>mars-20</i>	<i>juin-20</i>	<i>sept-20</i>	<i>déc-20</i>
Prêts immobiliers résidentiels/total des prêts bruts	0,51%	0,50%	0,46%	0,41%	0,41%	0,43%	0,40%	0,41%
Prêts immobiliers résidentiels	54 244,08	53 718,08	53 265,04	52 480,73	51 082,22	52 708,98	53 507,91	54 091,98
Total des prêts bruts	10 664 203,75	10 701 593,04	11 624 275,24	12 748 279,69	12 599 803,63	12 294 962,93	13 236 118,77	13 082 346,74
Prêts immobiliers commerciaux/total des prêts bruts	1,96%	2,02%	1,86%	0,97%	1,27%	1,64%	1,67%	1,69%
Prêts immobiliers commerciaux	209 160,93	216 288,79	216 330,40	124 288,13	159 752,58	201 711,34	221 346,79	220 489,05
Total des prêts bruts	10 664 203,75	10 701 593,04	11 624 275,24	12 748 279,69	12 599 803,63	12 294 962,93	13 236 118,77	13 082 346,74

Source : BCRG/DGES/DSBP/SSMF

12, boulevard du Commerce, 6^e avenue de la République C/Kaloum
BP 692 - Conakry - République de Guinée

Tél : (+224) 664 67 77 77 - Fax : (+224) 669 08 88 88 - mail : secretariat.gouv@bcrg-guinee.org

www.bcr-guinee.org